

Gideon Polya : « L'Australie doit mettre fin à la subversion sioniste et se joindre au monde dans le cadre d'un boycott, d'un désinvestissement et de sanctions (BDS) globaux contre Israël de l'apartheid et tous ses partisans. »

[Gideon Polya, « L'Australie doit mettre fin à la subversion sioniste et se joindre au monde dans le cadre d'un boycott, d'un désinvestissement et de sanctions (BDS) globaux contre Israël de l'apartheid et tous ses partisans », Subversion of Australia, 15 avril 2021 : <https://sites.google.com/site/subversionofaustralia/2021-04-15>] .

Résumé.

L'Australie est victime d'une subversion massive orchestrée par Israël, régime d'apartheid, et ses agents sionistes traîtres. L'Australie doit changer de cap et mettre un terme à cette subversion et à cette perversion sionistes. Elle doit rompre tout lien commercial avec Israël, pays terroriste nucléaire, raciste, dirigé par des sionistes, génocidaire et criminel de guerre récidiviste, qui viole gravement les droits humains et le droit international, et qui impose la démocratie par le génocide. En effet, dans son propre intérêt et dans celui de l'humanité tout entière, l'Australie devrait se joindre à l'humanité intègre et antiraciste pour appeler de force à un boycott, un désinvestissement et des sanctions (BDS) complets contre Israël et tous ses soutiens. De telles actions contribueraient également à redorer le blason international de l'Australie et, par conséquent, à favoriser le commerce, l'éducation, le tourisme et les autres interactions avec la grande majorité de l'humanité, profondément antiraciste et opposée à l'apartheid. Actuellement, l'Australie, de l'avis des deux partis, est le deuxième pays, après les États-Unis, à soutenir ardemment un Israël doté de l'arme nucléaire et coupable d'apartheid et de racisme génocidaire. Cette position pro-apartheid, adoptée par les deux partis, constitue une tache morale pour l'Australie, la rend complice des crimes israéliens commis en violation flagrante du droit international et des conventions internationales, et l'expose à un risque croissant de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre Israël et tous ses soutiens.

(A). Histoire - « Israël », « Israël de l'apartheid », génocide palestinien et tolérance zéro pour le racisme et le génocide.

Pendant trois millénaires avant l'avènement du sionisme raciste et génocidaire (un mouvement politique britannique et européen prônant la colonisation juive et le nettoyage ethnique de la Palestine), le terme « Israël » désignait les adeptes des lois juives, de la Torah et de la théologie du judaïsme. Le judaïsme orthodoxe rejette le sionisme, considérant que les Juifs ne pourront retourner à Sion (Jérusalem, ou Al Quds pour les Palestiniens depuis 1 400 ans) qu'à la venue du Messie, venu proclamer la gloire du Seigneur au monde entier. En 1880, la population palestinienne, forte de 500 000 habitants, était composée à 90 % de musulmans et à 10 % de chrétiens, avec environ 25 000 Juifs, dont la moitié étaient des immigrants.

La Grande-Bretagne envahit l'Irak en 1914 pour s'emparer du pétrole et asseoir son hégémonie. En 1916, les accords Sykes-Picot partagent le monde arabe entre le Royaume-Uni et la France. La guerre menée par les Britanniques contre l'Empire ottoman est associée à une famine en Palestine et à un déficit démographique de 100 000 personnes. En 1917, la charge de la cavalerie légère australienne remporte la victoire sur les Turcs à Beersheba. Deux jours plus tard, le Royaume-Uni signe la déclaration Balfour au sioniste britannique Lord Rothschild, offrant la Palestine, terre ancestrale des Palestiniens, comme foyer national juif. (Selon l'éminent historien britannique et

sioniste juif, le professeur Sir Martin Gilbert, la déclaration Balfour visait en réalité à inciter les communistes russes sionistes juifs à maintenir la Russie dans la guerre contre l'Allemagne.) Le massacre de Surafend en 1918, perpétré par les Anzacs australiens et néo-zélandais (environ 100 hommes et garçons massacrés), marque le début du génocide palestinien qui durera un siècle. L'immigration sioniste en Palestine après la Première Guerre mondiale, sous le régime raciste britannique, a engendré des conflits avec les populations palestiniennes autochtones (notamment avec les métayers, plongés dans une misère extrême par la vente de leurs terres aux sionistes). En 1939, un Livre blanc britannique a suspendu toute nouvelle immigration, par crainte du mécontentement des musulmans au sein d'un Empire britannique engagé dans la Seconde Guerre mondiale. En 1944, le Cabinet de guerre britannique a décidé du partage de la Palestine (cette décision a très probablement motivé le Premier ministre travailliste australien John Curtin, s'appuyant sur les renseignements australiens, à opposer son veto au projet Freeland, pourtant largement soutenu, visant à créer une colonie juive exclusive dans le nord-ouest de l'Australie, une région fortement dépeuplée lors du génocide des Aborigènes).

En 1947, la population de la Palestine s'élevait à 1 970 000 habitants, dont 630 000 Juifs (32 %), 143 000 Chrétiens (7,3 %) et 1 181 000 Musulmans (59,9 %), soit les deux tiers de Palestiniens autochtones. En 1948, les colonisateurs sionistes européens non sémites rejetèrent les appels lancés par les Palestiniens, les Juifs antiracistes, l'ONU, le monde arabe et l'humanité en faveur d'un État laïque, démocratique et multiculturel. Ils s'emparèrent de près de 80 % de la Palestine, vidèrent 500 villages, expulsèrent de force 800 000 Palestiniens (environ 60 % de la population palestinienne autochtone) lors de la Nakba (ou Catastrophe), et proclamèrent l'État colonial racial et l'État paria d'« Israël » (qu'il convient de qualifier d'« Israël d'apartheid »), fondés sur le génocide et la démocratie.

Le rôle géopolitique d'Israël, État d'apartheid, pour l'Occident raciste et impérialiste a été révélé en 1956 lorsque ce pays s'est allié au Royaume-Uni et à la France pour envahir l'Égypte, un acte criminel, avant d'être contraint au retrait par les États-Unis. En 1967, Israël, désormais doté de l'arme nucléaire, a attaqué tous ses voisins et s'est emparé de la Palestine, ainsi que d'une vaste portion de l'Égypte (le Sinaï), d'une grande partie de la Syrie (le Golan) et d'une partie du Liban (les fermes de Chebaa). 400 000 Arabes supplémentaires ont été expulsés lors de la Naksa (recul). Israël a ensuite restitué le Sinaï à l'Égypte en échange d'une « reconnaissance », dans le cadre d'un accord négocié par des États-Unis désormais fermement inféodés au sionisme. Pour plus de détails sur le génocide palestinien qui se poursuit depuis un siècle, voir [1-15].

Un Occident sous influence sioniste ignore la réalité actuelle : Israël, État d'apartheid, contrôle 90 % d'une Palestine ethniquement nettoyée (ainsi que des zones de Syrie et du Liban également soumises à ce nettoyage ethnique). Sur ses 14,4 millions de sujets, 6,8 millions (47 %) sont des Israéliens juifs, 0,4 million (2,8 %) sont des non-Juifs et non-Arabes, 2 millions (13,9 %) sont des Israéliens palestiniens et 5,2 millions (36,1 %) sont des Palestiniens vivant en territoire occupé et privés de tous leurs droits humains. Malgré un siècle de génocide palestinien marqué par des massacres, des privations et des expulsions massives répétées, les Palestiniens autochtones représentent toujours 50 % des sujets d'Israël en Palestine, mais plus de 72 % d'entre eux sont exclus du droit de vote, ce qui constitue un apartheid flagrant. Il est significatif que le Dr Henrik Verwoerd, néonazi pro-apartheid et architecte de l'apartheid en Afrique du Sud, ait déclaré : « Israël est un État d'apartheid » [16, 17]. L'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem affirme également qu'« Israël est un État d'apartheid ». Ronald (Ronnie) Kasrils (héros juif sud-africain antiraciste de la lutte contre l'apartheid) (2007) : « À l'instar de la bande de Gaza, la Cisjordanie est de fait une prison hermétiquement close. Il est choquant de constater que

certaines routes sont interdites aux Palestiniens et réservées aux colons juifs. Je cherche en vain le souvenir d'une chose aussi obscène dans l'Afrique du Sud de l'apartheid » [18].

L'un des problèmes liés au fait d'ignorer la vérité (comme l'Occident le fait de manière flagrante au sujet de l'apartheid en Israël) est que la vérité occultée s'avère souvent encore pire que ce que l'on imaginait. Ainsi, en 1880, il y avait 0,5 million de Palestiniens et 25 000 Juifs, mais aujourd'hui, il y a plus de 14 millions de Palestiniens dans le monde, dont plus de 7 millions de Palestiniens exilés (la plupart d'entre eux sont des réfugiés pauvres et « apatrides », représentant environ 10 % des 70 millions de réfugiés dans le monde, et interdits sous peine de mort d'entrer dans la patrie habitée continuellement par leurs ancêtres depuis des millénaires), 5,2 millions de Palestiniens occupés (sans aucun droit de l'homme et fortement abusés, confinés sous les armes israéliennes dans le camp de concentration de Gaza, bloqué et bombardé, soit 2 millions, ou dans des ghettos ou bantoustans de Cisjordanie, dont le territoire ne cesse de diminuer, sous régime militaire, soit 3,2 millions), et 2 millions de Palestiniens israéliens « chanceux » (autorisés à voter pour le gouvernement qui les gouverne, mais en tant que citoyens de troisième classe de l'Israël de l'apartheid, en vertu de plus de 60 lois raciales de style nazi imposées par des envahisseurs racistes génocidaires) [19-24].

La situation s'aggrave : la langue même parlée par les Palestiniens autochtones depuis au moins 1 400 ans a récemment été déclassée comme langue officielle par la Knesset sioniste [26], qui a également rejeté une motion garantissant l'égalité pleine et entière entre tous les citoyens israéliens, c'est-à-dire que les Palestiniens autochtones citoyens israéliens bénéficient des mêmes droits humains que les autres citoyens israéliens [27]. Ce racisme flagrant serait intolérable en Australie aujourd'hui, contrairement à ce qui s'était produit avant le référendum de 1967.

La situation est encore plus grave. Israël, pays de l'apartheid, est en tête du classement mondial en matière de vaccination contre la Covid-19 pour sa population : début avril, 5,2 millions d'Israéliens sur 9,2 millions avaient reçu une dose. Pourtant, Israël a immédiatement refusé de vacciner ses 5,2 millions de Palestiniens vivant en territoire occupé, à l'exception de 5 000 personnels soignants en première ligne et de 120 000 Palestiniens travaillant en Israël ou dans les colonies illégales de Cisjordanie comme main-d'œuvre captive à bas coût (dans l'intérêt de l'« immunité collective » visant à protéger la minorité juive israélienne) [28]. Al Jazeera a rapporté qu'Israël avait empêché l'entrée de 1 000 doses du vaccin russe Spoutnik V dans le camp de concentration de Gaza [29]. Actuellement (mi-avril 2021), le taux de mortalité liée à la Covid-19 est de 547 décès par million d'habitants en Palestine occupée, contre 0,4 à Taïwan [30]. L'État israélien d'apartheid viole gravement les articles 55 et 56 de la Quatrième Convention de Genève en refusant de fournir à ses sujets palestiniens occupés les denrées alimentaires et les soins médicaux essentiels « dans toute la mesure des moyens dont il dispose » [31]. À ce jour (mi-avril 2021), de nombreux Palestiniens occupés sont décédés (2 838 décès, soit environ 1 % des 265 897 cas), mais une extrapolation théorique à un maximum de 5,2 millions de cas indiquerait que l'État israélien d'apartheid a l'intention délibérée de tuer 52 000 Palestiniens occupés. Le PIB par habitant (nominal) est de 3 400 dollars pour les Palestiniens occupés, un montant mortel, contre 46 400 dollars pour Israël (ONU, 2019) [32], et les Palestiniens occupés, extrêmement démunis et appauvris, sont particulièrement vulnérables. Il s'agit d'un massacre de masse délibéré et intentionnel perpétré par l'État israélien d'apartheid. De même, en matière de fourniture de respirateurs artificiels, Israël sous régime d'apartheid a veillé à ce que ses sujets palestiniens gravement malades soient massivement privés de ces appareils. Ainsi, le nombre de respirateurs par million d'habitants est de 504/M (États-Unis sous occupation), 173/M (Australie sous occupation) et 407/M (Israël sous régime d'apartheid sous occupation), contre 8/M (Afghanistan

sous occupation), 38/M (Palestine sous occupation) et 13/M (camp de concentration de Gaza) [33]. Ceci révèle une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève par Israël sous régime d'apartheid et ses plus fervents soutiens (l'Australie étant le deuxième pays, après les États-Unis, à soutenir Israël sous régime d'apartheid) [33].

Mais la situation est encore plus grave. À ce jour, le SARS-CoV-2, virus responsable de la pandémie de Covid-19, tue environ 2,2 % des personnes infectées dans le monde. Or, en 2003, le coronavirus apparenté SARS-CoV-1 (syndrome respiratoire aigu sévère à coronavirus 1) avait entraîné la mort de 9,6 % des personnes infectées, et d'autres pandémies dues à de nouveaux coronavirus mortels (et d'autres virus zoonotiques) sont à prévoir [34]. Si l'Israël de l'apartheid appliquait la même violation criminelle de la Quatrième Convention de Genève à une épidémie virale à 10 % de mortalité qu'il applique au taux de mortalité de 2,2 % (à l'échelle mondiale) de la pandémie actuelle de Covid-19, alors plus de 500 000 Palestiniens des territoires occupés périraient, victimes d'un sionisme raciste et génocidaire. Il ne s'agit pas d'un scénario fantaisiste car, comme expliqué ci-dessous, les dirigeants sionistes, du psychopathe raciste Theodor Herzl au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, criminel de guerre en série, ont explicitement préconisé le nettoyage ethnique de la Palestine [35], et cet impératif idéologique raciste a effectivement été satisfait par des nettoyages ethniques de masse répétés (les expulsions massives de 800 000 et 400 000 personnes en 1948 et 1967, respectivement) et le génocide palestinien en cours depuis un siècle (2,2 millions de Palestiniens morts de violence, 0,1 million, ou de privation imposée, 2,1 millions).

Pour les Australiens, juifs et non-juifs, honnêtes et antiracistes, qui chérissent la tolérance, la liberté et les joies de l'Australie multiculturelle, la litanie d'horreurs racistes et génocidaires mentionnée ci-dessus les inciterait à exiger une rupture totale du commerce avec Israël, régime d'apartheid, et même un boycott, un désinvestissement et des sanctions (BDS) généralisés contre Israël et tous ses soutiens. De telles sanctions ont été appliquées avec succès par la communauté internationale contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, soutenue par Israël, après le massacre de Sharpeville en 1960 (69 Africains tués) [36]. L'apartheid a finalement été aboli en Afrique du Sud en 1993 et le sera également en Palestine. Comme l'a déclaré Nelson Mandela : « L'ONU a pris une position ferme contre l'apartheid ; et au fil des ans, un consensus international s'est construit, contribuant à mettre fin à ce système inique. Mais nous savons trop bien que notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens » [37]. Pour des opinions similaires d'humanitaires juifs et non juifs antiracistes, voir [37- 47].

(B) Le commerce avec l'Israël de l'apartheid normalise le sionisme raciste génocidaire et subvertit dangereusement les valeurs antiracistes australiennes actuelles.

(1). Détails personnels pertinents en tant que Juif australien diffamé par les sionistes, antiraciste et ayant une allégeance exclusive à ma patrie, l'Australie.

Je suis un Australien juif ashkénaze d'origine celtique (57 % juif ashkénaze, 24 % celtique britannique et 0 % sémitique du Moyen-Orient, selon une analyse ADN conforme à l'histoire familiale), antiraciste, et mon attachement à ma terre natale, l'Australie, est sans faille. Je descends d'une illustre famille juive hongroise (n'importe quel mathématicien ou chirurgien pourra le confirmer) qui a fui l'antisémitisme prussien en Pologne vers 1800 pour se réfugier en Hongrie. Notre famille élargie a été décimée lors de l'Holocauste perpétré en Hongrie en 1944-1945, pendant la Seconde Guerre mondiale, mais deux maisons abandonnées subsistent à Buda et à Pest, témoins du nettoyage ethnique des Juifs hongrois. Mes ancêtres écossais des Highlands ont

été victimes des Highland Clearances aux XVIIIe et XIXe siècles, mais deux de leurs anciennes maisons de métayers, désormais vides, sont encore visibles au nord du Mull of Kintyre. Je suis scientifique, humanitaire, ancien universitaire pendant plus de quarante ans et auteur de plus de 100 articles scientifiques, 7 ouvrages de référence, des chapitres dans une vingtaine de livres et des centaines d'articles humanitaires rigoureusement documentés. Cependant, parce que je m'oppose fermement au nettoyage ethnique sioniste continu de la Palestine, j'ai été diffamé et rendu quasiment invisible dans mon pays, l'Australie, par des partisans sionistes fervents et des agents de l'État israélien, coupable de crimes de guerre à répétition, et par des « gardiens du temple » des médias traditionnels, inféodés au sionisme.

(2) Le commerce avec l'Israël de l'apartheid renforce la diffamation sioniste et la marginalisation des critiques juifs et non juifs antiracistes de l'Israël de l'apartheid.

Je ne suis pas la seule à être victime des agissements d'agents sionistes d'un État voyou raciste et génocidaire. Les critiques antiracistes, juifs et non-juifs, des crimes israéliens et de l'apartheid israélien sont faussement diffamés et traités d'« antisémites ». Les juifs antiracistes sont également victimes de diffamation mensongère, qualifiés de « juifs qui se haïssent » ou de « juifs qui se méprisent ». Bien entendu, la diffamation mensongère de juifs antiracistes constitue un antisémitisme flagrant. Jeremy Corbyn fut le dirigeant travailliste le plus antiraciste de l'histoire du Royaume-Uni, mais sa carrière politique a été brisée par une campagne de diffamation orchestrée par des sionistes agissant pour le compte d'une puissance étrangère. La définition de « l'antisémitisme » de l'Alliance internationale sioniste pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) diffame faussement les critiques antiracistes arabes, musulmans, palestiniens, juifs et non juifs d'Israël de l'apartheid en les qualifiant d'antisémites et a été utilisée par des sionistes racistes traîtres pour détruire politiquement Jeremy Corbyn et une alternative travailliste progressiste au Royaume-Uni dans les intérêts d'une puissance étrangère – et pas n'importe quel État étranger, mais un État voyou terroriste nucléaire, génocidaire et raciste de l'apartheid [48-50].

La définition malhonnête et raciste de l'IHRA a été condamnée par une quarantaine d'organisations juives antiracistes à travers le monde : « En tant qu'organisations de justice sociale internationales, nous écrivons cette lettre avec une inquiétude croissante face au ciblage des organisations qui soutiennent les droits des Palestiniens en général et le mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en particulier. Ces attaques prennent trop souvent la forme d'accusations cyniques et mensongères d'antisémitisme qui confondent dangereusement le racisme antijuif avec l'opposition aux politiques et au système d'occupation et d'apartheid d'Israël. Dans des moments comme celui-ci, il est plus important que jamais de distinguer l'hostilité ou les préjugés envers les Juifs, d'une part, et les critiques légitimes des politiques et du système d'injustice israéliens, d'autre part. La définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), de plus en plus adoptée ou prise en compte par les gouvernements occidentaux, est formulée de telle sorte qu'elle puisse facilement être adoptée ou prise en compte par ces mêmes gouvernements pour assimiler intentionnellement les critiques légitimes d'Israël et la défense des droits des Palestiniens à l'antisémitisme. » L'antisémitisme est utilisé comme moyen de réprimer la lutte contre l'antisémitisme. Cette confusion compromet à la fois le combat palestinien pour la liberté, la justice et l'égalité et la lutte mondiale contre l'antisémitisme. Elle sert également à soustraire Israël à toute responsabilité au regard des normes universelles des droits humains et du droit international. Nous exhortons nos gouvernements, municipalités, universités et autres institutions à rejeter la définition de l'IHRA et à prendre des mesures efficaces pour vaincre la haine et la violence nationalistes suprémacistes blanches et mettre fin à toute complicité dans les violations des droits

humains commises par Israël. Israël ne nous représente pas et ne peut parler en notre nom lorsqu'il commet des crimes contre les Palestiniens et bafoue leurs droits reconnus par l'ONU. Le mouvement BDS, nominé pour le prix Nobel de la paix et mené par la société civile palestinienne, a démontré un engagement constant et indéfectible dans la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme et de sectarisme, conformément à son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Certaines des organisations soussignées soutiennent pleinement le BDS, d'autres partiellement, et d'autres encore n'ont pas de position officielle à ce sujet. Nous affirmons tous que l'appel actuel au BDS constitue un ensemble d'outils et de tactiques qui ne devraient pas être définis comme antisémite » [51].

Malheureusement, en Australie, pays infiltré par le sionisme, les deux principaux partis ont adopté la définition de l'antisémitisme de l'IHRA qui, après une analyse approfondie, se révèle être un antisémitisme anti-arabe (diffamant à tort les Arabes, les Palestiniens et les musulmans antiracistes qui critiquent les crimes de l'apartheid israélien), un antisémitisme antijuif (diffamant à tort les Juifs antiracistes) et, de façon flagrante, un négationnisme de l'Holocauste. L'IHRA ne reconnaît en effet qu'un seul holocauste, celui des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale (5 à 6 millions de morts par la violence et la misère), excluant de nombreux autres holocaustes, notamment l'Holocauste européen (30 millions de Slaves, de Juifs et de Roms tués), l'Holocauste chinois (35 à 40 millions de Chinois tués par les Japonais entre 1937 et 1945) et l'Holocauste bengali (6 à 7 millions d'Indiens délibérément affamés par les Britanniques et les Australiens). complicité et en effet la première atrocité de la Seconde Guerre mondiale à être décrite comme un « holocauste » dans « L'angle mort de Churchill : l'Inde » par NG Jog, 1944).

Ignorer le génocide et l'Holocauste est infiniment pire que le déni répugnant du génocide et de l'Holocauste, car ce dernier permet au moins la réfutation et le débat publics. Il est absolument scandaleux, voire orwellien, que des universitaires australiens humanitaires et antiracistes, fidèles à leur pays, soient diffamés, vilipendés, intimidés, censurés et marginalisés par les agents d'un État voyou terroriste nucléaire et raciste, adepte de l'apartheid et génocidaire.

(3) Le commerce avec l'Israël de l'apartheid contribue à la conduite antisémite et antiarabe de l'Israël de l'apartheid et de ses partisans sionistes et prosionistes racistes.

Le racisme est odieux sous toutes ses formes car il punit des personnes pour leur appartenance ethnique ou culturelle, un facteur sur lequel elles n'ont aucun contrôle. L'antisémitisme se manifeste sous deux formes tout aussi odieuses : (1) l'antisémitisme anti-arabe, qui vise 300 millions d'Arabes de culture et d'ethnie sémitiques et 1,6 milliard de musulmans, principalement de culture sémitique ; et (2) l'antisémitisme anti-juif, qui vise 18 millions de Juifs, principalement de culture sémitique.

L'éminent universitaire juif américain antiraciste, le professeur Ollman Bertell, a déclaré : « Les sionistes sont les pires antisémites du monde aujourd'hui, opprimant un peuple sémitique comme aucune nation ne l'a fait depuis les nazis » [40].

Les sionistes sont également les pires antisémites du monde aujourd'hui, car (a) ils confondent totalement et faussement l'Israël de l'apartheid et donc ses immenses crimes contre les Palestiniens cruellement opprimés avec tous les Juifs, y compris les Juifs antiracistes, (b) ils diffament sans cesse et faussement les antiracistes critiques de l'Israël de l'apartheid, y compris les Juifs antiracistes (la diffamation mensongère des Juifs antiracistes est ce qu'il y a de plus

antisémite et antijuif, hormis la violence), et (c) par leurs crimes sionistes racistes, ils attisent l'animosité envers les Juifs du monde entier.

(4). Le commerce avec Israël de l'apartheid contredit l'opinion éminente des juifs et des non-juifs antiracistes, propage le sionisme raciste et normalise l'apartheid et le génocide.

De nombreux intellectuels et dirigeants juifs et non juifs de renom, engagés dans la lutte contre le racisme, ont exprimé leur opposition au sionisme raciste et au génocide palestinien perpétré par Israël. Pour des recueils exhaustifs des prises de position humanitaires de ces personnalités éminentes, voir « Juifs contre le sionisme raciste » [40] et « Non-Juifs contre le sionisme raciste » [37].

Le professeur Jared Diamond (éminent universitaire juif américain antiraciste) a énoncé dans son livre à succès « Effondrement » (Prologue, p10, édition Penguin) le « principe moral, à savoir qu'il est moralement répréhensible pour un peuple de déposséder, d'asservir ou d'exterminer un autre peuple » – une injonction grossièrement violée par l'Israël de l'apartheid dirigé par les sionistes racistes (RZ) et ses soutiens de l'Alliance américaine racistes, auteurs et ignorants de génocide [40].

Naomi Klein (célèbre militante et écrivaine juive canadienne antiraciste) : « Il y a un débat parmi les Juifs - je suis juive d'ailleurs. Le débat se résume à la question : « Plus jamais ça pour tout le monde, ou plus jamais ça pour nous ?... [Certains Juifs] pensent même que nous avons droit à une impunité pour le génocide... Il existe un autre courant dans la tradition juive qui dit : « Plus jamais ça pour personne » » [40].

Sir Isaac Isaacs (figure publique juive la plus éminente d'Australie et premier gouverneur général d'Australie né en Australie) (vers 1946) : « L'honneur des Juifs du monde entier exige le renoncement au sionisme politique » et « le mouvement sioniste dans son ensemble... impose désormais sa propre interprétation injustifiée de la Déclaration Balfour et formule des exigences qui suscitent l'antagonisme du monde musulman, fort de près de 400 millions de personnes, menaçant ainsi la sécurité de notre Empire, mettant en péril la paix mondiale et compromettant certains des symboles les plus sacrés des religions juive, chrétienne et musulmane. Outre leur injustice intrinsèque envers autrui, ces exigences, à mon avis, affecteraient gravement et de manière préjudiciable la position générale des Juifs dans le monde entier » [40].

Sir Edwin Montagu (Juif britannique antiraciste et deuxième Juif britannique à entrer au Cabinet britannique) commentant la Déclaration Balfour faisant de la Palestine un foyer national juif (1917) : « [Le sionisme est] une doctrine politique pernicieuse, insoutenable pour tout citoyen patriote du Royaume-Uni » et « Je suppose que cela signifie que les musulmans et les chrétiens doivent céder la place aux Juifs et que les Juifs doivent être placés dans toutes les positions privilégiées... Lorsque l'on dit aux Juifs que la Palestine est leur foyer national, chaque pays voudra immédiatement se débarrasser de ses citoyens juifs, et vous verrez une population en Palestine chasser ses habitants actuels, s'emparant de ce que le pays a de meilleur » [en 2021, 90 % de la Palestine a été ethniquement nettoyée de ses Palestiniens autochtones, et la proportion de Palestiniens chrétiens dans la population est passée d'environ 10 % à environ 1 % [40]].

Moshe Menuhin (érudit juif antiraciste et père du célèbre violoniste, universaliste et antisioniste Yehudi Menuhin) : « Les Juifs devraient être des Juifs - pas des nazis » [40].

Le professeur Avi Shlaim (professeur israélien juif de relations internationales à la prestigieuse université d'Oxford, au Royaume-Uni) : « La création de l'État d'Israël en mai 1948 a constitué une injustice monumentale envers les Palestiniens... L'examen du bilan d'Israël au cours des quatre dernières décennies rend difficile de ne pas conclure qu'il est devenu un État voyou, dirigé par des individus totalement dépourvus de scrupules. Un État voyou viole systématiquement le droit international, possède des armes de destruction massive et pratique le terrorisme – le recours à la violence contre des civils à des fins politiques. Israël remplit ces trois critères ; il en est l'incarnation même. Le véritable objectif d'Israël n'est pas la coexistence pacifique avec ses voisins palestiniens, mais la domination militaire » [40].

Mahatma Gandhi (1938) : « La Palestine appartient aux Arabes au même titre que l'Angleterre appartient aux Anglais ou la France aux Français. Il est injuste et inhumain d'imposer les Juifs aux Arabes. Ce qui se passe aujourd'hui en Palestine est injustifiable par toute morale. Les mandats n'ont d'autre fondement que celui de la dernière guerre. Assurément, ce serait un crime contre l'humanité que de réduire à néant la fierté des Arabes pour que la Palestine puisse être restituée aux Juifs, en partie ou en totalité, comme leur patrie. » [37]

Nelson Mandela, dans un discours prononcé à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (1997) : « L'ONU a pris une position ferme contre l'apartheid ; et au fil des années, un consensus international s'est construit, qui a contribué à mettre fin à ce système inique. Mais nous savons trop bien que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens » [37].

Le professeur Ollman Bertell (éminent intellectuel juif américain antiraciste) : « Une lutte sans merci menée par les Juifs contre le sionisme est donc aussi le moyen le plus efficace de combattre l'antisémitisme véritable. De plus, si le sionisme est effectivement une forme particulièrement virulente de nationalisme et, de plus en plus, de racisme, et si Israël traite sa minorité captive d'une manière qui ressemble de plus en plus à celle des nazis envers leurs Juifs, alors nous devons le dire. Pour des raisons évidentes, les sionistes sont très sensibles à la comparaison avec les nazis (pas au point de les freiner dans leurs actions, mais suffisamment pour crier à l'« injustice » et à l'« antisémitisme » lorsque cela se produit). Pourtant, les faits sur le terrain, lorsqu'ils ne sont pas obscurcis par une quelconque justification sioniste, montrent que les sionistes sont aujourd'hui les pires antisémites au monde, opprimant un peuple sémitique comme aucune nation ne l'a fait depuis les nazis » [40].

À mon avis, la « lutte totale contre le sionisme menée par les Juifs » et par les non-Juifs antiracistes proposée par le professeur Bertell devrait impliquer : (a) informer le plus grand nombre possible ; (b) marginaliser les sionistes racistes et leurs partisans de la vie publique, comme cela a déjà été le cas pour des racistes tels que les nazis, les néonazis, les partisans de l'apartheid et le Ku Klux Klan ; et (c) encourager et appliquer les politiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël et ses partisans, comme cela a été fait avec succès contre l'Afrique du Sud de l'apartheid soutenue par Israël.

Le professeur Peter Singer et le professeur Dennis Altman (éminents universitaires juifs australiens antiracistes de renommée internationale) ainsi que 33 autres personnalités juives australiennes antiracistes ont dénoncé et renoncé à la loi israélienne du retour fondée sur la race qui sous-tend le génocide palestinien perpétré par Israël sous l'apartheid (2010) : « Nous sommes des Juifs d'Australie qui, comme les Juifs du monde entier, ont un droit automatique à la citoyenneté israélienne en vertu de la « loi du retour » d'Israël. » Bien que cette loi puisse sembler

viser à instaurer un foyer national juif, nous affirmons qu'il s'agit en réalité d'une forme de privilège raciste qui perpétue l'oppression coloniale des Palestiniens. Aujourd'hui, on compte plus de sept millions de réfugiés palestiniens à travers le monde. Israël leur refuse le droit au retour sur leurs terres et dans leurs foyers – un droit reconnu et incontesté par la résolution 194 de l'ONU, les Conventions de Genève et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Parallèlement, nous sommes invités à vivre sur ces mêmes terres simplement parce que nous sommes juifs, occupant ainsi potentiellement la place de Palestiniens qui aspirent profondément à retourner sur leurs terres ancestrales. Nous renonçons à ce « droit » au « retour » que nous offre la loi israélienne. Il est inacceptable que nous puissions « retourner » dans un État qui n'est pas le nôtre alors que les Palestiniens sont exclus et continuellement dépossédés [40, 52].

Israël d'apartheid et les sionistes soutiennent une loi israélienne du retour fabriquée et raciste génocidaire réservée aux Juifs, tout en violant le droit international en rejetant le retour de 7 millions de réfugiés palestiniens, et rejetant ainsi la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés qui, avec le droit international des droits de l'homme (le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Déclaration universelle des droits de l'homme), affirme le droit des réfugiés à retourner dans leur patrie en mettant l'accent sur le rapatriement volontaire comme solution durable privilégiée aux situations de réfugiés [53].

(5). Le commerce avec l'Israël de l'apartheid dirigé par les sionistes est intolérable pour les gens décents parce que le sionisme est un racisme génocidaire et un nazisme sans chambres à gaz.

L'alliance néoconservatrice américaine et impérialiste sioniste (nazie) pervertie avec les États-Unis et l'Israël de l'apartheid est coupable d'antisémitisme génocidaire anti-arabe, perpétré par le nettoyage ethnique de 90 % de la Palestine et la participation au massacre de musulmans. Elle est également antisémite antijuive, car elle amalgame faussement des Juifs respectables et antiracistes avec ces crimes abominables et diffame outrageusement les Juifs antiracistes. Ainsi, les Prussiens proto-nazis nourrissaient depuis longtemps le désir de nettoyer ethniquement et de germaniser la Pologne, désir qu'ils ont mis en œuvre de manière meurtrière au XVIIIe siècle (il était interdit aux Polonais de parler polonais, les Juifs et les Roms étaient persécutés ; c'est pourquoi mes ancêtres juifs ashkénazes ont fui la Pologne pour la Hongrie, d'où notre nom Pollak, qui signifie « de Pologne », et qui a ensuite été hongrois en Polya). Cette politique s'est poursuivie avec l'Holocauste polonais de 1939-1945 (6 millions de Polonais tués, dont la moitié étaient juifs) [54-57]. Hitler (22 août 1939) : « Tuez sans pitié ni miséricorde tous les hommes, femmes et enfants d'origine ou de langue polonaise. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions obtenir l'espace vital [Lebensraum] dont nous avons besoin. » Heinrich Himmler, dignitaire nazi (1939) : « Tous les Polonais disparaîtront du monde... Il est essentiel que le grand peuple allemand considère l'extermination de tous les Polonais comme sa mission principale » [55]. Directive n° 1306 de l'Allemagne nazie : « Être polonais, c'est être sous-humain. Polonais, Juifs et Roms sont au même niveau d'infériorité » [57].

Les sionistes étaient et sont des racistes génocidaires, et les dirigeants sionistes, de Theodor Herzl à Benjamin Netanyahu, ont explicitement déclaré leur volonté de procéder au nettoyage ethnique de la Palestine. Ainsi, par exemple (voir documentation [58]) :

L'Ancien Testament de la Sainte Bible (noyau de la Torah du judaïsme et des religions abrahamiques) promeut à plusieurs reprises la supériorité raciale et le génocide dans la « Terre promise » multiethnique par le « peuple élu » (écrit vers 600-400 avant notre ère).

Theodor Herzl (fondateur du sionisme raciste et génocidaire) (1885) : « Nous tenterons de faire passer clandestinement la population démunie par-delà la frontière en lui procurant du travail dans les pays de transit, tout en lui en refusant dans notre pays. Les propriétaires fonciers passeront de notre côté. Tant le processus d'expropriation que le déplacement des pauvres doivent être menés avec discrétion et circonspection. »

Théodor Herzl sur la « barbarie » asiatique (1896) : « Choisissons-nous la Palestine ou l'Argentine ? Nous prendrons ce qui nous sera donné et ce que choisira l'opinion publique juive. La Société tranchera sur ces deux points. L'Argentine est l'un des pays les plus fertiles du monde, s'étend sur une vaste superficie, a une population clairsemée et un climat doux. La République argentine [récemment et profondément nettoyée ethniquement, comme l'Australie, de ses populations autochtones] tirerait un profit considérable de la cession d'une partie de son territoire. L'infiltration actuelle de Juifs a certainement suscité un certain mécontentement, et il serait nécessaire d'éclairer la République sur la différence intrinsèque de notre nouveau mouvement. La Palestine est notre patrie historique, à jamais gravée dans nos mémoires. Le nom même de Palestine attirerait notre peuple avec une force extraordinaire. Si Sa Majesté le Sultan nous cédait la Palestine, nous pourrions en retour nous engager à gérer l'ensemble des finances de la Turquie. Nous y formerions une partie d'un rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de la civilisation face à la barbarie. Nous devrions... » Un État neutre maintiendrait le contact avec toute l'Europe, qui devrait garantir notre existence. Les sanctuaires de la chrétienté seraient protégés par l'octroi d'un statut extraterritorial, tel que reconnu par le droit international. Nous formerions une garde d'honneur autour de ces sanctuaires, et nous serions responsables de l'accomplissement de ce devoir par notre existence même. Cette garde d'honneur serait le symbole fort de la résolution de la question juive après dix-huit siècles de souffrances. Pour l'Europe, nous constituerions là [en Palestine] un secteur du rempart contre l'Asie ; nous serions l'avant-garde de la culture contre la barbarie.

Rabbi Yaacov Perrin (1920) : « Un million d'Arabes ne valent pas un ongle juif. »

Vladimir Jabotinsky (sioniste sioniste de premier plan) (1935) : « Il n'y a qu'un seul pouvoir qui compte vraiment : le pouvoir de la pression politique. Nous, les Juifs, sommes le peuple le plus puissant de la terre, car nous possédons ce pouvoir et nous savons comment l'utiliser. »

David Ben Gourion (Premier ministre israélien de l'apartheid, 1949 - 1954, 1955 – 1963) (1937) : « Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place. »

Joseph Weitz (directeur du département de colonisation de l'Agence juive) (1940) : « Entre nous, il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de place pour les deux peuples ensemble dans ce pays. Nous n'atteindrons pas notre objectif si les Arabes restent dans ce petit pays. Il n'y a pas d'autre solution que de les éliminer tous. Pas un village, pas une tribu ne doit subsister. »

Chaim Weizmann, partisan du génocide (1941) : « Si l'on pouvait déplacer un demi-million d'Arabes, on pourrait mettre deux millions de Juifs à leur place. »

David Ben Gourion (premier Premier ministre israélien) (1948) : « Nous devons utiliser la terreur, l'assassinat, l'intimidation, la confiscation des terres et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe. »

Moshe Sharett (Premier ministre d'Israël sous l'apartheid, 1954-1955) (1955) : « Cet État [Israël] n'a aucune obligation internationale, aucun problème économique, la question de la

paix n'existe pas. Il doit donc calculer ses actions avec étroitesse d'esprit et vivre par l'épée... Il doit inventer des dangers inexistantes et, pour ce faire, il doit adopter la méthode de la provocation et des représailles. »

Matityahu Peled (général israélien) (1972) : « La thèse selon laquelle le danger de génocide planait sur nous en juin 1967 et qu'Israël se battait pour sa survie physique n'est qu'un bluff, né et développé après la guerre. »

Yoram Bar Porath (universitaire israélien) réclamant la transparence concernant le programme sioniste (1972) : « Il est du devoir des dirigeants israéliens d'expliquer à l'opinion publique, clairement et courageusement, un certain nombre de faits qui tombent dans l'oubli. Le premier d'entre eux est qu'il n'y a ni sionisme, ni colonisation, ni État juif sans l'expulsion des Arabes et l'expropriation de leurs terres. »

Israel Koenig (auteur du « Mémoire Koenig » qui appelait à la judaïsation de la Galilée en 1977) (1977) : « Nous devons utiliser la terreur, l'assassinat, l'intimidation, la confiscation des terres et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe. »

Menahem Begin (Premier ministre israélien) (1982) : « [Les Palestiniens] sont des bêtes qui marchent sur deux jambes. »

Winston Churchill (Premier ministre britannique en temps de guerre, fervent sioniste et responsable du partage de l'Inde, du partage de la Palestine et de la famine « oubliée » du Bengale de 1942-1945, durant laquelle 6 à 7 millions d'Indiens furent délibérément affamés par les Britanniques avec la complicité de l'Australie pour des raisons stratégiques) : « Je ne m'excuse pas de la prise de contrôle de la région par les Juifs aux dépens des Palestiniens, de la même manière que je ne m'excuse pas de la prise de contrôle de l'Amérique par les Blancs aux dépens des Amérindiens, ni de la prise de contrôle de l'Australie aux dépens des Aborigènes. Il est naturel qu'une race supérieure domine une race inférieure. »

Levi Eshkol (criminel de guerre et Premier ministre israélien de 1963 à 1969) à propos des Palestiniens de la bande de Gaza (1967) : « Je veux qu'ils partent tous, même s'ils vont sur la lune » et « Nous priverons Gaza d'eau, et les Arabes partiront. »

Golda Meir (Première ministre israélienne, fanatiquement et génocidairement raciste) (1969-1971) : « Le peuple palestinien n'existe pas... Ce n'est pas comme si nous étions venus les chasser et nous emparer de leur pays. Ils n'existaient pas. » ; « Comment pouvons-nous restituer les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les restituer. » ; et « Ce pays existe par l'accomplissement d'une promesse faite par Dieu lui-même. Il serait absurde de lui demander des comptes sur sa légitimité. »

Itzhak Yaakov (ingénieur israélien et général de brigade chargé du développement d'une bombe nucléaire israélienne destinée à être larguée dans la péninsule égyptienne du Sinaï à titre de démonstration si la guerre de 1967 ne se déroulait pas comme prévu ; il fut par la suite sanctionné pour avoir révélé publiquement ce secret) : « Opération apocalyptique... Voyez, c'était tellement naturel. Vous avez un ennemi qui menace de vous anéantir. Vous le croyez. Comment l'arrêter ? En lui faisant peur. Si vous avez un moyen de l'intimider, vous l'intimidez... [Le plan] consistait à créer une nouvelle situation sur le terrain, une situation qui obligerait les grandes puissances à intervenir, ou une situation qui forcerait les

Égyptiens à s'arrêter et à dire : « Attendez une minute, nous n'étions pas préparés à ça. »
L'objectif était de changer la donne. »

Yitzhak Rabin (Premier ministre israélien de 1974 à 1977 et de 1992 à 1995) (1983) :
« [Israël] créera au cours des 10 ou 20 prochaines années les conditions qui attireront la migration naturelle et volontaire des réfugiés de la bande de Gaza et de la Cisjordanie vers la Jordanie. »

Raphael Eitan (chef d'état-major des Forces de défense israéliennes) (1983) : « Lorsque nous aurons colonisé le pays, tout ce que les Arabes pourront faire sera de s'agiter comme des cafards drogués dans une bouteille. »

Melekh Ravitsh (partisan de l'établissement de colonies juives dans le Territoire du Nord, au nord-est de l'Australie, c'est-à-dire un colonisateur juif raciste, voire un sioniste à proprement parler) : « On ne peut considérer les Noirs d'Australie comme propriétaires de la terre. Ils appartiennent au niveau le plus bas de la civilisation humaine. On pourrait leur attribuer plusieurs milliers de kilomètres carrés de terre, leur apprendre à labourer et à semer, et ainsi le problème aborigène serait réglé. »

Madeleine Albright (sioniste juive américaine, ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, secrétaire d'État américaine, interrogée sur la question de savoir si la mort de 500 000 enfants irakiens sous sanctions en valait la peine) (1996) : « Nous pensons que le prix en vaut la peine. »

Ehud Barak (Premier ministre israélien de 1999 à 2001) (2000) : « Les Palestiniens sont comme des crocodiles, plus vous leur donnez de viande, plus ils en veulent. »

Moshe Ya'alon (ministre israélien de la Défense de 2013 à 2016, notamment pendant le massacre génocidaire de Gaza en 2014) (2002) : « Les caractéristiques de cette menace [palestinienne] sont invisibles, comme un cancer. Lorsqu'on est attaqué de l'extérieur, on voit l'attaque, on est blessé. Le cancer, en revanche, est quelque chose d'intérieur. C'est pourquoi je le trouve plus inquiétant, car ici le diagnostic est crucial. Si le diagnostic est erroné et que l'on dit que ce n'est pas un cancer mais un simple mal de tête, alors la réaction est inutile. Mais je maintiens que c'est un cancer. Mon diagnostic professionnel est qu'il s'agit d'un phénomène qui constitue une menace existentielle... Il existe toutes sortes de solutions aux manifestations cancéreuses. Certains diront qu'il faut amputer des organes. Mais pour le moment, oui, je suis sous chimiothérapie. »

Benny Morris (professeur d'histoire au département d'études du Moyen-Orient de l'université Ben-Gourion du Néguev à Beer-Sheva, en Israël) à propos du génocide palestinien (2004) : « La grande démocratie américaine n'aurait pu être réalisée sans l'extermination des Indiens. Il existe des cas où le bien commun et final justifie des actes difficiles et cruels commis au cours de l'histoire. »

Matan Vilnai (vice-ministre israélien de la Défense de l'apartheid) évoquant la Shoah ou l'holocauste des Palestiniens (février 2008) : « Plus les tirs de Qassam [roquettes]

s'intensifient et plus les roquettes atteignent une longue portée, plus ils provoqueront une Shoah plus grande car nous utiliserons toutes nos forces pour nous défendre.

Le professeur Hillel Weiss (spécialiste de la littérature juive à l'université Bar Ilan, en Israël) : « Écoutez, Abou Mazen : vous n'êtes pas un peuple et, par conséquent, il ne peut y avoir de génocide [contre les Palestiniens]. Vous exterminer comme une simple populace est un devoir, et il sera finalement accompli, même si le gouvernement israélien refuse toujours d'assumer sa responsabilité dans la reconnaissance internationale mensongère dont vous [la Palestine] bénéficiez. »

Ayelet Shaked (ministre israélienne de la Justice) (2014) : « Tout le peuple palestinien est l'ennemi... [détruire la Palestine], y compris ses personnes âgées et ses femmes, ses villes et ses villages, ses biens et ses infrastructures... [tuer les mères palestiniennes de] petits serpents. »

Avigdor Lieberman (ministre israélien des Affaires étrangères) à propos de l'élimination des Palestiniens israéliens (2015) : « Quiconque est avec nous doit tout recevoir, jusqu'à la moitié du royaume. Quant à ceux qui sont contre nous, il n'y a rien à faire : nous devons lever une hache et leur couper la tête ; sinon, nous ne survivrons pas ici. »

Ariel Sharon (Premier ministre israélien de 2001 à 2006, responsable du massacre de Sabra et Chatila à Beyrouth, où 3 000 Palestiniens ont péri) (1998) : « Il est du devoir des dirigeants israéliens d'expliquer à l'opinion publique, clairement et courageusement, un certain nombre de faits qui tombent dans l'oubli. Le premier d'entre eux est qu'il n'y a ni sionisme, ni colonisation, ni État juif sans l'expulsion des Arabes et l'expropriation de leurs terres. »

Naftali Tamir (ancien ambassadeur d'Israël en Australie) (2006) : « Israël et l'Australie sont comme des sœurs en Asie. Nous sommes en Asie sans les caractéristiques typiquement asiatiques. Nous n'avons ni la peau jaune ni les yeux bridés. L'Asie est fondamentalement une région à population jaune. L'Australie et Israël ne le sont pas ; nous sommes fondamentalement une région à population blanche. Nous sommes à l'ouest de l'Asie et ils sont au sud-est. Israël n'a pas pleinement pris conscience de l'importance d'une coopération avec l'Australie en Asie. C'est un moyen pour nous de coopérer et de renforcer notre position dans les pays voisins de l'Australie. »

Benjamin Netanyahu (réélu à plusieurs reprises et actuellement Premier ministre israélien raciste et génocidaire) (1989) : « Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine, alors que l'attention du monde entier était concentrée sur ce pays, pour procéder à des expulsions massives parmi les Arabes des territoires » [58].

Les sionistes propagent des propos antisémites et diffamatoires mensongers à l'encontre des Juifs antiracistes, les qualifiant de « Juifs qui se haïssent eux-mêmes » ou de « Juifs qui se méprisent ». La haine sioniste envers les Palestiniens, les Arabes, les musulmans et les Asiatiques s'étend également aux Juifs antiracistes contraints de dénoncer publiquement les violations des droits humains, le racisme, l'apartheid et le génocide perpétrés par le sionisme. Une recherche Google avec les termes « Juifs qui se haïssent eux-mêmes » ou « Juifs qui se méprisent » donne respectivement environ 61 300 et 4 500 résultats, preuve de la large diffusion de ces allégations antisémites et mensongères.

Il suffit de comparer cette litanie de racisme génocidaire avec les exemples de prises de position humanitaires d'éminents spécialistes juifs et non juifs antiracistes, présentés plus haut dans la section B4. Malheureusement, en tant que laquais d'une Amérique inféodée au sionisme, le

gouvernement de coalition de droite-extrême droite et l'aile droite dominante de l'opposition travailliste ignorent les humanitaires juifs antiracistes et soutiennent avec ferveur les sionistes racistes et génocidaires. Les affirmations racistes telles que celles présentées ci-dessus seraient totalement inacceptables, même pour le parti d'extrême droite raciste One Nation en Australie. Je réaffirme que tout commerce avec Israël, pays d'apartheid dirigé par les sionistes, est intolérable, car le sionisme est un racisme génocidaire et un nazisme sans chambres à gaz. Les politiciens qui soutiennent Israël, pays d'apartheid, soutiennent de fait l'apartheid et le racisme génocidaire, et sont donc totalement inaptes à exercer une fonction publique dans une démocratie comme l'Australie, qui aspire aux droits de l'homme et au principe « un homme, une voix ».

(6) Le commerce avec Israël, pays de l'apartheid, piétine les messages moraux fondamentaux de l'Holocauste juif de la Seconde Guerre mondiale.

Pour les Juifs antiracistes et, en fait, pour tous les humanitaires antiracistes, les principaux messages moraux tirés de l'Holocauste juif de la Seconde Guerre mondiale (5 à 6 millions de morts par la violence et la privation) et de l'Holocauste européen plus général de la Seconde Guerre mondiale (30 millions de morts slaves, juifs et tziganes) sont « tolérance zéro pour le racisme », « plus jamais ça à personne », « témoignez » et « tolérance zéro pour le mensonge ». Pourtant, les sionistes racistes et leurs partisans de l'Alliance américaine violent grossièrement ces préceptes dans leur poursuite du génocide palestinien (2,2 millions de morts par la violence, 0,1 million ou privation imposée, 2,1 millions, depuis que les Britanniques ont envahi le Moyen-Orient pour le pétrole et l'hégémonie en 1914) [43], et de la guerre américaine contre les musulmans (32 millions de morts musulmans par la violence, 5 millions ou privation imposée, 27 millions, dans 20 pays à majorité ou significative musulmane envahis par l'Alliance américaine depuis l'exploitation sous faux drapeau par le gouvernement américain de l'atrocité du 11 septembre au cours de laquelle 3 000 personnes ont été tuées) [11, 59-63].

(C). Le commerce avec Israël de l'apartheid nuit aux Australiens, subvertit les Australiens et les institutions australiennes et est contraire aux intérêts australiens.

(1) L'Australie devrait appliquer des sanctions commerciales à Israël, pays de l'apartheid doté de l'arme nucléaire, comme elle le fait à l'Iran, pays non doté de l'arme nucléaire, et à la Corée du Nord, pays ravagé par la guerre et doté de l'arme nucléaire.

L'Australie impose des sanctions commerciales à l'Iran sur la base d'allégations mensongères formulées par les États-Unis, inféodés au sionisme, et par Israël, pays de l'apartheid, selon lesquelles l'Iran chercherait à se doter de l'arme nucléaire. L'Iran ne possède pas l'arme nucléaire, nie en vouloir l'acquérir, souhaite un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires et, d'après la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), organisation australienne et lauréate du prix Nobel, a toujours soutenu les initiatives de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. Cependant, à l'instar des trois quarts des pays du monde, l'Iran n'a ni signé ni ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Bien que l'Iran ne possède aucune arme nucléaire, il est explicitement et régulièrement menacé d'anéantissement nucléaire par les États dotés de l'arme nucléaire membres de l'Alliance américaine, à savoir (nombre d'ogives nucléaires entre parenthèses) les États-Unis (5 800), la France (290), le Royaume-Uni (215) et Israël (90 à 400), pays terroristes nucléaires qui rejettent catégoriquement le TIAN [42].

L'Australie applique des sanctions commerciales et autres à la Corée du Nord en raison de son arsenal nucléaire de 30 à 40 armes. En 2018 et 2019, la Corée du Nord s'est abstenue lors du vote sur le traité d'interdiction complète des armes nucléaires (TIAN), tandis que l'Australie, sous la coalition gouvernementale, rejette fermement ce traité. Selon l'Encyclopédie de l'Holocauste, sur la population juive totale d'Europe avant-guerre (environ 10 millions de personnes), près de 57 % ont péri lors de l'Holocauste juif de la Seconde Guerre mondiale [64-66]. Les 5 à 6 millions de morts dues à la violence et aux privations imposées lors de cet Holocauste [64-66] sont comparables aux 6 à 7 millions de morts indiens lors de la famine du Bengale (ou Holocauste indien) de la Seconde Guerre mondiale [61, 62, 65, 67]. Pendant la guerre de Corée, tous les bâtiments de la péninsule ont été détruits et 28 % de la population nord-coréenne a été tuée par les bombardements américains [68]. 4 millions d'Iraniens sont morts de violence, 1 million, ou de privations imposées par les sanctions, 3 millions, au cours d'une guerre américaine de 4 décennies contre l'Iran [69].

Bien que l'Australie ne possède pas d'armes nucléaires, elle joue un rôle clé dans le terrorisme nucléaire américain via la base d'espionnage conjointe américano-australienne de Pine Gap, située en Australie centrale, et l'accueil de navires de guerre américains armés de missiles nucléaires. Il convient de noter qu'outre les menaces répétées d'un tel recours, les États-Unis ont effectivement rasé deux villes (Hiroshima et Nagasaki) à l'aide d'armes nucléaires. Par ses exportations d'uranium, l'Australie a contribué à l'arsenal nucléaire de l'alliance américaine, qui comprend les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Israël de l'apartheid. L'Australie a joué un rôle déterminant dans le développement par le Royaume-Uni d'armes nucléaires et de systèmes de lancement de missiles (un processus qui a, de façon particulièrement odieuse, entraîné des violations des droits des populations autochtones australiennes). L'Australie, sous la coalition gouvernementale, rejette catégoriquement le Traité sur l'interdiction complète des armes nucléaires (TIAN), tandis que le Parti travailliste souhaite le ratifier.

(2) Le commerce avec Israël, pays de l'apartheid, obligera l'Australie, dirigée par les travaillistes, à violer sa ratification promise du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

L'humanité et la biosphère sont menacées existentiellement par (a) le changement climatique d'origine humaine (à défaut de mesures adéquates, 10 milliards de personnes périront dans un génocide climatique qui s'aggraverait, tandis que la population humaine durable en 2100 ne pourra atteindre que 1 milliard d'individus), et (b) par les armes nucléaires (un hiver nucléaire post-échange nucléaire menace d'anéantir l'humanité et la biosphère) [42]. L'Australie figure parmi les pays les plus touchés au monde par la criminalité climatique dans 16 domaines, le gouvernement de coalition comme l'opposition travailliste soutenant actuellement des exportations illimitées de gaz à effet de serre (GES) via le charbon, le gaz et la viande issue de l'agriculture méthanogène [70, 71]. Cependant, contrairement à la coalition, le Parti travailliste reconnaît au moins la gravité du problème et soutient une transition rapide vers les énergies renouvelables et une économie d'énergie propre.

De même, face à la menace existentielle que représentent les armes nucléaires, la politique du Parti travailliste consiste à signer et à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), entré en vigueur le 22 janvier 2021 et qui interdit aux États parties de posséder des armes nucléaires ou de contribuer à une telle possession « de quelque manière que ce soit ». La Coalition s'oppose fermement au TIAN. Un nouveau gouvernement travailliste ratifierait le TIAN, mais tout commerce avec Israël (notamment dans le secteur militaire, comme c'est le cas actuellement)

signifierait que l'Australie violerait la disposition du TIAN interdisant « de quelque manière que ce soit » [72-76].

Les mots sont impuissants à décrire l'absolue décadence morale de ceux qui considèrent l'incinération massive de femmes et d'enfants (sans parler des hommes) comme une stratégie militaire acceptable. Il convient de rappeler qu'après la chute de l'apartheid en Afrique du Sud, la nouvelle Afrique du Sud a renoncé aux armes nucléaires que l'Afrique du Sud de l'apartheid avait développées avec l'aide d'Israël, lui-même doté de l'arme nucléaire.

(3) Le commerce militaire et la recherche conjointe avec l'Israël de l'apartheid rendent l'Australie complice du génocide palestinien et d'autres crimes de guerre génocidaires israéliens.

Israël, pays d'apartheid, est un important producteur d'armes de haute technologie, notamment de drones, de systèmes de commandement et de contrôle, et d'armes intelligentes utilisant les technologies de l'information (TI) et l'intelligence artificielle (IA) les plus récentes. Un aspect obscène de ce commerce mortel est que les marchands de mort israéliens se vantent d'avoir « testé au préalable » leurs armes sur les Palestiniens des territoires occupés et d'autres populations arabes et musulmanes du Moyen-Orient.

Israël, régime d'apartheid, mène une guerre contre tous ses voisins immédiats depuis 73 ans et a notamment ravagé le Liban, la Palestine occupée, la Syrie et l'Irak par des bombardements et des artilleries pendant des décennies. Non content de soutenir les djihadistes en Syrie et l'État islamique en achetant du pétrole contrôlé par ce dernier via la Turquie, Israël continue actuellement de bombarder régulièrement les forces syriennes, irakiennes et iraniennes anti-Daech en Syrie.

Israël, pays d'apartheid, vend des armes et des systèmes d'armement à l'Australie, la plus importante vente étant le système de commandement et de contrôle Elbit, d'une valeur de 150 millions de dollars [77]. Israel Weapons Industries vend des mitrailleuses légères de pointe à l'Australie et à d'autres pays, notamment à l'armée birmane, elle aussi coupable de génocide, de racisme et de négationnisme démocratique [78]. Israël est un leader mondial dans le domaine des drones militaires meurtriers et des technologies connexes. Israeli Aerospace Industries (IAI) a rompu le protocole en accusant publiquement le ministère australien de la Défense de manque de transparence, ce dernier ayant l'intention d'acheter le drone américain MQ-9 Reaper de General Atomics au lieu du système Heron TP fabriqué par IAI [79].

Alors que l'Australie restreint sévèrement (avec des sanctions draconiennes) la recherche conjointe liée au domaine militaire entre les universités et l'industrie australiennes et les pays non membres de l'Alliance américaine (par exemple la Chine), elle autorise une recherche conjointe militaire considérable avec Israël de l'apartheid dans les universités australiennes, ce qui rend l'Australie complice de la violence génocidaire et antisémite antiarabe israélienne de l'apartheid contre les pays arabes et musulmans [80, 81].

Ces liens commerciaux militaires, soutenus par le gouvernement australien, entre l'Australie et Israël, pays de l'apartheid, ternissent la réputation de l'Australie en raison de la corruption israélienne et de son implication dans des guerres génocidaires dans des pays pauvres. Ainsi, l'Inde, sous le Congrès, s'est imposée comme un chef de file mondial de la lutte pacifique contre l'apartheid et a interdit une importante entreprise de défense israélienne suite à des allégations de corruption [82]. Le gouvernement indien du Bharatiya Janata Party (BJP), parti sectaire fasciste,

islamophobe et hindutva, dirigé par Narendra Modi, a levé cette interdiction et a noué des relations dangereusement étroites avec Israël, renforçant ainsi l'antisémitisme et l'islamophobie anti-arabes communs aux sionistes et au BJP [83, 84]. Par le biais de ventes d'armes cruciales et de conseillers, Israël s'est rendu complice de guerres génocidaires, notamment le génocide des Mayas du Guatemala, le génocide des Tamouls du Sri Lanka, le génocide des Rohingyas du Myanmar et la guerre civile du Soudan du Sud [46, 84]. L'Australie, sous influence américaine et sioniste, a étendu son alliance avec les États-Unis, marquée par l'antisémitisme et l'islamophobie anti-arabes, en rejoignant récemment un « Quad » anti-Chine composé de l'Australie, du Japon, de l'Inde et des États-Unis.

(4). L'apartheid en Israël, les États-Unis et l'Australie subvertis par les sionistes, le racisme, la guerre et le génocide contredisent le commerce avec l'apartheid en Israël.

L'Australie a tourné la page sur deux siècles de racisme génocidaire en 1967 (soutien massif lors d'un référendum pour que les Australiens autochtones soient enfin considérés comme des citoyens australiens et que le gouvernement fédéral soit habilité à légiférer à leur sujet) et, entre 1972 et 1975, le gouvernement Whitlam a rapidement reconnu la Chine, mis fin à la participation de l'Australie à la guerre génocidaire menée par les États-Unis au Vietnam, aboli la politique de l'Australie blanche, restitué des terres à certains propriétaires traditionnels autochtones et interdit la discrimination raciale, avant que cette vague de décence australienne ne soit interrompue par un coup d'État soutenu par le Royaume-Uni et les États-Unis [85].

L'année 1967 a marqué un tournant inverse pour Israël et l'Australie. Alors que les Australiens autochtones ont été recensés après le référendum de 1967 (ils étaient auparavant enregistrés en vertu de la loi sur la faune et la flore), les Palestiniens occupés ont commencé leur vie en 1967 sans aucun droit humain, sous un régime militaire extrêmement abusif et raciste qui perdure encore aujourd'hui, 54 ans après une occupation brutale et criminelle. En matière de droits humains, les Australiens ont progressé en 1967, tandis que les Israéliens juifs ont régressé vers un État d'apartheid raciste et génocidaire.

La guerre est l'avant-dernière forme de racisme et le génocide, son paroxysme. L'Australie, alliée servile des États-Unis, a participé à toutes les guerres asiatiques menées par ces derniers après 1950, des atrocités génocidaires ayant causé la mort de 40 millions d'Asiatiques, victimes de la violence et des privations engendrées par la guerre. La Coalition a soutenu toutes ces guerres, tandis que le Parti travailliste les a toutes appuyées, à l'exception de la guerre du Vietnam et de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. Toutes ces guerres, hormis la guerre de Corée, ont été menées principalement par des États-Unis inféodés au sionisme depuis l'acquisition par Israël de l'arme nucléaire au milieu des années 1960, avec l'aide des États-Unis et de la France. L'Israël de l'apartheid, régime raciste et génocidaire, a eu un effet néfaste sur les États-Unis et l'Australie en dévalorisant profondément la vie des Asiatiques. Ce racisme génocidaire nuit aux relations de l'Australie (commerciales et autres) avec ses voisins asiatiques.

Ce racisme anti-asiatique révélé par la guerre au sein d'une Amérique inféodée au sionisme – qu'il s'applique aux pays d'Asie occidentale arabe, d'Asie du Sud (notamment l'Afghanistan, le Pakistan et le Bangladesh) ou d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Laos, Vietnam, Indonésie et Timor-Leste) – n'est pas le fruit du hasard. Ainsi, le fondateur du sionisme européen, Theodor Herzl, considérait les Asiatiques comme « barbares », comme il l'exprimait explicitement en 1896 : « Si Sa Majesté le Sultan nous cédait la Palestine, nous pourrions en échange nous engager à gérer l'ensemble des finances de la Turquie. Nous y formerions un rempart de l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de

la civilisation face à la barbarie. En tant qu'État neutre, nous resterions en contact avec toute l'Europe, qui devrait garantir notre existence » [58].

Cependant, ces mêmes attitudes sionistes racistes ont persisté au XX^e siècle. Ainsi, Naftali Tamir (ancien ambassadeur d'Israël en Australie) (2006) : « Israël et l'Australie sont comme des sœurs en Asie. Nous sommes en Asie sans les caractéristiques des Asiatiques. Nous n'avons ni la peau jaune ni les yeux bridés. L'Asie est fondamentalement la race jaune. L'Australie et Israël ne le sont pas ; nous sommes fondamentalement la race blanche. Nous sommes à l'ouest de l'Asie et ils sont au sud-est. Israël n'a pas pleinement reconnu l'intérêt de coopérer avec l'Australie en Asie. C'est un moyen pour nous de coopérer avec les pays voisins de l'Australie et d'y renforcer notre position » [58].

Les Australiens, agissant comme laquais du Royaume-Uni ou des États-Unis, ont envahi 85 pays, dont 30 invasions qualifiées de génocidaires au sens de la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide [44, 86, 87]. Nul doute que l'Australie continuera d'envahir d'autres pays à la demande des États-Unis (qui sera le prochain ?). Cependant, la culture australienne post-1967 est marquée par un racisme politiquement correct : on exécute les ordres génocidaires des États-Unis sans pour autant oser formuler les propos ouvertement racistes et génocidaires des sionistes. De fait, les partis politiques australiens, de la gauche à l'extrême droite, exigeraient la démission des politiciens tenant de tels propos. L'Australie a évolué depuis 1967, mais Israël, régime d'apartheid, et ses agents sionistes conservent la mentalité raciste et génocidaire des colonialistes et impérialistes européens du XIX^e siècle.

(5) Le génocide palestinien en cours exige la cessation du commerce avec un Israël d'apartheid raciste et génocidaire.

Le 15 mai est le Jour de la Nakba, qui commémore la Nakba, ou « Catastrophe », survenue en 1948 lorsque des terroristes sionistes ont expulsé environ 800 000 Palestiniens de Palestine. La Nakba a également été associée à la destruction de plus de 500 villages palestiniens. Cette commémoration a lieu le 15 mai, le lendemain de la date du Jour de l'Indépendance d'Israël (14 mai) selon le calendrier grégorien. Israël, régime d'apartheid, interdit toute mention de la Nakba dans les manuels scolaires, perpétuant ainsi son processus d'ignorance et de négationnisme du génocide.

Le nettoyage ethnique de la Palestine, le génocide palestinien toujours en cours, a causé la mort violente d'environ 100 000 Palestiniens et la mort prématurée et évitable de 2,1 millions de Palestiniens des suites de privations imposées depuis l'invasion du Moyen-Orient par les Britanniques lors de la Première Guerre mondiale, motivée par le pétrole et l'hégémonie. Les expulsions massives se sont poursuivies avec l'expulsion de 400 000 Arabes de Cisjordanie et du Golan syrien lors de la Naksa (Recul) de 1967, lorsque l'Israël de l'apartheid s'est emparé de toute la Palestine et d'une partie de la Syrie. On compte aujourd'hui plus de 7 millions de réfugiés palestiniens, principalement au Moyen-Orient, vivant dans une extrême pauvreté et privés de citoyenneté, mais également dispersés à travers le monde. Tous se voient refuser le droit de retourner dans leurs foyers et sur leur terre natale par l'Israël de l'apartheid, en violation flagrante de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés.

Le professeur Francis Boyle (éminent spécialiste du droit international et des droits de l'homme, avocat à l'Université de l'Illinois) à propos du génocide palestinien (2013) : « Les Palestiniens ont été victimes de génocide tel que défini par la Convention de 1948 pour la prévention et la

répression du crime de génocide, en vertu de laquelle un gouvernement peut être coupable de génocide même s'il a l'intention de détruire une simple « partie » du groupe » [15].

En effet, l'article 2 de la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide stipule que « Aux fins de la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes suivants commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : a) Meurtre de membres du groupe ; b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c) Soumission délibérée du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; d) Imposition de mesures visant à empêcher les naissances au sein du groupe ; e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe » [88].

L'« intention » des sionistes est révélée par de nombreuses déclarations explicites de sionistes racistes et génocidaires, depuis le fondateur du sionisme, Theodor Herzl (1885) : « Nous tenterons de faire passer clandestinement la population démunie par-delà la frontière en lui trouvant du travail dans les pays de transit, tout en lui refusant du travail dans notre pays. Les propriétaires fonciers passeront de notre côté. Tant le processus d'expropriation que le déplacement des pauvres doivent être menés avec discrétion et circonspection », jusqu'au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu (1989) : « Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine, alors que l'attention du monde entier était concentrée sur ce pays, pour procéder à des expulsions massives des Arabes des territoires » [58].

L'expulsion violente de 800 000 musulmans rohingyas par le Myanmar est qualifiée de génocide rohingya en Occident, qui dénonce et cautionne également le déni de la démocratie par l'armée birmane, privant ainsi le peuple birman du principe « un homme, une voix ». Pourtant, l'Occident soutient honteusement l'apartheid israélien et ignore le génocide palestinien en cours. La guerre est l'avant-dernier degré du racisme et le génocide son paroxysme. L'indifférence obstinée face au sort des Palestiniens par les journalistes, rédacteurs, politiciens, universitaires et commentateurs occidentaux et australiens, politiquement corrects et racistes, ne cesse de susciter l'indignation des pro-Palestiniens, dont la voix reste inaudible : « La vie des Palestiniens compte », « Les Palestiniens aussi », « Et les Palestiniens ? »

Le sionisme constitue une discrimination raciale meurtrière, en violation flagrante de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les sionistes aspirent ardemment à un nettoyage ethnique complet de la Palestine et en ont le pouvoir, mais ne sont empêchés que par l'opinion internationale, l'utilisation des Palestiniens comme « boucliers humains » par Israël et l'exploitation par Israël des Palestiniens occupés, extrêmement appauvris, réduits en esclavage. Un génocide ignoré est un génocide qui se répète. Les personnes de bonne volonté à travers le monde doivent agir en (a) informant le plus grand nombre possible et (b) en encourageant et en appliquant les politiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, régime d'apartheid, et tous ses soutiens, comme cela a permis de mettre fin à l'apartheid et de rétablir les droits humains pour tous en Afrique du Sud en 1993 [38].

(6). L'apartheid israélien a provoqué et viole de diverses manières quelque 225 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) et mérite donc des sanctions commerciales mondiales.

Israël, régime d'apartheid, a enfreint à plusieurs reprises quelque 225 résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies [90]. La plus récente, la résolution 2334 (2016), adoptée par 14 voix contre 0 (la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni ayant voté pour, les États-Unis s'étant

abstenus), condamne les violations du droit international commises par Israël dans les territoires palestiniens occupés. Elle affirme que la colonisation israélienne en Cisjordanie constitue une « violation flagrante » du droit international et est « dépourvue de toute validité juridique ». La résolution exige qu'Israël cesse cette activité et remplisse ses obligations de puissance occupante en vertu de la Quatrième Convention de Genève. L'Australie, sous influence sioniste et gouvernée par la Coalition, a honteusement rejeté la résolution 2334, se mettant ainsi en porte-à-faux non seulement avec la majeure partie de la communauté internationale, mais aussi avec toutes les grandes puissances, y compris les États-Unis sous la présidence d'Obama.

(7). L'apartheid israélien a provoqué et viole de diverses manières quelque 180 résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) et mérite donc des sanctions commerciales mondiales.

L'État d'apartheid israélien a enfreint, à plusieurs reprises, quelque 180 résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies [90]. Cette situation le place en porte-à-faux avec la plupart des pays de la communauté internationale. La position résolue d'Israël en tant qu'État d'apartheid fondé sur la race aurait dû à elle seule justifier l'adoption, par la communauté internationale, d'un mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS). En tant qu'État membre de l'ONU, l'Australie est tenue de reconnaître et de soutenir les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies.

(8). La libéralisation du commerce et les sanctions commerciales sont des voies diplomatiques valables pour promouvoir le respect des droits de l'homme – par conséquent, zéro commerce avec Israël, pays de l'apartheid qui viole gravement les droits de l'homme.

La libéralisation des échanges est un élément clé de la diplomatie, et l'Australie commerce avec divers pays dont le respect des droits humains est variable, tout en proclamant ses prétendues « valeurs » (notamment vis-à-vis des pays que les États-Unis, son maître à penser, n'apprécient guère). L'Australie est loin d'être parfaite : après la Seconde Guerre mondiale, elle a été impliquée dans tous les conflits asiatiques menés par les États-Unis après 1950 (40 millions de morts en Asie, victimes de la violence ou des privations liées à la guerre). De plus, au-delà des discours, l'Australie est complice d'un génocide des Aborigènes en cours, responsable de 2 millions de morts dus à la violence (dont 100 000 sans-abri), à la dépossession, à la privation et à l'introduction de maladies. Ce génocide se poursuit, engendrant des inégalités socio-économiques et une mortalité évitable qui creusent un écart d'espérance de vie de 10 ans entre les Australiens autochtones et non autochtones, et un taux record de séparations d'enfants autochtones et de leurs mères (un génocide punissable par l'article 2 de la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide) [88, 91]. Cependant, aujourd'hui, l'Australie, si politiquement correcte et raciste, n'exprime aucune « intention de détruire en tout ou en partie », et depuis 1967, les Australiens autochtones sont officiellement des citoyens égaux en matière de droits de l'homme.

En revanche, le génocide palestinien, qui dure depuis un siècle (2,2 millions de Palestiniens morts, dont 100 000 victimes de violences et 2,1 millions de morts évitables dues à des privations extrêmes), présente un bilan humain comparable à celui du génocide des Aborigènes australiens au XXe siècle [61, 62, 91, 92]. Pourtant, les dirigeants sionistes ont toujours prôné un nettoyage ethnique complet de la Palestine, et ce jusqu'à nos jours (les Australiens blancs ont cessé d'exprimer publiquement leur soutien à un tel génocide dans les années 1960). Ainsi, en 1989, le

Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu déclarait : « Israël aurait dû profiter de la répression des manifestations en Chine, alors que l'attention du monde entier était focalisée sur ce pays, pour procéder à des expulsions massives des Arabes des territoires concernés » [58]. En 2019, la chaîne de télévision internationale israélienne i24 News a diffusé un appel explicite au nettoyage ethnique total du peuple palestinien de Palestine [93] (un tel appel, formulé à l'encontre des Australiens autochtones ou de tout autre groupe, constituerait un crime odieux au regard de la loi australienne sur la discrimination raciale). Depuis trois quarts de siècle, Israël, régime d'apartheid, démontre clairement par des paroles odieuses et des actes génocidaires qu'il souhaite que toute la Palestine (ainsi que des portions de pays voisins) soit réservée aux Juifs, à l'exclusion des populations autochtones.

(9) L'expansion des échanges commerciaux et/ou un accord de libre-échange avec Israël, pays d'apartheid, normaliserait un racisme impitoyable, l'occupation militaire, les violations des droits de l'homme, l'apartheid et le génocide.

Tout lien formel, y compris un développement des échanges commerciaux et/ou un accord de libre-échange avec l'Israël de l'apartheid, normaliserait les crimes de guerre abominables, anciens et toujours en cours commis par cet État, en violation flagrante du droit international. Ces crimes comprennent l'invasion, le massacre, l'expulsion massive, la privation généralisée de tous les droits humains, le pillage à grande échelle, l'apartheid et le génocide (défini par la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide comme « des actes commis dans l'intention de détruire un groupe national, ethnique, racial ou religieux » [88]).

(10) Le commerce avec les colonies israéliennes illégales et en fait avec tout l'Israël de l'apartheid rend l'Australie complice du commerce illégal de biens volés.

Malgré les contestations honteuses de certains politiciens de la Coalition quant à l'illégalité des colonies israéliennes en Cisjordanie, ces colonies sont illégales et violent les Conventions de Genève ainsi que la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Le commerce de produits issus de ces colonies illégales est fondamentalement illégal car il implique des biens volés – des biens produits à partir de ressources volées. En effet, puisque les colonies illégales font partie intégrante d'Israël, tous les produits israéliens sont concernés et nécessitent un boycott, un désinvestissement et des sanctions (BDS) global et international contre Israël, régime d'apartheid, et tous ses soutiens.

(11). Le vol israélien de terres palestiniennes fondé sur le principe de « Terra nullius » rend illégaux tous les biens et services israéliens – le commerce avec Israël de l'apartheid implique le commerce de biens volés.

Les sionistes agissent avec une triple menace : violence, vol et mensonge. Le vol des terres palestiniennes est commémoré chaque 30 mars lors de la Journée de la Terre palestinienne. Cette journée, célébrée par les Palestiniens du monde entier, commémore le massacre perpétré par Israël contre des Palestiniens autochtones qui manifestaient pacifiquement contre l'expropriation de leurs terres le 30 mars 1976. En 1880, environ 95 % des 500 000 Palestiniens étaient des Palestiniens autochtones. Cependant, la découverte de pétrole, ressource stratégique vitale au Moyen-Orient, a rapidement conduit à l'invasion britannique en 1914 et au soutien britannique à la colonisation juive sioniste à grande échelle de la Palestine, une terre ancestrale connue sous ce nom depuis 3 000 ans et habitée par des Palestiniens autochtones jusqu'à l'aube de la Révolution agraire, il y a 10 000 ans. Sous le mandat britannique, 75 % des Palestiniens étaient des ouvriers agricoles, mais les métayers étaient de plus en plus déplacés par la vente de leurs terres à de

riches colonisateurs sionistes. Lors de la Nakba (Catastrophe) de 1948, 800 000 Palestiniens autochtones furent expulsés de force de Palestine. En 1967, lors de la Naksa (Revers), 400 000 Arabes supplémentaires furent expulsés de force de Cisjordanie et du Golan, territoire syrien conquis. Par le biais d'expulsions et d'expropriations forcées, près de 90 % de la Palestine a été vidée de ses populations autochtones par les colonisateurs sionistes, dans le cadre d'un génocide palestinien toujours en cours (à noter le génocide des Aborigènes australiens, qui, comme le génocide palestinien, a entraîné la mort de 2 millions d'autochtones des suites de violences et de privations, et s'est traduit par une politique raciste de « terra nullius » rejetant la propriété autochtone continue et millénaire de ces terres). En réaction aux nouvelles expropriations foncières israéliennes prévues, une grève générale et des marches pacifiques eurent lieu le 30 mars 1976 dans les villes arabes autochtones d'Israël. L'armée et la police israéliennes ont réagi violemment, tuant six manifestants non armés, en blessant une centaine et en arrêtant des centaines. Cette première manifestation de la Journée de la Terre est depuis lors répétée chaque année par les Palestiniens, mais elle a toujours été réprimée avec une extrême violence par les Israéliens. Ainsi, le 30 mars 2018, Journée de la Terre, les manifestations hebdomadaires de la Grande Marche du Retour ont débuté dans le camp de concentration de Gaza, rassemblant 30 000 manifestants pacifiques. Au 27 décembre 2019, les Israéliens avaient tué 183 manifestants non armés et en avaient blessé plus de 9 200 [94].

(12). Le vol d'eau israélien basé sur « Aqua nullius » dans l'aquifère de montagne de Cisjordanie rend tous les biens et services israéliens illégaux – le commerce avec Israël de l'apartheid implique le commerce de biens volés.

En Palestine, Israël, régime d'apartheid, contrôle l'approvisionnement en eau, notamment celui de la nappe phréatique de montagne située principalement en Cisjordanie. 8,9 millions d'Israéliens bénéficient de 87 % de cette eau, tandis que 5 millions de Palestiniens des territoires occupés n'en reçoivent que 13 %. Alors que l'OMS recommande une allocation minimale quotidienne d'eau par habitant de 100 litres, les Israéliens en reçoivent entre 240 et 300 litres, contre seulement 73 litres pour les Palestiniens de Cisjordanie. Les Israéliens ont délibérément détruit 50 installations de captage d'eau en Cisjordanie et, par des bombardements, ont ravagé les infrastructures d'eau et d'assainissement du camp de concentration de Gaza, le rendant quasiment invivable [95]. Face à ce déficit hydrique domestique massif et délibérément imposé, Israël, État d'apartheid et criminel de guerre récidiviste, viole de manière flagrante les articles 55 et 56 de la Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre. Ces articles stipulent qu'une puissance occupante doit fournir aux sujets conquis l'alimentation, les soins médicaux et autres conditions de vie « dans toute la mesure des moyens dont elle dispose ». Israël s'approprie l'eau des aquifères de montagne alimentée par les pluies tombant sur la Cisjordanie et, ce faisant, viole le Règlement de La Haye de 1907, qui interdit à une puissance occupante d'exproprier les ressources d'un territoire occupé. De même que l'Australie a adopté une politique de « terra nullius » (absence de propriété foncière pour les populations autochtones) et d'« aqua nullius » (absence de propriété des ressources en eau pour les populations autochtones), Israël a appliqué le même vol violent aux Palestiniens autochtones.

(13). Le vol de terres, d'eau, de droits de l'homme et de main-d'œuvre par Israël sous l'apartheid illustre les 3 lois de l'économie de Polya et l'illégalité du commerce avec Israël sous l'apartheid.

Les trois lois de l'économie de Polya font écho aux trois lois de la thermodynamique : (1) Prix moins coût de production = profit ; (2) La tromperie sur le coût de production tend vers un

maximum ; et (3) Sur une planète morte, il n'y a ni travail, ni prix, ni profit. Ces lois fondamentales mettent en lumière l'échec du capitalisme néolibéral face aux inégalités de richesse, à l'évasion fiscale massive des multinationales et aux morts évitables dues à la pauvreté et à la pollution, aboutissant à un écocide, un spécicide, un génocide climatique, un omnicide et un terracide généralisés. Les biens et services israéliens reposent sur le vol armé des terres, de l'eau et de la main-d'œuvre captive. Le prix et le profit générés par ces biens et services reposent sur une tromperie massive concernant le coût de production déclaré, qui ignore la valeur des terres volées, de l'eau volée, de la main-d'œuvre captive et, de fait, des 2,2 millions de Palestiniens morts dans le génocide palestinien en cours [96, 97].

(14). Le travail forcé des Palestiniens appauvris rend ceux qui commercent avec Israël de l'apartheid complices d'un quasi-esclavage imposé par la pauvreté.

Les Britanniques abolirent l'esclavage au Royaume-Uni en 1807 car la surabondance de main-d'œuvre contraignait les travailleurs à travailler pour leur simple survie. Ils abolirent l'esclavage dans l'Empire britannique en 1833, mais le remplacèrent par le système des « travailleurs sous contrat ». Ces derniers, fuyant la misère en Inde ou en Chine, s'engageaient pour cinq ans comme « esclaves », rémunérés au minimum et soumis à des conditions de travail extrêmement abusives dans les plantations tropicales. Le transport par bateau était associé à une mortalité massive. En Australie, ce système dégénéra en enlèvement (« blackbirding ») de Mélanésien dans le Pacifique Sud pour travailler dans les plantations de canne à sucre du Queensland [98-102]. Les conditions de travail des travailleurs chinois sous contrat au Transvaal incitèrent Winston Churchill à déclarer : « Les conditions de l'ordonnance du Transvaal... ne peuvent, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, être qualifiées d'esclavage ; du moins, ce terme, dans son sens plein, ne saurait être employé sans risquer une imprécision terminologique » [103]. Le PIB par habitant (nominal) s'élève à 46 376 dollars pour Israël sous l'apartheid, contre seulement 3 424 dollars pour les Palestiniens des territoires occupés [32]. La pauvreté tue, et on estime qu'environ 4 000 Palestiniens des territoires occupés meurent chaque année de misère [100]. Depuis le début du siècle, Israël, sous l'apartheid, a tué violemment en moyenne 550 Palestiniens des territoires occupés chaque année [8]. L'accord conclu par Trump avec Israël prévoyait la perpétuation de l'apartheid, les Palestiniens des territoires occupés, déjà appauvris, fournissant une main-d'œuvre captive et bon marché.

(15). Robert « Pig-iron Bob » Menzies a été condamné pour avoir vendu de la fonte au Japon en 1938 ; le commerce avec l'Israël de l'apartheid, régime raciste et génocidaire, suscitera le même mépris.

Robert Gordon Menzies était surnommé « Bob la fonte » car, en tant que procureur général fédéral australien, membre conservateur du Parti Australien unifié, il autorisa l'exportation de fonte vers le Japon alors que ce pays ravageait la Chine [102] (l'Holocauste chinois de la Seconde Guerre mondiale est associé à la mort de 35 à 40 millions de Chinois sous l'occupation japonaise entre 1937 et 1945) [61, 62, 99]. Menzies était également connu pour son admiration, avant-guerre, de l'efficacité et du patriotisme de l'Allemagne nazie. Premier ministre de 1939 à 1941, il fonda le Parti libéral conservateur en 1945 et dirigea la coalition gouvernementale Parti libéral-Parti rural de 1949 à 1966. Les sionistes racistes ont donné le nom de Sir Robert Menzies, pro-sioniste, à une forêt située sur des terres palestiniennes ethniquement nettoyées, et ont plus tard accordé le même « honneur » au Premier ministre de la coalition pro-sioniste John Howard (qui a envahi illégalement l'Irak et l'Afghanistan ; 2,7 millions de morts irakiens dus à la violence et aux privations, 2003-2011 ; 7 millions de morts afghans dus à la violence et aux privations, à partir de 2001) et au Premier

ministre travailliste pro-sioniste Bob Hawke, fervent partisan de l'apartheid israélien, pro-américain et « atout » loyal des États-Unis, qui a soutenu la guerre du Golfe et les sanctions contre l'Irak (1,9 million de morts irakiens dus à la violence et aux privations).

(16). Le monde a interdit les « diamants du sang » qui financent les guerres africaines et le commerce israélien des diamants a considérablement diminué depuis le massacre de Gaza de 2014 - tout le commerce israélien finance la guerre et le génocide.

Les diamants extraits pendant les guerres civiles des XXe et XXIe siècles en Angola, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Libéria, en Guinée et en Guinée-Bissau sont qualifiés de « diamants de sang » ou « diamants de conflit ». Les révélations concernant le financement par ces diamants des rebelles de l'UNITA, soutenus par l'Afrique du Sud et partisans de l'apartheid, ont directement conduit à l'adoption de la résolution 1295 du Conseil de sécurité des Nations Unies et à la réunion des pays producteurs de diamants d'Afrique australe à Kimberley, en Afrique du Sud, afin de mettre au point un processus de certification permettant d'enrayer le commerce des diamants de conflit [104]. Israël, alors sous le régime de l'apartheid, était impliqué lorsque la Côte d'Ivoire a commencé à développer son industrie diamantaire au début des années 1990. Un coup d'État a renversé le gouvernement en 1999, déclenchant une guerre civile (les forces israéliennes ont participé à des attaques contre les forces françaises). Le pays est devenu une voie d'exportation de diamants en provenance du Libéria et de la Sierra Leone, pays ravagés par la guerre. Le Conseil de sécurité de l'ONU a interdit toutes les exportations de diamants ivoiriens en décembre 2005. Les États-Unis ont également interdit les « diamants de sang ». Israël, État d'apartheid, était militairement impliqué dans les violences civiles et le trafic de « diamants de sang » en Côte d'Ivoire. L'AFOPA rapporte : « Les exportations brutes de diamants d'Israël ont chuté de façon spectaculaire de 45 % depuis le massacre de 2014 à Gaza, qui a fait plus de 2 200 victimes, principalement des civils, dont plus de 550 enfants. La valeur nette de ces exportations a encore davantage diminué, de 60 %, passant de 11,25 milliards de dollars à 4,4 milliards de dollars sur la même période. Ce montant est comparable à la valeur totale des exportations d'armes d'Israël. La bourse israélienne du diamant a d'abord imputé ce déclin à la faiblesse de la demande mondiale, puis plus récemment à la mondialisation, mais cette chute brutale démontre clairement le contraire. Les rapports annuels de De Beers sur l'état du marché mondial du diamant indiquent une légère augmentation de la demande au cours des cinq dernières années. Aucun autre pays exportateur de diamants n'a connu une baisse aussi importante » [105].

(17). Israël de l'apartheid bafoue à plusieurs reprises le droit international concernant la mer, cruciale pour le commerce international - par conséquent, interdire le commerce avec Israël de l'apartheid.

Israël, régime d'apartheid, empêche violemment les Gazaouis, déjà appauvris, de pêcher au-delà des limites autorisées et a arraisonné à plusieurs reprises des navires, leurs équipages et leurs passagers (dont des Australiens) en eaux internationales. Des Australiens ont été victimes de violences à l'aide de pistolets à impulsion électrique, de tirs d'armes à feu, d'enlèvements, de vols et d'emprisonnements illégaux lors de ces actes de piraterie perpétrés par Israël. Israël a tué neuf citoyens turcs (dont un également citoyen américain) lors de ces actes de piraterie en eaux internationales. Le droit international de la mer est essentiel au commerce international pacifique, et les pays comme Israël, qui bafouent régulièrement le droit international par des actes de piraterie en eaux internationales, devraient faire l'objet d'un embargo commercial. Le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a protesté contre l'enlèvement d'Australiens par Israël le 31 mai 2010 en eaux internationales [106, 107]. En février 2010, il avait également condamné l'utilisation

répétée par Israël de faux passeports australiens à des fins terroristes meurtrières. Le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a exprimé l'indignation collective de l'Australie face aux faux passeports, déclarant que « tout État qui choisit de faire cela en relation avec les passeports australiens traite, franchement, le peuple australien, le gouvernement australien et la nation australienne avec mépris » [108].

Le Premier ministre Kevin Rudd a condamné le raid israélien du 31 mai 2010 : « Le gouvernement australien condamne tout recours à la violence dans les circonstances que nous avons constatées » et a exigé une enquête et l'intervention du Conseil de sécurité des Nations unies [107]. Il a également déclaré : « Un blocus de Gaza, empêchant l'acheminement de l'aide humanitaire, doit être levé » [109]. La réaction timide de Rudd face aux violations israéliennes (semblable à celle du Royaume-Uni, lui aussi victime de violations sionistes) a suscité l'indignation des sionistes australiens, qu'il a qualifiés de traîtres, privilégiant les intérêts d'un Israël terroriste nucléaire et génocidaire, adepte de l'apartheid, au détriment de ceux de l'Australie. Le Premier ministre Rudd a tenté d'apaiser les sionistes en les invitant à Canberra pour des pourparlers [109], mais sans succès. En moins d'un mois, les 23 et 24 juin 2010, le Premier ministre Kevin Rudd a été destitué lors d'un coup d'État éclair et remplacé comme Premier ministre par Julia Gillard, fervente prosioniste, lors d'un coup d'État approuvé par les États-Unis, soutenu par les compagnies minières et dirigé par des prosionistes, dont l'effet a été de maintenir le Parti travailliste hors du pouvoir depuis 2013, malgré une succession de gouvernements de coalition malheureux, incompetents, anti-science, corrompus, violant les droits de l'homme, criminels de guerre et criminels climatiques [110-112].

(18). En Australie, les Juifs représentent 0,4 à 1,0 % et les musulmans 2,6 % de la population, mais l'extrême droite, la Coalition et la plupart des travaillistes soutiennent avec ferveur le sionisme anti-arabe et antisémite, l'Israël de l'apartheid et donc l'apartheid – d'où le commerce zéro avec un Israël de l'apartheid subversif.

On constate que les estimations de la population juive d'Australie varient entre 100 000 et 250 000 personnes (0,4 % à 1,0 % de la population) [113], tandis que les musulmans sont plus de 600 000, soit 2,6 % de la population (2016) [114]. Compte tenu de l'engagement historique progressiste, hautement louable, de nombreux Juifs australiens, j'aimerais croire qu'au moins 50 % d'entre eux sont des citoyens juifs australiens respectables et antiracistes, entièrement dévoués à leur pays et horrifiés par les crimes d'apartheid perpétrés par Israël au nom de sionistes racistes contre les Palestiniens, les Arabes et les musulmans. L'influence disproportionnée du lobby israélien et sioniste pro-apartheid en Australie découle de sa malhonnêteté impitoyable, du parrainage de voyages en Israël pro-apartheid par des politiciens et des journalistes influents [115], de la loyauté servile de l'Australie envers une Amérique redevable au sionisme (30 % des membres du cabinet de Biden sont des sionistes juifs et le reste des sionistes chrétiens), des critiques, de la censure, de l'intimidation, de la diffamation et de la calomnie à l'encontre des humanitaires juifs et non juifs antiracistes qui soutiennent les droits de l'homme des Palestiniens [116-122], et du soutien financier massif apporté par les sionistes aux deux principaux partis politiques (l'ancien Premier ministre travailliste Steve Rudd a déclaré à l'ancien ministre des Affaires étrangères Bob Carr qu'environ 20 % des fonds qu'il avait collectés lors de la campagne électorale de 2007 provenaient de la communauté juive [123]).

(19). Israël de l'apartheid était un leader mondial du commerce international illégal d'organes humains – par conséquent, interdire le commerce avec Israël de l'apartheid.

OMS : « Plus de 100 transplantations rénales illégales ont été pratiquées à l'hôpital St. Augustine en Afrique du Sud en 2001 et 2002 ; la plupart des receveurs étaient israéliens, tandis que les donneurs provenaient d'Europe de l'Est et du Brésil. L'enquête policière menée au Brésil et en Afrique du Sud a révélé l'existence d'un réseau international de trafic d'organes... Le cas de la République islamique d'Iran mérite une mention particulière : le don de rein rémunéré y est légal, mais l'attribution d'organes à des ressortissants étrangers est strictement réglementée, ce qui limite le commerce international d'organes. L'expression « pays importateurs d'organes » désigne ici les pays d'origine des patients se rendant à l'étranger pour acheter des organes destinés à la transplantation. Un rapport d'Organs Watch, une organisation basée à l'Université de Californie (États-Unis), a identifié l'Australie, le Canada, Israël, le Japon, Oman, l'Arabie saoudite et les États-Unis comme les principaux pays importateurs d'organes » [124]. Le tourisme de transplantation est devenu courant dans de nombreux autres pays de tous les continents et de toutes les régions.

L'ONU a rapporté (2010) : « C'est au tour des Palestiniens morts, enlevés et tués. Leurs organes, comme l'a rapporté la presse, peuvent constituer une source de richesse immense grâce au trafic illégal sur le marché mondial. Des médecins israéliens, des centres médicaux, des rabbins et l'armée israélienne pourraient être impliqués, selon des articles parus dans la presse suédoise et des enquêtes criminelles menées aux États-Unis. Après que les médecins israéliens ont prélevé les organes qu'ils jugent commercialisables, les soldats enterrent les corps dans des tombes numérotées, sans nom, ou les placent dans des cercueils scellés et les remettent aux familles sous couvre-feu, supervisant ensuite le creusement des tombes et l'inhumation » [125]. La professeure Nancy Scheper-Hughes (UC Berkeley) a révélé le rôle clé d'Israël dans le trafic international d'organes. Ses enquêtes sur un réseau international opérant à New York, au New Jersey et en Israël ont conduit à de nombreuses arrestations par le FBI [126]. L'Israël de l'apartheid a été contraint, sous la pression, de légiférer, mais comme indiqué ci-dessous, la mafia israélienne s'est tournée vers d'autres domaines.

(20). Israël de l'apartheid était un leader mondial du commerce international illégal d'ecstasy – par conséquent, interdire le commerce avec Israël de l'apartheid pour protéger l'Australie.

Le crime organisé israélien était un acteur majeur du trafic d'ecstasy à l'échelle mondiale. Jason Koutsoukis, du Sydney Morning Herald, rapportait (2008) : « Les barons de la drogue israéliens ciblent de plus en plus l'Australie pour le trafic d'ecstasy. Les services de renseignement de la police israélienne révèlent que les organisations criminelles opérant depuis Israël considèrent l'Australie comme un marché florissant pour cette drogue festive. Ces organisations contrôlent une part importante du trafic mondial d'ecstasy et approvisionnent le marché australien depuis longtemps » [127]. Alors que les Palestiniens des territoires occupés sont privés de tous leurs droits fondamentaux et subissent une surveillance intense, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des meurtres, des vols et des démolitions de maisons, les gangsters israéliens prospèrent et exploitent les principes occidentaux de « l'État de droit » et de « la présomption d'innocence » appliqués aux citoyens d'Israël, un État d'apartheid où la démocratie est obtenue par le génocide [128]. Interdire tout commerce avec Israël permettrait de protéger les Australiens de ces activités illégales.

(21). L'Israël de l'apartheid a violé les normes commerciales et internationales en soutenant secrètement des coups d'État racistes dans le pays voisin de l'Australie, les Fidji - par conséquent, interdire le commerce avec l'Israël de l'apartheid pour protéger les lois et les intérêts locaux de l'Australie.

Le Pacifique Sud est une zone d'intérêt, d'investissement et de diplomatie essentielle pour l'Australie. Or, il est désormais évident que même cette région isolée n'a pas été épargnée par l'ingérence israélienne, néfaste et raciste, du régime d'apartheid. Les Fidji comptent une population autochtone majoritairement mélanésienne et une importante population indienne issue des travailleurs sous contrat (esclaves pendant cinq ans) amenés aux Fidji entre 1879 et 1916 [98, 99, 101, 102]. Ainsi, en 1987, le Parti travailliste fidjien multiracial, dirigé par le Dr Timoci Bavadra, s'est joint à la Nouvelle-Zélande de David Lange pour exiger un Pacifique Sud exempt d'armes nucléaires. Les États-Unis ont rapidement réagi en excluant la Nouvelle-Zélande, pays respectable, de l'ANZUS (traité entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis) et en organisant un coup d'État raciste aux Fidji. Le colonel Sitiveni Rambuka, proche des États-Unis, a lancé ce coup d'État en prenant le contrôle du Parlement. Selon des témoins oculaires, les soldats à la peau sombre et cagoulés qui ont envahi le Parlement n'étaient pas fidjiens, mais probablement afro-américains. L'Australie était presque certainement impliquée, ayant invité le commandant en chef de l'armée fidjienne à se rendre sur son territoire à l'occasion de l'acquisition de nouveaux patrouilleurs. Cet homme distingué et honorable (qui deviendra plus tard président du Parlement, puis président des Fidji) se trouvait donc en Australie à l'invitation de l'Australie lorsque Rambuka a lancé le coup d'État illégal. Des preuves anecdotiques de l'implication israélienne dans ce coup d'État proviennent d'opérations menées par Israël à travers le monde, en tant qu'intermédiaires des États-Unis, et de rumeurs selon lesquelles des Israéliens auraient introduit clandestinement des armes aux Fidji via Sydney sous couvert de « canalisations agricoles ». Rambuka a perpétré un autre coup d'État plus tard en 1987. Le troisième coup d'État aux Fidji (2000) était motivé par le racisme et mené par le Fidjien-Australien George Speight, visant à renverser le gouvernement multiracial de Mahendra Chaudhry. Dans un témoignage recueilli par la Cour suprême de Suva et rapporté par Radio New Zealand, un putschiste de premier plan a déclaré que des armes sophistiquées avaient été fournies aux rebelles par l'ambassade d'Israël [129, 130]. Un quatrième coup d'État a été perpétré en 2006 par l'armée fidjienne, sous le commandement du commodore Frank Bainimarama, contre un gouvernement fidjien excluant les Indiens, afin de lutter contre la corruption et de protéger la communauté indienne (désormais minoritaire après le départ de quelque 100 000 Indiens pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et les États-Unis). En 2014, la démocratie a été rétablie et Frank Bainimarama a été élu à la tête d'un gouvernement multiracial [98, 99, 101, 102]. La chaîne australienne ABC, sous influence sioniste, a adopté une ligne éditoriale hostile à Bainimarama, pour des raisons qui pourraient alimenter les préjugés sionistes [131].

Je tiens à préciser que j'étais membre du Mouvement pour la démocratie aux Fidji, que j'ai des centaines de parents par alliance aux Fidji et que j'ai rencontré certains des acteurs importants de cette affaire. Les violations des droits commerciaux de l'Australie par Israël, régime d'apartheid, la démocratie aux Fidji et la réputation de l'Australie dans le Pacifique Sud justifient une enquête publique menée par une commission royale, ainsi que la cessation des échanges commerciaux avec Israël, qui viole illégalement les normes commerciales, la souveraineté australienne et les normes internationales. Bien entendu, le « gouvernement » australien a un passé trouble dans ce domaine, notamment son implication aux côtés des États-Unis dans le soutien aux insurrections islamistes en Indonésie vers 1960, son implication pour le compte des États-Unis dans le coup d'État militaire de 1973 au Chili, son soutien à des terroristes croates, son implication très probable dans le coup d'État de 1987 aux Fidji, ses liens avec la CIA et la banque Nugan Hand, et, comme révélé récemment, ses activités d'espionnage visant le gouvernement du Timor-Leste et le président indonésien et son épouse. Et pour autant que je sache, ce n'est peut-être que la partie émergée de l'iceberg. Si je dénonçais les agissements criminels actuels des Australiens, non encore

publics, je serais condamné à dix ans de prison dans l'Australie d'avant l'instauration de l'État policier. L'excellent ouvrage de Brian Toohey, « Secrets. The making of Australia's security state », ne mentionne pas les Fidji et la seule allusion à l'Israël de l'apartheid se limite à observer qu'« Israël est le seul pays à avoir obtenu gain de cause en exigeant de pouvoir exploiter des systèmes [d'armement] clés indépendamment des États-Unis » (page 190 [132]). Le commerce avec l'Israël de l'apartheid met en péril la sécurité australienne et régionale.

(22). Paul Simon, Graceland et la punition pour violation des sanctions anti-apartheid – L'Australie fait également face à une censure mondiale pour ses échanges commerciaux avec Israël de l'apartheid.

Après le massacre de Sharpeville en 1960 (69 manifestants sud-africains non armés tués), le monde, horrifié, imposa des sanctions à l'Afrique du Sud de l'apartheid. Paul Simon (du duo Simon et Garfunkel), musicien juif hongrois-américain antiraciste, sortit le célèbre album Graceland pour promouvoir les musiciens sud-africains d'origine africaine. Cependant, en agissant ainsi avec les meilleures intentions, il viola les sanctions internationales contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Le Congrès national africain (ANC) vota son interdiction de séjour en Afrique du Sud et il fut inscrit sur la liste noire des Nations Unies pour violation des sanctions. La culture néolibérale, pragmatique, axée sur le profit et politiquement correcte, voire raciste, est si profondément ancrée en Australie et en Occident que l'on oublie la tolérance zéro et résolue face au racisme et à l'apartheid qui caractérisa le mouvement anti-apartheid mondial des années 1960 aux années 1990. Sans parler des considérations évidentes relatives aux droits de l'homme, mon intolérance zéro à l'égard du racisme et de l'apartheid découle également de mes 52 ans de mariage avec un Australien noir non autochtone.

(23). Le commerce avec l'Israël de l'apartheid renforce encore le fervent lobby sioniste, la corruption et la subversion et la perversion sionistes de l'Australie.

Il est indéniable, en Occident comme en Australie, que les Juifs sont surreprésentés parmi les personnes fortunées et au sein des conseils d'administration des grands groupes de médias. Il convient toutefois d'aborder ce sujet avec prudence, compte tenu d'un millénaire d'antisémitisme qui, comme d'autres formes de racisme, se nourrit des perceptions d'inégalités de richesse. Ces inégalités s'accroissent et, actuellement, les 1 % les plus riches possèdent environ 50 % de la richesse mondiale. L'économiste français Thomas Piketty a soutenu que ces inégalités sont néfastes pour l'économie (les plus pauvres n'ont pas les moyens d'acheter les biens et services qu'ils produisent) et pour la démocratie (l'argent influence la perception du public et, par conséquent, les votes, le pouvoir et la richesse personnelle) [135-138]. Ainsi, les inégalités de richesse et de pouvoir sont inévitables, même dans les modèles de société prétendument équitables fondés sur l'humanisme social (socialisme, écosocialisme, communisme respectueux des droits de l'homme, État-providence, revenu universel). Malheureusement, le paradigme dominant actuel est le néolibéralisme, qui exige une liberté maximale pour les personnes intelligentes et privilégiées afin qu'elles exploitent les ressources humaines et naturelles à des fins de profit privé. À l'inverse, l'humanisme social vise à maximiser durablement le bonheur, les opportunités et la dignité humaine pour tous, grâce à des contrats sociaux intranationaux et internationaux évolutifs et adaptés aux réalités culturelles [139-144].

Sachant que l'argent influence les votes, si l'on considère les 30 plus grandes entreprises médiatiques mondiales, 60 % d'entre elles sont américaines, alors que les Américains ne représentent que 315 millions d'habitants, soit 4,2 % de la population mondiale (7,86 milliards).

Tandis que de nombreux intellectuels juifs antiracistes critiquent fermement le génocide palestinien en cours, les grands médias occidentaux censurent ou minimisent les agissements terroristes nucléaires, racistes et génocidaires d'Israël, ainsi que ses graves violations des droits humains. Cette profonde incohérence morale s'explique en partie par la surreprésentation des Juifs au sein des conseils d'administration des 60 % d'entreprises médiatiques américaines qui les dirigent. Les Juifs et les femmes représentent respectivement 2 % et 51 % de la population américaine, mais en moyenne 33 % et 19 % des membres des conseils d'administration des 18 plus grandes entreprises médiatiques américaines [145]. De même, 30 % des membres du cabinet proposé par le président Biden sont juifs. Si une plus grande diversité serait souhaitable (notamment en ce qui concerne la représentation des femmes), du point de vue des droits humains, l'objection fondamentale à ce cabinet réside dans le fait que 30 % de ses membres sont des sionistes juifs et les 70 % restants des sionistes chrétiens noirs, blancs ou hispaniques. Le cabinet de Biden est un cabinet 100 % sioniste, ce qui est stupéfiant, sachant que, en théorie comme en pratique, le sionisme est un racisme génocidaire et un nazisme sans chambres à gaz. En effet, bien que les Juifs représentent 2 % de la population américaine, on peut espérer que plus de 50 % d'entre eux (notamment les jeunes et les personnes instruites) sont des Juifs antiracistes opposés aux crimes abominables de l'apartheid israélien, conformément à la longue tradition juive américaine de soutien aux causes progressistes, humanitaires et antiracistes.

L'analyse des 200 Australiens les plus riches (2018) révèle que 14,5 % d'entre eux sont juifs (les Juifs représentent environ 0,5 % de la population australienne et sont donc surreprésentés de façon considérable, avec un facteur de 29, dans ce classement) et 9,5 % sont des femmes (les femmes représentent 50 % de la population australienne et sont donc sous-représentées de façon 5,3 fois plus nombreuses dans ce même classement). À l'inverse, concernant les quatre principales banques australiennes, à l'exception d'ANZ, aucun Juif ne siège à leur conseil d'administration – ce qui pourrait témoigner de l'antisémitisme traditionnel qui persiste au sein de l'establishment blanc australien fortuné [146]. Le silence est complice, et à ma connaissance, aucun des 29 Juifs figurant parmi les 200 Australiens les plus riches ne s'est désolidarisé des crimes génocidaires de l'apartheid israélien (bien qu'ils aient les moyens de s'offrir la une de tous les journaux à un prix dérisoire).

Le commerce avec Israël, pays de l'apartheid, renforce encore le pouvoir des sionistes, juifs et non-juifs, grâce à leur complicité et à leurs réseaux, ce qui ne fait qu'accroître leur richesse et leur influence disproportionnées. Le voisin et ami de Netanyahu est d'ailleurs l'un des milliardaires les plus connus d'Australie. Les États ont la capacité d'influencer les prix et les tendances du marché par de simples déclarations, comme l'illustre la politique belliqueuse d'Israël. Les sionistes australiens, disposant d'importantes sommes à investir et ayant connaissance de ces perturbations, sont idéalement placés pour tirer profit de ces délits d'initiés.

(24). Le commerce signifie transfert de richesse, lobbying et influence politique dans l'Australie corporatocratique, lobbyocratique et murdochracie – donc cessez tout commerce avec un Israël d'apartheid impitoyable, criminel et exceptionnaliste qui subvertit l'Australie.

Selon la Commission électorale australienne, l'industrie minière, majoritairement détenue par des capitaux étrangers, n'a dépensé que 22 millions de dollars en 2010 pour destituer le Premier ministre Kevin Rudd au sujet de la taxe minière. Julia Gillard, partisane du charbon, du gaz et des mines, a négocié avec un petit nombre de grands groupes miniers et a édulcoré la proposition de taxe minière égalitaire et prioritairement australienne de Rudd. Le journaliste australien Peter

Hartcher a déclaré : « Mais il faut considérer les économies réalisées. Le mouvement syndical craignait pour sa survie avec le programme WorkChoices. Trente millions de dollars [pour une campagne], c'est donc peu. La taxe minière initiale de Kevin Rudd aurait rapporté 12 milliards de dollars en deux ans. La dernière version prévoit des recettes fiscales de 7,4 milliards de dollars sur la même période. Les mineurs ont économisé 4,6 milliards de dollars pour un investissement de seulement 22 millions de dollars, soit un retour sur investissement de 20 800 %. Cela fait de l'activisme politique l'une des rares activités en Australie plus rentables que l'exploitation minière » [147]. En effet, l'industrie obscène du jeu a tiré les leçons de l'éviction de Rudd, qui a coûté 22 millions de dollars, et a proposé une campagne d'environ 20 millions de dollars pour contrer les mesures anti-jeu.

Les prétendues démocraties occidentales sont en réalité des kleptocraties, des ploutocraties, des murdochraties, des lobbiecraties, des corporatocraties et des dollarocraties où l'argent corrompt les individus, les politiciens, les partis, les politiques, la perception du public, les votes, le pouvoir politique et, par conséquent, la richesse privée. Les Verts australiens, humanitaires, pro-science, pro-environnement et pro-droits humains, militent pour des limites strictes, la transparence et le contrôle du financement des campagnes électorales. Il est une chose que les partis politiques australiens soutiennent particulièrement certains sous-groupes ou causes, comme One Nation (racistes et intolérants), les Nationaux (agriculteurs), les Libéraux (entreprises), le Parti travailliste (travailleurs et pauvres) et les Verts (femmes, égalité, science, environnement et droits humains). Cependant, l'Australie s'aventure sur le terrain dangereux de l'ingérence étrangère illégale lorsque les faiseurs de rois politiques ou les décideurs politiques sont des entreprises étrangères. En effet, la souveraineté et la démocratie australiennes sont gravement menacées par un Israël d'apartheid impitoyable, criminel et exceptionnaliste, et par ses agents sionistes traîtres et fanatiques qui ont fait du soutien à Israël et à l'apartheid, ainsi qu'au sionisme, une condition sine qua non de la vie politique traditionnelle, à l'exception des Verts australiens, des socialistes et d'une petite minorité de politiciens travaillistes qui soutiennent les droits de l'homme des Palestiniens.

L'empire médiatique Murdoch, détenu par des capitaux étrangers, contrôle environ 70 % des lecteurs de la presse quotidienne australienne. Citoyen américain, Murdoch est un acteur incontournable de la politique australienne, comme le perçoivent les anciens Premiers ministres Kevin Rudd (Parti travailliste) et Malcolm Turnbull (Coalition), qui réclament une commission royale d'enquête sur cette mainmise des médias par Murdoch sur l'Australie. 500 000 Australiens ont signé une pétition en ce sens. Le déni du changement climatique, extrêmement dangereux et efficace, véhiculé par les médias Murdoch a fini par exaspérer plusieurs membres de la famille Murdoch elle-même [148]. L'influence de Murdoch dépasse la simple possession de puissants médias anti-science, pro-guerre et d'extrême droite. Ainsi, les chaînes ABC et SBS, financées par les contribuables mais sous influence sioniste, adoptent une position « équilibrée » entre les médias Murdoch, honteusement pro-sionistes, et le Guardian, média centriste mais réputé pour son exactitude scientifique. La chaîne ABC, instrumentalisée par les sionistes (pour des raisons qui leur sont propres), a adopté une position anti-Bainimarama sur les Fidji [131]. Cependant, Frank Bainimarama a apporté une solution partielle significative aux problèmes de l'Australie : il a exigé la propriété fidjienne des médias fidjiens et interdit toute propriété étrangère. Le Fiji Times, propriété du groupe Murdoch, a ainsi dû être racheté par un Fidjien d'origine indo-fidjienne.

Alors que de nombreux intellectuels juifs antiracistes critiquent fermement le génocide palestinien en cours, les grands médias occidentaux censurent ou minimisent les agissements terroristes nucléaires, racistes et génocidaires d'Israël, ainsi que ses graves violations des droits de l'homme. Comme évoqué précédemment, 60 % des 30 plus grandes entreprises médiatiques mondiales,

détenues par des Américains, comptent une proportion disproportionnée de membres juifs au sein de leur conseil d'administration. Les Juifs et les femmes représentent respectivement 2 % et 51 % de la population américaine, mais en moyenne 33 % et 19 % des membres des conseils d'administration des 18 plus grandes entreprises médiatiques américaines. News Corp, propriété de Murdoch, est farouchement pro-sioniste, mais ne compte que 9 % de membres juifs sionistes au sein de son conseil d'administration (contre 46 % pour Alphabet, maison mère de Google) [145]. Murdoch, acteur influent de la politique américaine et soutien de Trump, a déploré que les autres médias occidentaux ne soient pas suffisamment pro-sionistes !

J'écrivais il y a dix ans : « L'indignation mondiale suscitée par les écoutes téléphoniques et la corruption de policiers par des employés britanniques de l'empire médiatique de Rupert Murdoch occulte les crimes majeurs et abominables de cet empire du mal : (a) la promotion de la guerre contre le terrorisme et le silence radio sur les 12 millions de morts liées aux guerres menées par les États-Unis et leurs alliés en Irak, en Somalie et en Afghanistan ; et (b) la désinformation et la désinformation scientifique concernant l'aggravation de la crise climatique qui, si rien n'est fait, entraînera la mort d'environ 10 milliards de personnes non européennes, dans un génocide climatique du XXI^e siècle. En conséquence, toute personne de bonne volonté doit boycotter les médias de Murdoch pour sauver la planète » [149].

(25). Le commerce avec l'Israël de l'apartheid normalise la réalité actuelle illégale et indéfinie d'un État d'apartheid unique, souille l'Australie et exclut une démocratie laïque unitaire non raciste.

Depuis les origines de l'humanité, le commerce implique fondamentalement l'acceptation de l'autre partie aux fins de l'échange. Le commerce avec Israël, régime d'apartheid, normalise la réalité actuelle, obscène et perpétuelle, d'un État unique d'apartheid, qui viole gravement la Convention des Nations Unies pour la répression et la répression du crime d'apartheid (CIPRA) [38, 150-152]. L'Australie est souillée par son acceptation d'Israël et par son commerce avec ce régime. Les pays occidentaux et les responsables politiques australiens dissimulent leur honte de soutenir cette violation flagrante du droit international en répétant sans cesse un discours fallacieux : « Nous respectons le droit des Israéliens et des Palestiniens à vivre en paix et nous soutenons une solution à deux États mutuellement acceptable. » La malhonnêteté de ce discours est tout aussi manifeste dans la réalité du terrain : l'annexion de facto des territoires palestiniens occupés depuis 54 ans et le nettoyage ethnique de 90 % du territoire palestinien rendent une « solution à deux États » totalement impossible.

L'impossibilité manifeste d'une solution à deux États en raison des « faits génocidaires sur le terrain » de l'apartheid israélien est désormais appréciée par les Israéliens juifs antiracistes et par les personnes antiracistes du monde entier qui ne peuvent tolérer la vilenie, l'illégalité et les violations des droits de l'homme de l'apartheid continu (par exemple, US Jewish Voices for Peace [153], Israeli B'Tselem [154], le professeur Peter Beinart [155, 156]) et de nombreux chercheurs juifs et non juifs antiracistes [37, 40].

Bob Carr (ancien ministre australien des Affaires étrangères, ancien Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud et mécène de l'association Australian Labour Friends of Palestine) à propos du principe « une personne, une voix » (2016) : « Donald Trump peut tweeter et fanfaronner. Mais la résolution [résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU] fait loi au niveau international ; les gouvernements doivent la prendre au sérieux et elle lie la Cour pénale internationale. Après des années de provocations de la part des faucons israéliens, c'est là tout le génie de la stratégie

d'Obama et de Kerry. Si Israël réagit par la construction de nouvelles colonies ou l'annexion de portions de la Cisjordanie, les agences de l'ONU et les États membres devront décider de la marche à suivre. Laissons cette question pour plus tard. En attendant, considérons la motion suivante, d'une simplicité élégante : « Étant donné qu'Israël continue de bafouer la résolution de 2016 du Conseil de sécurité et étend ses colonies de telle sorte qu'un État palestinien n'est plus possible, nous proposons que chaque résident du Grand Israël bénéficie de droits égaux. Cela inclut le droit de vote aux élections nationales. Comment voteriez-vous sur cette motion ? Au sein d'un conseil paroissial ou d'un synode ? » Lors d'une conférence syndicale ou de parti ? Lors d'une réunion du conseil ? Sur un campus ? Et que se passe-t-il ensuite ? »[157].

B'Tselem (organisation israélienne de défense des droits humains ; Centre israélien d'information sur les droits humains dans les territoires occupés) (2021) : « Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée : c'est l'apartheid ... Plus de 14 millions de personnes [14,4 millions], dont environ la moitié sont juives [47 %] et l'autre moitié palestiniennes [50 %], vivent entre le Jourdain et la Méditerranée sous un même régime... Un seul régime gouverne toute la région et ses habitants, selon un principe d'organisation unique... Dans toute la zone située entre la Méditerranée et le Jourdain, le régime israélien met en œuvre des lois, des pratiques et une violence d'État visant à consolider la suprématie d'un groupe – les Juifs – sur un autre – les Palestiniens. Une méthode essentielle pour atteindre cet objectif consiste à façonner l'espace différemment pour chaque groupe... » « L'ingénierie de l'espace est différente pour chaque groupe » [158].

En tant que Juif australien antiraciste vivant dans la merveilleuse ville multiculturelle et paisible de Melbourne, j'ai proposé à plusieurs reprises qu'une solution claire et humaine à la catastrophe persistante des droits de l'homme en Palestine soit un État unitaire (une « solution à un seul État ») comme en Afrique du Sud post-apartheid, qui impliquerait le retour de tous les réfugiés, la tolérance zéro pour le racisme, l'égalité des droits pour tous, tous les droits de l'homme pour tous, le principe « une personne, une voix », la justice, la bonne volonté, la réconciliation, une sécurité de niveau aéroportuaire, le démantèlement des armes nucléaires, une sécurité nationale garantie internationalement initialement basée sur les forces armées actuelles, et un accès sans entrave pour tous les citoyens à toute la Palestine. Cela peut et doit se produire demain » [159]. Nombre d'autres humanitaires antiracistes partagent cette vision d'une Palestine non raciste, laïque, multiculturelle et démocratique [159], mais Israël, État d'apartheid, à travers sa loi récemment promulguée sur l'État-nation juif israélien, demeure attaché à l'apartheid et au racisme génocidaire [160]. Le commerce avec Israël normalise la réalité actuelle, illégale et perpétuelle, d'un État d'apartheid unique, nuit à la réputation internationale de l'Australie et exclut une démocratie laïque, unitaire et non raciste.

(26). Le commerce implique la confiance dans les biens, le prix et l'honnêteté du commerçant – mais l'Israël de l'apartheid est manifestement fondé sur d'horribles contrefaçons, vols, génocides et mensonges impitoyables.

Le commerce repose sur la confiance que (a) les biens ne sont ni volés ni issus d'activités criminelles, (b) que le prix est raisonnable et (c) que l'autre partie ne ment pas. Or, dans le cadre de tout commerce avec Israël, régime d'apartheid, (a) tous les biens proviennent de ressources volées par la violence (la totalité de la Palestine, ainsi qu'une partie de la Syrie et du Liban, ont été volées et 90 % de la Palestine a fait l'objet d'un nettoyage ethnique perpétré par Israël) ; (b) le prix ne tient pas compte du coût humain exorbitant du génocide palestinien en cours (en estimant la valeur statistique d'une vie humaine à 7 millions de dollars par personne aux États-Unis, sachant

qu'Israël est une colonie soutenue par les États-Unis, le prix n'intègre pas l'externalité réelle du coût de production, calculée en fonction de l'évitement du risque, qui s'élève à 2,2 millions de morts x 7 millions de dollars par personne = 15 400 milliards de dollars) ; et (c) le système israélien d'apartheid repose sur l'invasion sioniste, la dévastation, le racisme, le génocide et une duplicité et une tromperie implacables. J'ai détaillé seize mensonges sionistes fondamentaux, aveuglement acceptés par le courant dominant occidental, lui-même sous influence sioniste [161]. La falsification répétée de passeports australiens par Israël [162] a violé la souveraineté de l'Australie, sapé un élément clé des relations internationales et a été directement liée à la destitution du Premier ministre Kevin Rudd lors d'un coup d'État orchestré par les États-Unis, soutenu par des compagnies minières et mené par des pro-sionistes en juin 2010 [110-112]. La xénophobie australienne, instrumentalisée par les États-Unis, cible actuellement la Chine et a entraîné des pertes commerciales considérables avec son principal partenaire commercial, mais l'Australie ferme les yeux sur l'importante subversion israélienne dont elle est victime [163].

(27). Les abus massifs commis par Israël et les sionistes dans le cadre de l'apartheid à l'encontre des Australiens et des institutions australiennes devraient contredire tout commerce avec un Israël pratiquant l'apartheid qui viole gravement les droits de l'Australie.

Le commerce avec Israël, pays de l'apartheid, normalise l'anormal et a conduit à ignorer un bilan effroyable d'abus commis par les sionistes à l'encontre des Australiens et de subversion des institutions australiennes. Dans un rapport détaillé remis à la Police fédérale australienne (AFP) et aux parlementaires australiens, j'ai recensé 50 domaines dans lesquels les sionistes abusent de leur pouvoir, subvertissent et pervertissent les Australiens et les institutions australiennes [164, 165]. La perversion et la subversion sionistes des Australiens et des institutions australiennes sont examinées plus loin dans le contexte de la sinophobie australienne actuelle, qui nuit au commerce et découle de la relation servile de l'Australie avec une Amérique subvertie et pervertie par les sionistes (par exemple, un pourcentage étonnant de 30 % des membres du cabinet du président Biden sont des sionistes juifs et le reste des sionistes chrétiens). Selon les médias traditionnels, des Israéliens de l'apartheid et des sionistes traîtres (y compris des Israéliens australiens possédant la double nationalité) ont été impliqués dans divers actes de kidnapping, d'utilisation de tasers, de fusillades, de torture, de vol, de meurtre, de blessures, de mutilation, d'attentats à la bombe, de corruption, de tromperie, de diffamation, de censure, d'intimidation, de menaces, de harcèlement, de marginalisation, de subversion, de perversion, de recrutement, de surveillance et de trahison de citoyens australiens.

Pourtant, les responsables – Israéliens de l'apartheid, Australiens-Israéliens possédant la double nationalité et Australiens racistes et traîtres – bénéficient d'une impunité totale de la part des autorités australiennes, une Australie corrompue et pervertie par le sionisme. Je ne me souviens que de deux cas d'interventions policières dans ces affaires : un sioniste juif présumé emprisonné pour délit d'initié, et un sioniste juif extrêmement riche poursuivi et condamné à une amende colossale pour collusion à grande échelle, puis inculpé de parjure (ces dernières charges ayant été abandonnées peu avant son décès et ses obsèques, auxquelles assistèrent de nombreuses personnalités politiques australiennes). Plusieurs enquêtes ont été menées sur des malversations d'entreprises massives liées au sionisme, mais aucune peine de prison n'a été prononcée.

(28). L'Israël de l'apartheid a falsifié à plusieurs reprises des passeports australiens à grande échelle à des fins terroristes sous les gouvernements de la Coalition et du Parti travailliste – d'où l'absence totale de commerce avec l'Israël de l'apartheid.

Le commerce international exige des communications électroniques ainsi que des contacts directs entre les personnes. Israël, régime d'apartheid, a falsifié à grande échelle et à plusieurs reprises des passeports australiens à des fins terroristes, sous les gouvernements de la Coalition comme sous les gouvernements travaillistes. Lorsque le Premier ministre travailliste australien, Kevin Rudd, a protesté et, suivant l'exemple du Royaume-Uni, a expulsé un diplomate israélien de l'apartheid, les sionistes australiens ont réagi avec indignation. Malgré ses efforts sincères pour apaiser ces sionistes australiens qu'il considérait comme des traîtres, M. Rudd a été destitué quelques semaines plus tard lors d'un coup d'État orchestré par des partisans du sionisme, soutenu par les sociétés minières et approuvé par les États-Unis. Il a été remplacé par Julia Gillard, fervente partisane des États-Unis et d'Israël. WikiLeaks a révélé que deux des putschistes étaient des proches des États-Unis, l'un d'eux rendant compte directement à l'ambassade américaine après les réunions du groupe parlementaire travailliste [166]. Le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a exprimé l'indignation collective de l'Australie, déclarant : « Tout État qui choisit d'agir ainsi à l'égard des passeports australiens fait preuve, à vrai dire, de mépris envers le peuple australien, le gouvernement australien et la nation australienne » [108]. Cependant, il a été rapporté en 2010 que les services de renseignement israéliens, le Mossad, falsifiaient régulièrement des passeports australiens [167].

Il est fort probable qu'Israël, régime d'apartheid, continue de violer la souveraineté australienne de multiples façons, notamment en falsifiant des passeports. Et ce, dans un contexte gouvernemental de coalition pro-israélien beaucoup plus clément, tandis que les services de renseignement australiens, pro-américains, sont bien plus agressifs et politisés. Cependant, tout Australien détenant des preuves documentaires de tels abus pourrait encourir jusqu'à 10 ans de prison pour avoir révélé ces violations des droits de l'Australie, si les services de renseignement australiens y ont été impliqués, activement ou passivement [168, 169].

(29). Le commerce et les échanges internationaux impliquent la confidentialité, mais les États-Unis transmettent des renseignements en masse sur les Australiens à Israël sous l'apartheid – d'où un commerce nul avec Israël sous l'apartheid.

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement de coalition australien, avec le soutien de l'opposition travailliste, a adopté une série de lois antiterroristes bafouant les droits humains et transformant l'Australie en un État quasi policier. Les dissidents y sont réduits au silence, les journalistes des grands médias sont menacés, les lanceurs d'alerte sont poursuivis en justice, les Australiens sont massivement espionnés et des personnes non identifiées sont jugées et emprisonnées secrètement [168-193]. Le journaliste australien Julian Assange, le plus célèbre au monde, est toujours emprisonné au Royaume-Uni (depuis neuf ans) et risque la prison à vie aux États-Unis pour avoir prétendument dit la vérité [182, 183]. Une journaliste de l'ABC, ingénieure, ingénieure, d'origine africaine et musulmane (qui incarnait la cible de la haine raciste et nationaliste australienne), a été diffamée, censurée, contrainte de présenter des excuses, licenciée et expulsée d'Australie pour avoir simplement publié sept mots sur sa page Facebook personnelle : « N'oublions jamais (Manus, Nauru, Syrie, Palestine) » [186]. Même les médias conservateurs estiment que la situation est allée trop loin [179]. Il convient de souligner la législation qui viole le chiffrement confidentiel des communications commerciales et qui impose l'acquisition de métadonnées (qui parle à qui, mais pas le contenu des conversations) – le contenu exact des échanges pouvant être facilement obtenu après une autorisation judiciaire secrète. Les États-Unis ont depuis longtemps recours à la collecte massive de données électroniques à des fins commerciales (par exemple, via ECHELON) [192]. Les progrès de l'IA permettent désormais d'analyser rapidement d'immenses volumes de données (comme celles collectées par les États-

Unis sur leurs citoyens, révélées par Edward Snowden) pour une surveillance étatique précise et exhaustive, prélude à une dictature numérique mondiale (dont la Chine est aujourd'hui un chef de file) [184, 185].

Comme si ces abus massifs ne suffisaient pas, le Sydney Morning Herald révèle que les États-Unis partagent d'importantes quantités de renseignements sur les Australiens avec Israël, régime d'apartheid [193], permettant ainsi à sionistes d'exercer encore plus de pressions sur l'Australie. Ceci constitue un argument de poids supplémentaire en faveur de la cessation des échanges commerciaux avec Israël.

(30). L'Amérique, redevable envers les sionistes, dicte sa loi à une Australie subvertie par les sionistes qui subit une double dose de criminalité sioniste – une raison puissante de cesser tout commerce avec Israël de l'apartheid.

Les États-Unis ont joué un rôle relativement équilibré, quoique impérialiste, au Moyen-Orient jusqu'au milieu des années 1960 et l'acquisition par Israël de l'arme nucléaire avec l'aide franco-américaine [194]. John F. Kennedy et son frère Robert Kennedy ont d'ailleurs tenté (sans succès) de faire inscrire les sionistes sur la liste des agents d'une puissance étrangère. Depuis lors, les États-Unis sont devenus les instruments de l'Israël de l'apartheid. L'attaque israélienne contre le navire de renseignement américain non armé USS Liberty en eaux internationales en 1967 en est un exemple flagrant (34 marins tués et 171 blessés lors d'une attaque israélienne lâche et prolongée). Les gouvernements américains successifs, inféodés aux sionistes, ont minimisé l'attaque et menti à son sujet. L'Israël de l'apartheid a versé environ 70 millions de dollars d'indemnités, une somme qui a été multipliée par plus de 500 par Obama, qui a accordé 38 milliards de dollars d'aide militaire à Israël [194, 195]. Comme l'a rapporté le Dr Kevin Barrett, « le présentateur de la BBC a fait état [le 3 octobre 2001] d'une réunion du cabinet israélien : Shimon Peres faisait pression sur Ariel Sharon pour qu'il respecte les appels américains à un cessez-le-feu, de peur que les Américains ne se retournent contre Israël. Selon la BBC, un Sharon furieux s'est tourné vers Peres et a déclaré : « À chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique va faire ceci ou cela. Je tiens à vous dire une chose très claire : ne vous inquiétez pas des pressions américaines sur Israël. Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent » [44, 58, 194, 196]. En 2021, 30 % des membres du cabinet du président Biden sont des sionistes juifs et les autres des sionistes chrétiens.

Les États-Unis de l'après-Seconde Guerre mondiale sont une superpuissance mondiale qui subvertit toutes les nations, possède environ 800 bases militaires dans plus de 70 pays et est un État voyou, auteur de nombreux envahisseurs et criminels de guerre [100, 197, 198]. En 2015, le Royaume-Uni, la France et la Russie comptaient à eux trois environ 30 bases à l'étranger, et la Chine une seule. Les États-Unis ont envahi 72 pays (52 après la Seconde Guerre mondiale), contre 193 pour le Royaume-Uni, 85 pour l'Australie, 82 pour la France, 39 pour l'Allemagne, 30 pour le Japon, 25 pour la Russie et le Canada, 14 pour Israël (alors sous régime d'apartheid), 2 pour la Chine et aucun pour l'Iran depuis l'an 700 [87, 100, 199-201]. L'Amérique, inféodée au sionisme, dicte sa loi à une Australie elle-même sous son emprise (les États-Unis ordonnent de sauter, et l'Australie demande jusqu'où). L'Australie, laquais des États-Unis et sous influence sioniste, subit ainsi une double forme de criminalité sioniste. Ceci constitue une raison impérieuse de cesser tout commerce avec Israël, régime d'apartheid. L'Australie ne peut se permettre de réduire, et encore moins d'interrompre, ses échanges commerciaux avec les États-Unis, criminels de guerre récidivistes, mais elle peut et doit le faire avec Israël, régime d'apartheid bien plus petit mais lui aussi coupable de crimes de guerre récidivistes.

(31). L'IHRA, organisation anti-arabe, antisémite, islamophobe et antijuive, l'Israël de l'apartheid et les sionistes traîtres subvertissent l'Australie et nuisent au commerce australien avec d'autres nations – d'où un commerce nul avec un Israël de l'apartheid outrageusement raciste et criminel de guerre.

La définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui est de plus en plus adoptée ou prise en compte par les gouvernements occidentaux subvertis par les sionistes, est formulée de telle sorte qu'elle puisse être facilement adoptée ou prise en compte par les gouvernements occidentaux pour assimiler intentionnellement les critiques légitimes d'Israël et la défense des droits des Palestiniens à l'antisémitisme, comme moyen de supprimer les opinions humanitaires des humanitaires juifs et non juifs antiracistes [50].

Malheureusement, en Australie, pays sous influence sioniste, les deux principaux partis ont adopté la définition de l'antisémitisme de l'IHRA qui, après une analyse approfondie, se révèle être un antisémitisme anti-arabe (diffamant à tort les Arabes, les Palestiniens et les musulmans antiracistes qui critiquent les crimes de l'apartheid israélien), un antisémitisme antijuif (diffamant à tort les Juifs antiracistes qui critiquent le génocide perpétré par les Israéliens racistes de l'apartheid), et un négationnisme flagrant de l'Holocauste : l'IHRA ne reconnaît qu'un seul holocauste, celui des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale (5 à 6 millions de morts par la violence et la misère) [64-66], à l'exclusion de nombreux autres holocaustes, notamment l'Holocauste européen de la Seconde Guerre mondiale (30 millions de Slaves, de Juifs et de Roms tués), l'Holocauste chinois de la Seconde Guerre mondiale (35 à 40 millions de Chinois tués par les Japonais, de 1937 à 1945) et l'Holocauste bengali de la Seconde Guerre mondiale. Holocauste (6 à 7 millions d'Indiens délibérément affamés à mort par les Britanniques avec la complicité australienne et en effet la première atrocité de la Seconde Guerre mondiale à être décrite comme un « holocauste » dans « L'angle mort de Churchill : l'Inde » par NG Jog, 1944) [61-63, 67, 202].

Ignorer le génocide et l'Holocauste est infiniment pire que le déni répugnant du génocide et de l'Holocauste, car ce dernier permet au moins une réfutation et un débat publics. L'IHRA, organisation anti-arabe, antisémite, islamophobe et antijuive, l'Israël de l'apartheid et les sionistes traîtres ignorent tous les génocides et holocaustes autres que l'Holocauste juif de la Seconde Guerre mondiale, et pervertissent ainsi l'Australie, l'humanité et l'histoire. Par conséquent, tout commerce avec l'Israël de l'apartheid, pays outrageusement raciste, criminel de guerre, complice de génocide et qui ignore ces derniers, ainsi qu'avec ses soutiens sionistes traîtres, qui pervertissent l'Australie, ternissent sa réputation et nuisent ainsi à son commerce avec les autres nations.

(32). L'Australie, sous influence sioniste, a trahi le peuple américain en soutenant le récit anti-arabe et antisémite du pouvoir américain sous influence sioniste – d'où l'absence totale de commerce avec Israël, régime d'apartheid.

En Australie, l'hystérie antiterroriste américaine post-11 septembre, soutenue par le sionisme, fait l'objet d'une acceptation aveugle et bipartisane. Cette hystérie a permis à l'alliance américaine d'envahir une vingtaine de pays, de l'Afrique de l'Ouest à l'Asie du Sud-Est, au cours des deux dernières décennies. Environ 32 millions de musulmans sont morts de violence, et 5 millions d'autres des suites de privations imposées, dans les 20 pays envahis par l'alliance américaine depuis les attentats du 11 septembre [11]. Alors que les pertes américaines sur les zones de combat dans le cadre de la guerre contre le terrorisme s'élevaient à environ 6 000, le nombre de suicides de vétérans américains après le 11 septembre atteignait environ 140 000. L'establishment

américain, infiltré par le sionisme, ignore superbement les 1,7 million d'Américains qui meurent chaque année de manière évitable, pour des raisons liées à leurs « choix de vie » et à leurs « choix politiques ». Parmi eux, environ 7 300 vétérans se suicident, tandis qu'en moyenne, on ne compte qu'environ 4 décès liés au terrorisme djihadiste non étatique aux États-Unis. Depuis le 11 septembre, environ 33 millions d'Américains sont morts de façon évitable. Le coût cumulé à long terme de la guerre contre le terrorisme s'élève à environ 6 000 milliards de dollars. Ainsi, l'Amérique, sous influence sioniste, a dépensé 6 000 milliards de dollars pour tuer plus de 30 millions de musulmans à l'étranger au lieu de tenter de sauver plus de 30 millions de vies américaines sur son propre sol. Le terrorisme djihadiste non étatique a été un atout considérable pour l'impérialisme américain soutenu par le sionisme : chaque attentat djihadiste fournit un prétexte aux invasions disproportionnées et violentes menées par l'alliance américaine contre les pays musulmans [11, 61-63, 203-206].

(33). Le commerce exige un respect substantiel de l'« ordre international fondé sur des règles », mais Israël, pays de l'apartheid, rejette et viole de diverses manières de nombreuses lois et conventions internationales – par conséquent, aucun commerce avec un Israël criminel de l'apartheid.

Le commerce avec Israël, pays de l'apartheid, bafoue les sanctions commerciales, le droit international et l'ordre international fondé sur des règles. Israël rejette et/ou viole de manière flagrante et criminelle les éléments clés suivants de l'ordre international fondé sur des règles :

a) la Charte des Nations Unies [207] (elle a attaqué le territoire de 14 pays, dont les États-Unis, à savoir l'Ouganda, le Soudan, la Libye, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Palestine, le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, la Turquie, l'Iran et les États-Unis ; elle a occupé le territoire de 5 pays, à savoir l'Égypte, la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie ; elle a annexé de facto le territoire de 4 pays, à savoir la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie ; elle continue de bombarder régulièrement la Palestine, le Liban et la Syrie ; l'Australie devrait appliquer des sanctions autonomes à Israël comme elle l'a fait à la Russie pour occupation illégale de territoire) ;

b) la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention des Nations Unies sur le génocide) [88] (elle poursuit un génocide palestinien en cours selon l'expert américain en génocide, le professeur Francis Boyle ; par le biais d'armes et de conseillers, elle est complice du génocide au Soudan, de la guerre civile au Soudan du Sud, du génocide des Indiens mayas du Guatemala, du génocide des Rohingyas du Myanmar et du génocide des Tamouls du Sri Lanka) ;

(c) la Convention relative aux droits de l'enfant (Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant) [208] (50 % des enfants israéliens interrogés ont déclaré avoir subi des abus, dont 17 % des abus sexuels (25 % des adultes déclarent avoir subi des abus sexuels sur des enfants en Australie) ; environ 50 % des 2 millions de personnes vivant dans le camp de concentration de Gaza, bombardé et bloqué, et dans la Cisjordanie sous contrôle militaire sont des enfants [209]) ;

d) la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés (Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés) [210] (il y a 7 millions de Palestiniens exilés qui se voient interdire, sous peine de mort, de mettre le pied sur leur patrie habitée sans interruption par leurs ancêtres depuis des millénaires ; il y a environ 7 millions de réfugiés palestiniens, soit 10 % du total mondial, privés de leurs droits de l'homme et de leur patrie par l'Israël de l'apartheid ; d'éminents Australiens juifs antiracistes ont dénoncé et combattu la loi du

retour fondée sur la race qui autorise les Juifs à entrer en Palestine en tant que citoyens israéliens mais exclut les Palestiniens autochtones) ;

(e) les Conventions de Genève [211] (elle viole grossièrement et de manière meurtrière les articles 55 et 56 de la quatrième Convention de Genève [31] qui exigent qu'un occupant fasse tout « dans toute la mesure dont il dispose » pour maintenir en vie le sujet occupé – 4 000 Palestiniens occupés meurent chaque année de manière évitable des privations imposées par Israël et, en moyenne, 550 autres sont tués violemment par des Israéliens chaque année au XXI^e siècle) ;

(f) la Cour pénale internationale [212] (Israël de l'apartheid rejette son autorité mais les Palestiniens coopèrent ; la CPI enquête actuellement sur les crimes de guerre d'Israël ; il ne devrait y avoir aucun commerce avec Israël de l'apartheid dans ces circonstances, sachant que le commerce des armes mortelles constitue une part importante de l'économie israélienne, implique des essais préalables d'armes sur des Palestiniens occupés captifs et sur des populations arabes voisines, implique des armes chimiques, biologiques et nucléaires de destruction massive, et a impliqué des participations meurtrières et génocidaires au génocide des Indiens mayas du Guatemala, au génocide des Tamouls du Sri Lanka, au génocide du Soudan, à la guerre civile du Sud-Soudan et au génocide des Rohingyas du Myanmar) ;

(g) la Déclaration sur les droits des peuples autochtones [213] (Israël de l'apartheid s'est absenté du vote ; Israël de l'apartheid prive les Palestiniens occupés de tous leurs droits humains, y compris le droit de voter pour le gouvernement qui les gouverne ; les Palestiniens israéliens autochtones sont des citoyens de troisième classe en vertu de plus de 60 lois raciales de style nazi ; les Palestiniens autochtones représentent 50 % des sujets d'Israël de l'apartheid et les Israéliens juifs 47 %, pourtant les députés arabes à la Knesset sont au nombre de 14 (11,7 %) contre 106 (88,3 %) pour les Juifs, c'est-à-dire une démocratie par le génocide et un apartheid flagrant) ;

h) la « Convention internationale pour la répression et la répression du crime d'apartheid » [151-152] (rejetée par Israël, État d'apartheid, et par ses partisans occidentaux pro-apartheid, dont l'Australie ; les Palestiniens occupés sont exclus du droit de vote pour le gouvernement qui les gouverne) ;

(i) le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) [74-76] (L'humanité est menacée existentiellement par les armes nucléaires ; un terroriste nucléaire, l'apartheid, Israël rejette le TIAN, possède 90 armes nucléaires selon l'ICAN, lauréat du prix Nobel et fondé à Melbourne, ainsi que des sous-marins et des systèmes de lancement de missiles) ;

(j). Pacte international relatif aux droits civils et politiques [214] (Israël, État d'apartheid criminel en série, rejette le droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leur patrie tel que décrété par le droit international, tout en appliquant une loi de retour raciste et génocidaire autorisant et encourageant la colonisation exclusivement juive d'une Palestine de plus en plus nettoyée ethniquement) ;

(k). Résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité de l'ONU (nombreuses résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité de l'ONU rejetées par l'Israël criminel de l'apartheid) [90] ;

(l) la Déclaration universelle des droits de l'homme [215] (Les Palestiniens occupés sont exclus des 30 articles par l'Israël de l'apartheid) [5, 53] ;

(m) la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [89] (l'Israël de l'apartheid, profondément et génocidairement raciste, s'oppose à l'article 22 qui permet de saisir la Cour internationale de Justice) ;

(n). la Convention de 1926 sur l'esclavage ou la Convention pour la suppression de la traite des esclaves et de l'esclavage (mise à jour en 1955 et 1956) (la traite des esclaves a été définie comme incluant tous les actes liés à la capture, à l'acquisition ou à la cession d'une personne dans l'intention de la réduire en esclavage ; Israël, État d'apartheid, est signataire mais exploite sans scrupules la main-d'œuvre bon marché des Palestiniens occupés, totalement appauvris, notant que le PIB par habitant (nominal) est d'environ 3 400 dollars pour les Palestiniens occupés contre 46 400 dollars pour Israël proprement dit) ;

(o). Accord de Paris sur le climat de 2015 (L'humanité est menacée existentiellement par le changement climatique ; Israël, pays d'apartheid menteur, est un signataire formel, mais son intention d'exploiter d'énormes réserves de gaz en Méditerranée orientale annulera cet engagement car l'exploitation du gaz (principalement du méthane, CH₄) est pire en termes de gaz à effet de serre (GES) que l'exploitation du charbon)[70, 71, 218].

(p). « Aime ton prochain comme toi-même », le « même » humanitaire fondamental de l'Humanité tel qu'affirmé par le merveilleux humanitaire palestinien Jésus (mais totalement rejeté par Israël, terroriste nucléaire et génocidaire raciste de l'apartheid).

UN Watch : « Au cours de la décennie comprise entre juin 2006 et juin 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté 135 résolutions critiquant des pays pour violations des droits de l'homme ; 68 de ces 135 résolutions visaient Israël (plus de 50 %). »

« De 2012 à 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un total de 97 résolutions critiquant des pays ; 83 de ces 97 résolutions visaient Israël (86 %) » [219].

(34). L'Australie, redevable aux États-Unis, souffre énormément sur le plan économique des critiques « mégaphone » adressées à la Chine, mais reste silencieuse face aux crimes sionistes – par conséquent, elle cesse tout commerce avec Israël, qui subvertit l'apartheid australien.

L'Australie, servile et servile envers les États-Unis, a suivi l'Amérique blanche dans sa haine fervente : envers les non-Européens (depuis l'abolition de la politique de l'Australie blanche en 1974) ; envers les communistes (de 1945 à la chute du communisme en 1990) ; envers les musulmans (de 1990 à 2020, des sanctions génocidaires contre l'Irak à la défaite de Daech et aux retraits significatifs d'Irak et d'Afghanistan dévastés) ; et envers la Chine (de 1949 à 1972 ; depuis 2009). Bien que la Chine soit le principal partenaire commercial de l'Australie, la nécessité pour cette dernière de soutenir les États-Unis, tyran impitoyable et criminel de guerre récidiviste, lui a permis de reprendre le discours sinophobe qui avait débuté lors de la ruée vers l'or au milieu du XIXe siècle. Ainsi, en 2009, le ministre travailliste de la Défense, Joel Fitzgibbon, a été contraint de démissionner pour avoir déjeuné avec une femme d'affaires chinoise ! En 2018, le sénateur australien Sam Dastyari, né en Iran et alors en pleine ascension, a été contraint de démissionner de sa carrière politique pour avoir entretenu des relations avec des personnalités chinoises influentes et généreuses et pour avoir tenu des propos jugés « anti-américains » au sujet de la mer de Chine méridionale. Durant la pandémie de Covid-19 en 2020 et la récession économique qui s'en est suivie, le gouvernement de coalition a tout fait pour afficher sa loyauté envers les États-Unis en s'en prenant violemment à la Chine par des critiques sinophobes grossières,

qualifiées de « diplomatie du mégaphone ». Cette stratégie a entraîné de lourdes sanctions économiques imposées par la Chine sur les exportations australiennes d'orge, de charbon, de vin, de homard et de bois.

La Chine et l'Inde étaient des puissances économiques mondiales au XVIII^e siècle avant d'être ravagées par l'impérialisme européen, puis japonais. Elles rattrapent aujourd'hui leur retard, la Chine étant en passe de devenir la première économie mondiale [100-102 ; 220-224]. Wikileaks a révélé que même le Parti travailliste a tenu des discussions secrètes et belliqueuses avec les Américains au sujet de la Chine, ce qui a conduit l'ancien Premier ministre de la Coalition, Malcolm Fraser, à déclarer : « Une dévotion servile envers les États-Unis est une folie en matière de politique étrangère pour l'Australie » [225-228]. La xénophobie australienne vise la Chine, mais ignore l'ampleur de la subversion israélienne de l'Australie et de ses institutions sous le régime de l'apartheid [164, 22, 229-231].

Des critiques légitimes et sérieuses peuvent et doivent être formulées à l'encontre de la Chine (et de nombreux autres pays) concernant la pollution atmosphérique urbaine, les émissions de gaz à effet de serre (deuxième plus élevée au monde en valeur totale, mais par habitant, elles se situent approximativement dans la moyenne mondiale et sont cinq fois inférieures à celles de l'Australie), la possession d'armes nucléaires, le système de crédit social et de surveillance de plus en plus intrusif (dictature numérique), et le traitement brutal des dissidents (notamment en Chine, le traitement sévère des Ouïghours, des militants pro-démocratie de Hong Kong et des dissidents en général). Pourtant, toute critique de l'apartheid israélien est impensable pour le gouvernement de coalition australien formé par le Parti libéral et le Parti national, et l'opposition travailliste (collectivement les Libéraux-Lab), qui ont fait de l'Australie le deuxième pays, après les États-Unis, à soutenir ardemment l'apartheid israélien.

Les principaux aspects du traitement différencié réservé par l'Australie à Israël, pays criminel de guerre en série, auteurs de graves violations des droits de l'homme et saboteur de l'Australie sous le régime de l'apartheid, par rapport à son traitement de son principal partenaire commercial, la Chine, sont exposés ci-dessous :

(a). L'Australie, laquais des États-Unis et allié des Libéraux-Laboursiers, critique la Chine au sujet des récifs inhabités de la mer de Chine méridionale (mais ne critique pas l'occupation violente, la dévastation, le nettoyage ethnique et l'annexion de facto de zones densément peuplées de Palestine (la Cisjordanie et le camp de concentration de Gaza), du Liban (les fermes de Chebaa) et de Syrie (le plateau du Golan) par Israël, criminel de guerre en série et adepte de l'apartheid).

(b). L'Australie, laquais des États-Unis et membre du parti Libéral-Lab, critique la Chine pour le traitement sévère infligé aux Tibétains et aux Ouïghours (mais ignore les améliorations massives en matière de santé, de richesse et d'éducation au Tibet et au Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, où la mortalité infantile de moins de 5 ans et la mortalité maternelle sont environ 10 fois inférieures à celles de l'Afghanistan occupé par les États-Unis, l'OTAN et l'Australie ; l'Australie et ses alliés criminels de guerre sont impliqués dans le meurtre de masse passif de femmes et d'enfants afghans depuis 20 ans, en violation flagrante des articles 55 et 56 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, la quatrième Convention de Genève, et pour lesquels les Australiens, laquais des États-Unis et membres du parti Libéral-Lab, devraient être poursuivis devant la CPI)[232-235]. Dans le contexte commercial australien, on note que si l'on tient compte du prix du carbone lié aux dommages, ignoré à l'échelle mondiale, de

200 dollars par tonne d'équivalent CO2 , pour chaque milliard de dollars de biens et services générés par l'Australie chaque année (ou exportés vers la Chine chaque année), il existe une subvention (dumping) délibérément cachée mais inévitable d'environ 0,5 milliard de dollars qui sera payée par les générations futures [232].

(c) L'Australie, alliée des États-Unis et du Parti libéral-travailliste, a exacerbé la sinophobie enracinée en Australie depuis le milieu du XIXe siècle. Dans ma critique détaillée de « Silent Invasion », ouvrage du professeur Clive Hamilton, par ailleurs très progressiste et admirable, j'écrivais : « Hamilton conclut ce livre par une question déplaisante et offensante : "Quelle proportion du million [en réalité 1,4 million] d'Australiens d'origine chinoise est loyale à Pékin en premier et quelle proportion est loyale à l'Australie en premier ?" Le caractère dangereusement offensant de cette question apparaît clairement si l'on applique le "test juif de la xénophobie" (applicable à de nombreuses affirmations de ce livre), que l'on paraphrase ainsi : "Quelle proportion d'Australiens juifs est loyale à Israël en premier et quelle proportion est loyale à l'Australie en premier ?" Hamilton estime qu'« environ 20 à 30 % [des Australiens d'origine chinoise] sont loyaux à l'Australie en premier. » Peu d'entre eux osent s'exprimer par crainte de représailles (pages 280-281). Ce ciblage des Australiens d'origine chinoise est injuste, imprudent, contre-productif, offensant et dangereux [220]. Autrefois, on parlait de « communistes sous le lit », et maintenant, on parle de « Chinois sous le lit ». De manière inquiétante, les services de renseignement australiens, redevables aux États-Unis et non contents de saper les gouvernements et les souverainetés nationales de l'Indonésie au Chili, s'emploient actuellement à discréditer de manière répétée les politiciens qu'ils jugent trop proches des Chinois (la seule critique majeure de l'opposition libérale-travailliste concernant l'influence sioniste manifestement disproportionnée en Australie a été formulée par l'ancien Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud et ancien ministre des Affaires étrangères, Bob Carr) [121-123].

d) L'Australie, laquais des États-Unis et membre du parti travailliste libéral, critique la légitimité et les motivations de la « puissance » croissante dans notre région, la Chine (deuxième économie mondiale), qui a annexé le Tibet et le Xinjiang entre le XIIIe et le XVIIIe siècle (alors que les Anglais conquéraient la Grande-Bretagne celtique) et a connu de brèves guerres frontalières localisées avec l'Inde et le Vietnam après la Seconde Guerre mondiale. À l'inverse, l'Australie blanche a exterminé environ 600 peuples autochtones australiens linguistiquement distincts et, en tant que laquais du Royaume-Uni ou des États-Unis, elle a envahi 85 pays. L'Australie, inféodée au sionisme, garde le silence sur le fait qu'en seulement 73 ans, Israël, État d'apartheid, a attaqué le territoire de 14 pays, dont les États-Unis : l'Ouganda, le Soudan, la Libye, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Palestine, le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, la Turquie et l'Iran ; et a occupé le territoire de 5 pays : l'Égypte, la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Elle a de facto annexé le territoire de quatre pays, à savoir la Palestine, la Jordanie, le Liban et la Syrie ; et elle continue de bombarder ou d'attaquer régulièrement la Palestine, le Liban, la Syrie et l'Iran.

(e) L'Australie, alliée des Libéraux-Travaillistes américains, accuse des entreprises et des individus chinois d'espionnage ou d'autres actes répréhensibles au profit de la Chine. Il est normal que tous les pays obtiennent légitimement des informations sur d'autres pays, et il est malheureusement inévitable (comme l'ont démontré les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie) qu'ils en obtiennent également illégalement. Cependant, quelles que soient ses intentions, la Chine est loin d'avoir atteint le même niveau de subversion de l'Australie que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Israël de l'apartheid. L'Australie, alliée des Libéraux-Travaillistes américains, est profondément infiltrée et pervertie par le sionisme, comme en témoigne son silence assourdissant face aux crimes sionistes commis contre les Australiens et les institutions australiennes. Le Royaume-Uni et les États-Unis

ont participé au coup d'État de 1975 qui a renversé le gouvernement travailliste de Whitlam. En 2010, le Premier ministre travailliste Kevin Rudd a été destitué lors d'un coup d'État approuvé par les États-Unis, soutenu par une société minière et mené par des pro-sionistes – le seul conspirateur qui n'avait pas de liens sionistes publics (par exemple, s'adressant à des organisations sionistes, voyages en Israël sous l'apartheid) était un cadre supérieur d'une entreprise négociant avec Israël sous l'apartheid au sujet de l'exploitation du gaz en Méditerranée).

L'ancien ambassadeur palestinien, Ali Kazak : « L'ASIO [Organisation australienne de sécurité et de renseignement] ne suggère aucune action que le lobby chinois ne mènerait pas depuis plus de 30 ans. Un lobby chinois, comparé au lobby israélien bien implanté, ne serait qu'un jeu d'enfant. Aucun pays n'a autant interféré, espionné et mis en péril la sécurité, la souveraineté et l'intégrité des institutions nationales australiennes qu'Israël et son puissant lobby. Ce dernier admet lui-même recevoir des fonds d'institutions israéliennes, se coordonne et coopère avec le gouvernement et l'ambassade d'Israël, et a « *instauré une longue tradition de plaidoyer public intense en faveur d'Israël* » afin d'influencer l'opinion publique australienne, les médias et les responsables gouvernementaux et ainsi servir les objectifs politiques d'Israël [de l'apartheid] » [230].

Commentaires finaux.

Abstraction faite des droits humains, l'intérêt financier nous impose sans aucun doute de refuser toute relation commerciale avec ceux qui s'adonnent avec ferveur et détermination au mensonge, au vol qualifié et au racisme génocidaire, c'est-à-dire à la tromperie, au vol et aux actes de malveillance. À titre personnel, dans une banlieue australienne, il nous serait tout simplement impossible de faire affaire avec des personnes ayant un passé de racisme, de tromperie, de vol et d'actes de malveillance.

À l'heure où l'Australie cherche à « diversifier » son commerce international en réponse aux réactions de la Chine face à sa sinophobie irresponsable et servile envers les États-Unis, il serait irresponsable de renforcer ses liens commerciaux avec un État voyou de l'apartheid, terroriste nucléaire, génocidaire et raciste, criminel de guerre en série, antidémocratique et violant gravement les droits de l'homme.

Il y a 300 millions d'Arabes et 1,6 milliard de musulmans dans le monde (la plupart étant plus proches de Darwin que de Melbourne) qui sont profondément offensés par l'antisémitisme et l'islamophobie violents et génocidaires perpétrés par Israël dans le cadre de l'apartheid. En Australie, on compte environ 600 000 musulmans pacifiques, soit 2,6 % de la population australienne (données de 2016), qui seraient sans aucun doute offensés par cet antisémitisme et cette islamophobie. La plupart d'entre eux sont d'ailleurs présents en Australie directement à cause des violences, des guerres et des ravages imposés par le sionisme et l'apartheid israéliens.

La sécurité nationale exige assurément que l'Australie rompe ses liens avec un État voyou impitoyable, raciste et génocidaire, et non qu'elle les renforce, lui qui, de concert avec ses agents australiens traîtres, subvertit systématiquement les Australiens et les institutions australiennes.

J'ai récemment publié un résumé détaillé, documenté et chronologique de 20 domaines dans lesquels les sionistes traîtres et l'Israël de l'apartheid ont trahi, trompé, perverti, subverti et souillé l'Australie [229]. Concernant la falsification répétée de passeports australiens par l'État israélien à des fins terroristes, le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a exprimé l'indignation collective de l'Australie, déclarant : « Tout État qui choisit d'agir ainsi avec les passeports australiens fait preuve,

à vrai dire, de mépris envers le peuple australien, le gouvernement australien et la nation australienne » [100]. Ignorer les crimes israéliens ne les fera pas disparaître. Comme le disait Lady Macbeth dans la célèbre pièce de William Shakespeare : « L'odeur du sang est encore là ; tous les parfums d'Arabie ne sauraient adoucir cette petite main. Oh, oh, oh ! »

Quant aux atrocités infligées aux Palestiniens des territoires occupés, les Australiens ordinaires ne toléreraient pas de les subir ne serait-ce qu'un jour, et encore moins pendant trois quarts de siècle. Tout commerce avec Israël, régime d'apartheid, est indispensable pour préserver l'intégrité de l'Australie et ses échanges commerciaux avec les pays respectueux des valeurs morales. Les Australiens, juifs et non-juifs, antiracistes (et d'ailleurs, les personnes, juives et non-juives, antiracistes du monde entier) s'opposent au racisme et à toutes ses manifestations, à savoir la guerre, l'apartheid, le nettoyage ethnique et le génocide. La guerre est l'avant-dernière forme de racisme et le génocide, son paroxysme. Face au racisme génocidaire et aux crimes de guerre israéliens, la communauté internationale réagit de plus en plus par des campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre Israël et tous ses soutiens. Pour sa réputation internationale, pour sa propre protection et dans son propre intérêt national, l'Australie doit opérer un revirement radical concernant Israël, cesser tout soutien diplomatique et rompre tout commerce avec ce régime. **L'Australie doit mettre fin à la subversion sioniste et se joindre au reste du monde pour un boycott, un désinvestissement et des sanctions (BDS) généralisés contre Israël et tous ses partisans.**

Ce texte a été rédigé dans l'intérêt public.

Dr Gideon Polya, Melbourne, 15 avril 2021.

Références.

- [1]. « Le génocide du peuple palestinien : une perspective de droit international et de droits humains », Centre pour les droits constitutionnels, 25 août 2016 : <https://ccrjustice.org/genocide-palestinian-people-international-law-and-human-rights-perspective>
- [2]. Gideon Polya, « Réfutation des mensonges racistes sionistes acceptés par le courant dominant derrière les massacres israéliens à Gaza et le génocide palestinien », Countercurrents, 26 juillet 2014 : <https://www.countercurrents.org/polya260714.htm> .
- [3]. Gideon Polya, « Conflit israélo-palestinien et au Moyen-Orient – du pétrole au génocide climatique », Countercurrents, 21 août 2017 : <https://countercurrents.org/2017/08/21/israeli-palestinian-middle-east-conflict-from-oil-to-climate-genocide/> .
- [4]. Gideon Polya, « Mettre fin à 50 ans d'occupation génocidaire et de violations des droits de l'homme par l'Israël d'apartheid soutenu par les États-Unis », Countercurrents, 9 juin 2017 : <https://countercurrents.org/2017/06/09/end-50-years-of-genocidal-occupation-human-rights-abuse-by-us-backed-apartheid-israel/> .
- [5]. Gideon Polya, « Déclaration universelle des droits de l'homme et Palestiniens. L'apartheid israélien viole TOUS les droits de l'homme palestiniens », Palestine Genocide Essays, 24 janvier 2009 : <https://sites.google.com/site/palestinegenocideessays/universal-declaration-of-human-rights-palestinians> .

- [6]. Gideon Polya, « 70e anniversaire de l'apartheid israélien et début du génocide palestinien à grande échelle », Countercurrents, 11 mai 2018 : <https://countercurrents.org/2018/05/11/70th-anniversary-of-apartheid-israel-commencement-of-large-scale-palestinian-genocide/> .
- [7]. Gideon Polya, « Comparaison entre le génocide palestinien d'Israël sous l'apartheid et le génocide aborigène d'Australie », Countercurrents, 20 février 2018 : <https://countercurrents.org/2018/02/20/apartheid-israels-palestinian-genocide-australias-aboriginal-genocide-compared/> .
- [8]. Gideon Polya, « Les Israéliens tuent 10 fois plus d'Israéliens dans l'Israël de l'apartheid que les terroristes », Countercurrents, 1 mars 2017 : <https://countercurrents.org/2017/03/01/israelis-kill-ten-times-more-israelis-in-apartheid-israel-than-do-terrorists/> .
- [9]. Gideon Polya, « La loi israélienne sur l'État-nation juif consacre l'apartheid et le racisme génocidaire », Countercurrents, 24 juillet 2018 : <https://countercurrents.org/2018/07/24/israeli-jewish-nation-state-law-enshrines-apartheid-and-genocidal-racism/> .
- [10]. Gideon Polya, « Israël de l'apartheid et les États-Unis et le Canada pro-apartheid font face à des sanctions mondiales à cause de Jérusalem occupée », Countercurrents, 20 décembre 2017 : <https://countercurrents.org/2017/12/20/apartheid-israel-pro-apartheid-us-australia-canada-face-world-sanctions-over-occupied-east-jerusalem/> .
- [11]. Gideon Polya, « Contexte des atrocités de Paris : 27 millions de morts musulmanes évitables dues à la privation imposée dans 20 pays violée par l'alliance américaine depuis le 11 septembre », Countercurrents, 22 novembre 2015 : <http://www.countercurrents.org/polya221115.htm> .
- [12]. Gideon Polya, « Ingérence étrangère en Australie 1. Représentation juive sioniste largement disproportionnée parmi les 200 Australiens les plus riches », Countercurrents, 11 juin 2018 : <https://countercurrents.org/2018/06/11/foreign-interference-in-australia-1-hugely-disproportionate-jewish-zionist-representation-in-australias-richest-200/> .
- [13]. Gideon Polya, « Subversion sioniste, censure des médias traditionnels », Countercurrents, 9 mars 2018 : <https://countercurrents.org/2018/03/09/zionist-subversion-mainstream-media-censorship-disproportionate-jewish-board-membership-of-us-media-companies/> .
- [14]. Gideon Polya, « Le génocide palestinien en cours », Chapitre 2 dans William Cooke, éditeur, « Le sort des Palestiniens », pages 39-42, Macmillan Palgrave, 2008.
- [15]. Francis Boyle, « Le génocide palestinien par Israël », SSRN, 21 août 2013 : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2339254 .
- [16]. Rand Daily Mail , 23 novembre 1961).
- [17]. Ronnie Kasrils, « Israël, l'autre État d'apartheid », Creative-i, 12 juin 2009 : <http://www.creative-i.info/?p=7462> .
- [18]. Ronnie Kasrils, « Israël 2007 : pire que l'apartheid », Mail & Guardian en ligne, 21 mai 2007 : <http://www.mg.co.za/article/2007-05-21-israel-2007-worse-than-apartheid> .
- [19]. Gideon Polya, « La juge Ruth Ginsburg, favorable aux droits des femmes à la Cour suprême, a totalement ignoré le génocide palestinien », Countercurrents, 20 septembre 2020 :

<https://countercurrents.org/2020/09/pro-womens-rights-supreme-court-judge-ruth-ginsburg-utterly-ignored-palestinian-genocide/> .

[20]. Gideon Polya, « L'apartheid israélien exclut les Palestiniens occupés de toutes les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme », Countercurrents, 20 mai 2012 : <https://countercurrents.org/polya200512.htm> .

[21]. Susan Abulhawa, « La « loi sur l'État-nation » d'Israël présente des similitudes avec les lois nazies de Nuremberg », Al Jazeera, 27 juillet 2018 : <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/israel-nation-state-law-parallels-nazi-nuremberg-laws-180725084739536.html> .

[22]. « Lois discriminatoires en Israël », Adalah, <https://www.adalah.org/en/law/index?page=4> .

[23]. Justin McCarty, « La population palestinienne : pendant la période du mandat ottoman et britannique », Palestine Remembered : 8 septembre 2001 : <http://www.palestineremembered.com/Acre/Palestine-Remembered/Story559.html> .

[24]. « Population historique d'Israël/Palestine » : <http://palestineisraelpopulation.blogspot.com.au/> .

[25]. Gideon Polya, « Lettre aux médias ABC et SBS financés par les contribuables australiens concernant l'antisémitisme anti-arabe et anti-juif et les faux reportages sur la Palestine occupée : Dissident Voice, 10 février 2021 : <https://dissidentvoice.org/2021/02/letter-to-the-australian-taxpayer-funded-abc-and-sbs-media-re-anti-arab-anti-jewish-anti-semitism-and-false-reportage-about-occupied-palestine/> .

[26]. Gideon Polya, « La loi israélienne sur l'État-nation juif consacre l'apartheid et le génocide », Countercurrents, 24 juillet 2018 : <https://countercurrents.org/2018/07/israeli-jewish-nation-state-law-enshrines-apartheid-and-genocidal-racism/> .

[27]. « La Knesset rejette un projet de loi visant à garantir l'égalité totale entre tous les citoyens israéliens », Middle East Monitor, 18 septembre 2020 : <https://www.middleeastmonitor.com/20200918-knesset-rejects-bill-to-ensure-full-equality-between-all-israeli-citizens/> .

[28]. « Pandémie de COVID-19 dans l'État de Palestine », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/COVID-19_pandemic_in_the_State_of_Palestine .

[29]., « Israël bloque l'envoi du vaccin russe Spoutnik V à Gaza », Al Jazeera, 16 février 2021 : <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/16/palestinians-say-israel-blocking-shipment-of-vaccines-to-gaza> .

[30]. Worldometer, « Pandémie de coronavirus Covid-19 » : <https://www.worldometers.info/coronavirus/> .

[31]. « Quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre », 12 août 1949 : https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocity-crimes/Doc.33_GC-IV-EN.pdf .

[32]. « Liste des pays par PIB (nominal) par habitant », Wikipédia : <https://en.wikipedia.org> .

- [33]. Gideon Polya, « CIVID-19 : Les occupants américains, australiens et l'Israël de l'apartheid violent gravement la Convention de Genève sur les sujets conquis », Countercurrents, 7 mai 2020 : <https://countercurrents.org/2020/05/covid-19-occupiers-us-australia-apartheid-israel-grossly-violate-geneva-convention-re-conquered-subjects/> .
- [34]. « Coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère-1 », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Severe_acute_respiratory_syndrome_coronavirus .
- [35]. « Citations sionistes sur le racisme et le génocide palestinien », Génocide palestinien : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/zionist-quotes> .
- [36]. « Massacre de Sharpeville », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Sharpeville_massacre .
- [37]. « Non-Juifs contre le sionisme raciste » : <https://sites.google.com/site/nonjewsagainstracizism/> .
- [38]. « Boycottez Israël de l'apartheid » : <https://sites.google.com/site/boycottapartheidisrael/> .
- [39]. « Camp de concentration de Gaza » : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/gaza-concentration> .
- [40]. « Juifs contre le sionisme raciste » : <https://sites.google.com/site/jewsagainstracizism/> .
- [41]. William Cooke, éditeur, « Le sort des Palestiniens », Macmillan Palgrave, 2008.
- [42]. « Interdiction des armes nucléaires, éradication de la pauvreté et lutte contre le changement climatique » : <https://sites.google.com/site/drgideonpolya/nuclear-weapons-ban>
- [43]. « Génocide palestinien » : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/> .
- [44]. « Stop au terrorisme d'État » : <https://sites.google.com/site/stopstateterrorism/> .
- [45]. "Crimes d'État et terrorisme non étatique" : <https://sites.google.com/site/statecrimeandnonstateterrorism/> .
- [46]. Terrorisme d'État israélien de l'apartheid : (A) individus dénonçant le terrorisme d'État israélien de l'apartheid, et (B) pays soumis au terrorisme d'État israélien de l'apartheid. Génocide palestinien : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/apartheid-israeli-state-terrorism> .
- [47]. « Solution à un seul État, État unitaire, État binational pour une Palestine post-apartheid démocratique et aux droits égaux » : <https://sites.google.com/site/boycottapartheidisrael/one-state-solution> .
- [48]. Gideon Polya, « Des sionistes racistes britanniques diffament faussement le Parti travailliste britannique en soutenant la démocratie par le génocide et l'apartheid israélien », Countercurrents, 10 août 2018 : <https://countercurrents.org/2018/08/uk-racist-zionists-falsely-defame-uk-labour-party-in-support-of-democracy-by-genocide-apartheid-israel/> .
- [49]. « Définition de travail de l'antisémitisme », IHRA, 19 juillet 2016 : <https://www.holocaustremembrance.com/news-archive/working-definition-antisemitism> .
- [50]. Gideon Polya, « La définition de l'antisémitisme de l'IHRA soutenue par les États-Unis est antisémite anti-arabe et antisémite antijuif », Boycott Apartheid Israel, 9 mars 2021 : <https://sites.google.com/site/boycottapartheidisrael/2021-03-09> .

- [51]. Jewish Voices for Peace, « Première fois : plus de 40 groupes juifs du monde entier s'opposent à l'assimilation de l'antisémitisme à la critique d'Israël », 17 juillet 2018 : <https://jewishvoiceforpeace.org/first-ever-40-jewish-groups-worldwide-oppose-equating-antisemitism-with-criticism-of-israel/#english> .
- [52]. « Des Juifs australiens de premier plan, dont Peter Singer, rejettent le droit au retour israélien », Antony Loewenstein, 3 mars 2010 : <https://antonyloewenstein.com/prominent-australian-jews-including-peter-singer-reject-the-israeli-right-of-return/> .
- [53]. « Politique de Human Rights Watch sur le droit au retour », Human Rights Watch : <https://www.hrw.org/legacy/campaigns/israel/return/csr-rtr.htm> .
- [54]. Terese Pencak Schwartz, « L'Holocauste oublié – les victimes non juives ».
- [55]. Terese Pencak Schwartz, « Cinq millions oubliés – victimes non juives de la Shoah », remember.org : <https://remember.org/forgotten> .
- [56]. Richard C. Lukas, « L'Holocauste oublié : les Polonais sous occupation allemande, 1939-1944 », 1986.
- [57]. « Sentiment anti-polonais », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Anti-Polish_sentiment .
- [58]. « Citations sionistes sur le racisme et le génocide palestinien », Génocide palestinien : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/zionist-quotes> .
- [59]. « Experts : Les États-Unis sont responsables du 11 septembre » : <https://sites.google.com/site/expertsusdid911/> .
- [60]. Gideon Polya, « Les médias traditionnels mentent et ignorent le nouveau rapport d'expert sur la démolition du WTC7 le 11 septembre », Countercurrents, 22 août 2020 : <https://countercurrents.org/2020/08/lying-mainstream-media-ignore-expert-new-9-11-wtc7-demolition-report/> .
- [61]. Gideon Polya, « L'Holocauste et le génocide musulmans imposés par les États-Unis après le 11 septembre », 400 pages, Korsgaard Publishing, Allemagne, 2020 (voir : <https://www.amazon.com/US-Imposed-Post-9-Muslim-Holocaust-Genocide/dp/8793987056>).
- [62]. Gideon Polya, « Le courant dominant raciste ignore « l'holocauste musulman et le génocide musulman imposés par les États-Unis après le 11 septembre », Countercurrents, 17 juillet 2020 : <https://countercurrents.org/2020/07/racist-mainstream-ignores-us-imposed-post-9-11-muslim-holocaust-muslim-genocide/> .
- [63]. « Holocauste musulman Génocide musulman » : <https://sites.google.com/site/muslimholocaustmuslimgenocide/> .
- [64]. Israel Gutman, « Encyclopédie de l'Holocauste », Macmillan, 1990.
- [65]. Gideon Polya, « L'historien sioniste britannique Sir Martin Gilbert (1936-2015) a diversement ignoré ou minimisé l'Holocauste bengali de la Seconde Guerre mondiale », Countercurrents, 19 février 2015 : <https://countercurrents.org/polya190215.htm> .
- [66]. Martin Gilbert « Atlas de l'Holocauste », Michael Joseph, Londres, 1982, et Martin Gilbert, « Atlas d'histoire juive », Weidenfeld et Nicolson, Londres, 1969.

[67]. Gideon Polya, « L'Australie et la Grande-Bretagne ont tué 6 à 7 millions d'Indiens lors de la famine du Bengale pendant la Seconde Guerre mondiale », Countercurrents, 29 septembre 2011 : <http://www.countercurrents.org/polya290911.htm> .

[68]. Michel Chossudovsky, « Connaître les faits : la Corée du Nord a perdu près de 30 % de sa population à la suite des bombardements américains dans les années 1950 », Global Research, 27 novembre 2010 : <http://www.globalresearch.ca/know-the-facts-north-korea-lost-close-to-30-of-its-population-as-a-result-of-us-bombings-in-the-1950s/22131> .

[69]. Gideon Polya, « Israël de l'apartheid bombarde la Syrie et l'Irak – intensifiant la guerre meurtrière de 40 ans menée par les États-Unis contre l'Iran », Countercurrents, 14 août 2019 : <https://countercurrents.org/2019/08/apartheid-israel-bombing-syria-iraq-hotting-up-deadly-4-decade-us-war-on-iran> .

[70]. Gideon Polya, « Crise climatique, génocide climatique et solutions », Korsgaard Publishing, Allemagne, 2021.

[71]. Gideon Polya, « Résumé de « Crise climatique, génocide climatique et solutions » par Gideon Polya – L'Australie et les États-Unis, criminels climatiques, ignorent la crise climatique, le génocide climatique et les solutions », Crime & Power, 13 février 2021 : <https://www.crimeandpower.com/2021/03/10/2021-02-13-summary-of-climate-crisis-climate-genocide-solutions-by-gideon-polya-climate-criminal-australia-us-ignore-climate-crisis-climate-genocide-solutions/> .

[72]. Gideon Polya, « Terrorisme nucléaire : l'Australie, laquais des États-Unis et d'Israël, viole le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires », Countercurrents, 30 octobre 2020 : <https://countercurrents.org/2020/10/nuclear-terrorism-us-israeli-lackey-australia-to-violate-treaty-on-prohibition-of-nuclear-weapons/> .

[73]. Jennifer Knox, « Un traité historique d'interdiction des armes nucléaires est sur le point de devenir une loi internationale : voici ce que cela signifie », Union of Concerned Scientists, 24 octobre 2020 : https://allthingsnuclear.org/jknox/an-historic-nuclear-ban-treaty-is-set-to-become-international-law-heres-what-that-means?utm_source=Nature+Briefing&utm_campaign=427b6f8c3c-briefing-dy-20201027&utm_medium=email&utm_term=0_c9dfd39373-427b6f8c3c-44714333 .

[74]. « Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/International_Campaign_to_Abolish_Nuclear_Weapons .

[75]. ICAN : <https://www.icanw.org/> .

[76]. Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires, 7 juillet 2020 : <http://undocs.org/A/CONF.229/2017/8> .

[77]. « Elbit Systems, société israélienne, décroche un contrat de défense australien de 150 millions de dollars », Reuters, 25 janvier 2018 : <https://www.reuters.com/article/elbit-systems-australia-contract-idUSL8N1PK1E3> .

[78]. Industries d'armement israéliennes : <https://iwi.net/about-us/> .

[79]. Andrew Greene, « La Défense accusée par une entreprise israélienne de manque de transparence concernant l'accord sur les drones Reaper avec les États-Unis », ABC News, 2 septembre 2017 : <https://www.abc.net.au/news/2017-09-02/reaper-drone-defence-accused-lack-transparency-israeli-company/8866036> .

[80]. Gideon Polya, « Les universités australiennes complices de la censure pro-sioniste et du militarisme israélien génocidaire », Countercurrents, 24 mai 2012 : <https://www.countercurrents.org/polya240512.htm> .

[81]. Vacy Vlazna, « La Hawkademia israélienne dans les universités australiennes », Palestinian Chronicle, 5 février 2012 : http://palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=19268 .

[82]. Gideon Polya, « Le ministère indien de la Défense interdit les industries militaires israéliennes pendant 10 ans pour cause de corruption », Countercurrents, 7 mars 2012 : <https://www.countercurrents.org/polya070312.htm> .

[83]. Binu Mathew, « La visite de Modi en Israël : l'adhésion à deux idéologies mortelles, l'Hindutva et le sionisme », Countercurrents, 5 juillet 2017 : <http://www.countercurrents.org/2017/07/05/modis-visit-to-israel-embrace-of-two-deadly-ideologies-zionism-and-hindutva/> .

[84]. Gideon Polya, « Génocide palestinien – Israël, qui impose l'apartheid, complice du génocide des Rohingyas, d'autres génocides et du terrorisme d'État américain, britannique et australien », Countercurrents, 30 novembre 2017 : <https://countercurrents.org/2017/11/palestinian-genocide-imposing-apartheid-israel-complicit-in-rohingya-genocide-other-genocides-us-uk-australian-state-terrorism/> .

[85]. John Pilger, « Le coup d'État britanno-américain qui a mis fin à l'indépendance australienne », Guardian, 23 octobre 2014 : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/23/gough-whitlam-1975-coup-ended-australian-independence> .

[86]. Gideon Polya, « Compte rendu : « L'histoire de Cambridge de l'Australie » ignore l'implication australienne dans 30 génocides », Countercurrents, 14 octobre 2013 : <https://www.countercurrents.org/polya141013.htm> .

[87]. Gideon Polya, « En tant que laquais du Royaume-Uni ou laquais des États-Unis, les Australiens ont envahi 85 pays (193 britanniques, 80 français, 70 américains) », Countercurrents, 9 février 2015 : <http://www.countercurrents.org/polya090215.htm> ;

[88]. Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide : <https://treaties.un.org/doc/publication/unts/volume%2078/volume-78-i-1021-english.pdf> .

[89]. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/cerd.aspx> .

[90]. « Liste des résolutions des Nations Unies concernant Israël » Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_United_Nations_resolutions_concerning_Israel .

[91]. « Génocide des Aborigènes » : <https://sites.google.com/site/aboriginalgenocide/> .

[92]. Gideon Polya, « Comparaison entre le génocide palestinien d'Israël sous l'apartheid et le génocide aborigène d'Australie », Countercurrents, 20 février 2018 : <https://countercurrents.org/2018/02/apartheid-israels-palestinian-genocide-australias-aboriginal-genocide-compared/> .

[93]. Ali Abunimah, « Une chaîne israélienne diffuse un appel à expulser tous les Palestiniens », Electronic Intifada, 18 juin 2019 : <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israeli-channel-airs-call-expel-all-palestinians> .

[94]. « Journée de la Terre », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Land_Day .

[95]. Gideon Polya, « Crise de l'eau, holocauste de mortalité évitable à l'échelle mondiale, apartheid de l'eau, réchauffement climatique et Mina Guli », Countercurrent, 17 mai 2019 : <https://countercurrents.org/2019/05/water-crisis-global-avoidable-mortality-holocaust-water-apartheid-global-warming-mina-guli/> .

[96]. Gideon Polya, « Les 3 lois de l'économie de Polya exposent un capitalisme néolibéral mortel, malhonnête et terminal », Countercurrents, 17 octobre 2015 : <http://www.countercurrents.org/polya171015.htm> .

[97]. Gideon Polya, « Crise climatique, génocide climatique et solutions », 846 pages, Korsgaard Publishing, Allemagne, 2021.

[98]. Gideon Polya, « Compte rendu : « Tears In Paradise. Suffering and Struggle Of Indians In Fiji 1879-2004 » de Rajendra Prasad – Britain's Indentured Indian « 5 Year Slaves » », Countercurrents, 4 mars 2015 : <https://www.countercurrents.org/polya040315.htm> .

[99]. Rajendra Prasad, « Tears In Paradise. Suffering and Struggle Of Indians In Fiji 1879-2004 », Glade, Auckland, Nouvelle-Zélande, 2004.

[100]. Gideon Polya, « Body Count. Global avoidable mortality since 1950 », qui comprend une histoire de la mortalité évitable de chaque pays depuis le Néolithique et est maintenant disponible gratuitement sur le Web : http://globalbodycount.blogspot.com.au/2012/01/body-count-global-avoidable-mortality_05.html ; une édition révisée et mise à jour de 2021 est en préparation.

[101]. Gideon Polya, « Compte rendu : « Empire inglorieux. Ce que les Britanniques ont fait à l'Inde » de Shashi Tharoor », Countercurrents, 8 septembre 2017 : <http://www.countercurrents.org/2017/09/08/review-inglorious-empire-what-the-british-did-to-india-by-shashi-tharoor/> .

[102]. Shashi Tharoor, « Empire inglorieux. Ce que les Britanniques ont fait à l'Inde », Scribe, 2017.

[103]. « Inexactitude terminologique », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Terminological_inexactitude .

[104]. « Diamant de sang », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Blood_diamond .

[105]. Association australienne des amis de la Palestine (AFOPA), « Les exportations de diamants d'Israël s'effondrent sous l'effet du BDS et des crimes de guerre », AFOPA, 7 novembre 2018 : <http://www.afopa.com.au/blog/2019/10/23/israels-diamond-exports-crash-as-bds-and-war-crimes-impact> .

- [106]. « Flottille de la liberté pour Gaza », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Gaza_Freedom_Flotilla .
- [107]. « Réactions nationales au raid de la flottille de Gaza », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/National_reactions_to_the_Gaza_flotilla_raid .
- [108]. Peter Hartcher, « Israël ne devrait pas considérer le Premier ministre trahi comme acquis », Sydney Morning Herald, 26 février 2010 : <https://www.smh.com.au/politics/federal/betrayed-pm-should-not-be-taken-for-granted-by-israel-20100225-p5wk.html> .
- [109]. Peter Hartcher, « Qu'est-ce que je suis, du foie haché ? Comment Rudd s'est lancé dans le mode flatterie », Sydney Morning Herald, 22 juin 2010 : <https://www.smh.com.au/politics/federal/what-am-i-chopped-liver-how-rudd-dived-into-schmooze-mode-20100621-ys5g.html> .
- [110]. Antony Loewenstein, « Le lobby sioniste a-t-il du sang sur les mains en Australie ? », 2 juillet 2010 : <http://antonyloewenstein.com/2010/07/02/does-the-zionist-lobby-have-blood-on-its-hands-in-australia/> .
- [111]. Gideon Polya, « Un coup d'État mené par des pro-sionistes renverse le Premier ministre australien Rudd », MWC News, 29 juin 2010.
- [112]. Gideon Polya, « Le parti travailliste australien perverti par les États-Unis, le sionisme et les entreprises vilipende et rejette l'ancien Premier ministre Kevin Rudd, partisan de l'Australie d'abord », Countercurrents, 28 février 2012 : <https://www.countercurrents.org/polya280212.htm> (1).
- [113]. « Juifs australiens », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Australian_Jews .
- [114]. « L'Islam en Australie », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Islam_in_Australia .
- [115]. « Je suis allé en Israël aussi », Middle East Reality Check, 10 mars 2010 : <http://middleeastrealitycheck.blogspot.com.au/2009/03/ive-been-to-israel-too.html> .
- [116]. Bob Carr, « Courez pour votre vie », Melbourne University Press, 2018.
- [117]. Antony Lowenstein, « Ma question israélienne », Melbourne University Press, 2006.
- [118]. Gideon Polya, « L'Australie de l'apartheid soutient l'Israël de l'apartheid dirigé par des sionistes racistes », Countercurrents, 29 juin 2009 : <https://countercurrents.org/polya290609.htm> .
- [119]. Gideon Polya, « L'écrivain juif antiraciste Antony Loewenstein reçoit le prix de la paix de Jérusalem (Al Quds) », 5 décembre 2019 : <https://countercurrents.org/2019/12/anti-racist-jewish-writer-antony-loewenstein-awarded-jerusalem-al-quds-peace-prize/> .
- [120]. Jake Lynch, « La coalition prévoit de punir ceux qui boycottent Israël », The Drum, ABC, 25 juin 2013 : <http://www.abc.net.au/news/2013-06-25/lynch—bds/4778144> .
- [121]. Bob Carr, « Journal d'un ministre des Affaires étrangères », NewSouth 2014.
- [122]. L'ancien ministre des Affaires étrangères Bob Carr affirme que le « lobby pro-israélien » a influencé la politique gouvernementale. ABC News, 9 avril 2014 : <https://www.abc.net.au/news/2014-04-09/bob-carr-lashes-out-at-melbourne-pro-israel-lobby/5379074> .

- [123]. Lenore Taylor, « Les journaux de Bob Carr : la politique étrangère a été sous-traitée à des donateurs juifs », Guardian, 9 avril 2014 : <https://www.theguardian.com/world/2014/apr/09/bob-carr--gillard-foreign-policy-jewish-donors> .
- [124]. Yosuke Shimazono, « L'état du commerce international d'organes : un tableau provisoire basé sur l'intégration des informations disponibles », Bulletin de l'OMS, 2007 : <https://www.who.int/bulletin/volumes/85/12/06-039370/en/> .
- [125]. ONU, « La question de Palestine », 29 janvier 2010 : <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-178236/> .
- [126]. « Nancy Scheper-Hughes », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Nancy_Scheper-Hughes .
- [127]. Jason Koutsoukis, « L'Australie cible de l'ecstasy israélienne », Sydney Morning Herald 13 décembre 2008 : <https://www.smh.com.au/national/australia-target-of-israeli-ecstasy-20081212-6xkt.html> .
- [128]. « Mafia israélienne », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Israeli_mafia .
- [129]. Radio New Zealand, « Le procès pour trahison des Fidji révèle que les armes des rebelles ont été fournies par Israël », 3 décembre 2002 : <http://www.radionz.co.nz/international/pacific-news/141971/fiji-treason-trial-hears-of-rebels%27-weapons-supplied-by-israel> .
- [130]. « Fiji Coup plotters armed by Israel », Ummah News et Rense, 3 décembre 2002 : <http://rense.com/general32/isir.htm> .
- [131]. Gideon Polya, « La subversion anti-indienne des Fidji par Israël de l'apartheid, l'Australie pro-apartheid et l'Amérique pro-apartheid », Countercurrents, 20 octobre 2017 : <https://countercurrents.org/2017/10/anti-indian-subversion-of-fiji-by-apartheid-israel-pro-apartheid-australia-pro-apartheid-america/> .
- [132]. Brian Toohey, « Secret. La construction de l'État de sécurité australien », Melbourne University Press, 2019.
- [133]. « Paul Simon », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Paul_Simon .
- [134]. « Graceland », Wikipédia : [https://en.wikipedia.org/wiki/Graceland_\(album\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Graceland_(album)) .
- [135]. Thomas Piketty, « Le Capital au XXI^e siècle », Harvard University Press, 2014.
- [136]. Thomas Piketty, « Gauche brahmane contre droite marchande : inégalités croissantes et structure changeante du conflit politique (données de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis, 1948-2017) », WID.world Working Paper Series No. 2018/ 7 : <http://piketty.pse.ens.fr/files/Piketty2018.pdf> .
- [137]. Gideon Polya, « Compte rendu de livre clé : « Le capital au XXI^e siècle » de Thomas Piketty », Countercurrents, 1^{er} juillet 2014 : <https://countercurrents.org/polya010714.htm> .
- [138]. Gideon Polya, « Taxe annuelle mondiale sur la richesse de 4 % pour mettre fin aux 17 millions de décès annuels », Countercurrents, 27 juin 2014 : <http://www.countercurrents.org/polya270614.htm>).

- [139]. Brian Ellis, « Humanisme social. Une nouvelle métaphysique », Routledge, Royaume-Uni, 2012.
- [140]. Gideon Polya, « Compte rendu de livre : « Humanisme social. Une nouvelle métaphysique » de Brian Ellis – Dernière chance de sauver la planète ? », Countercurrents, 19 août 2012 : <https://countercurrents.org/polya190812.htm> .
- [141]. Brian Ellis, « Rationalisme. Une critique de la théorie pure », Australian Scholarly, Melbourne, 2017.
- [142]. Gideon Polya, « Compte rendu : « Rationalism » de Brian Ellis, Countercurrents, 14 août 2017 : <https://countercurrents.org/2017/08/review-rationalism-by-brian-ellis> .
- [143]. Brian Ellis (avec des contributions de Tony Lynch, Greg Bailey et Gideon Polya), « Les nouvelles lumières. Sur Steven Pinker et au-delà », Australian Scholarly Publishing, Melbourne, 2019.
- [144]. Gideon Polya, « Compte rendu : « Les Nouvelles Lumières » de Brian Ellis – gouvernement mondial et humanisme social pour sauver l'humanité », Countercurrents, 7 octobre 2019 : <https://countercurrents.org/2019/10/review-the-new-enlightenment-by-brian-ellis-world-government-social-humanism-to-save-humanity> .
- [145]. Gideon Polya, « Subversion sioniste, censure des médias traditionnels », Countercurrents, 9 mars 2018 : <https://countercurrents.org/2018/03/zionist-subversion-mainstream-media-censorship/> .
- [146]. Gideon Polya, « Ingérence étrangère en Australie 1. Surreprésentation massive des Juifs sionistes parmi les 200 Australiens les plus riches », Countercurrents, 11 juin 2018 : <https://countercurrents.org/2018/06/foreign-interference-in-australia-1-hugely-disproportionate-jewish-zionist-representation-in-australias-richest-200/>
- [147]. Peter Hartcher, « Donnez-nous 52 millions de dollars et nous déciderons qui dirige le pays », Sydney Morning Herald, National Times, 2 février 2011 : <http://www.smh.com.au/opinion/politics/give-us-52m-and-we-will-decide-who-runs-the-country-20110201-1aceo.html>).
- [148]. « Boycottez les médias de Murdoch » ; <https://sites.google.com/site/boycottmurdochmedia/> .
- [149]. Gideon Polya, « Boycottez les médias de Murdoch pour sauver la planète », Countercurrents, 18 juillet 2011 : <https://countercurrents.org/polya180711A.htm> .
- [150]. « Crime d'apartheid », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Crime_of_apartheid .
- [151]. « Convention internationale pour la répression et la punition du crime d'apartheid », ONU, 1976 : https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocity-crimes/Doc.10_International%20Convention%20on%20the%20Suppression%20and%20Punishment%20of%20the%20Crime%20of%20Apartheid.pdf .
- [152]. John Dugard, « Convention internationale pour la répression et la punition du crime d'apartheid », Bibliothèque audiovisuelle de droit international, 30 novembre 1973 : <https://legal.un.org/avl/ha/cspca/cspca.html> .

- [153]. Voix juives pour la paix, Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Jewish_Voice_for_Peace .
- [154]. B'Tselem : <https://www.btselem.org/> .
- [155]. Peter Beinart, « La crise du sionisme », Melbourne University Press, 2012.
- [156]. Gideon Polya, « Compte rendu de livre : « La crise du sionisme » - Les sionistes racistes envisagent un génocide palestinien substantiel ou total », Countercurrents, 14 juillet 2012 : <http://www.countercurrents.org/polya140712.htm> .
- [157]. Bob Carr, « Le génie de la résolution de l'ONU sur les colonies israéliennes », Sydney Morning Herald, 26 décembre 2016 : <http://www.smh.com.au/comment/the-genius-of-the-uns-resolution-on-israeli-settlements-20161225-gthumbf.html>).
- [158]. B'Tselem, « Un régime de suprématie juive du Jourdain à la mer Méditerranée : c'est l'apartheid », 12 janvier 2021 : https://www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid .
- [159]. « Solution à un seul État, État unitaire, État binational pour une Palestine post-apartheid démocratique et aux droits égaux », : <https://sites.google.com/site/boycottapartheidisrael/one-state-solution> .
- [160]. Gideon Polya, « La loi israélienne sur l'État-nation juif consacre l'apartheid et le racisme génocidaire », Countercurrents, 24 juillet 2018 : <https://countercurrents.org/2018/07/24/israeli-jewish-nation-state-law-enshrines-apartheid-and-genocidal-racism/> .
- [161]. Gideon Polya, « Réfutation des mensonges racistes sionistes acceptés par le courant dominant derrière les massacres israéliens à Gaza et le génocide palestinien », Countercurrents, 26 juillet 2014 : <https://www.countercurrents.org/polya260714.htm> .
- [162]. Gideon Polya, « Faux passeports australiens, mensonges sionistes et terrorisme d'État israélien », Countercurrents, 26 février 2010 : <https://www.countercurrents.org/polya260210.htm> .
- [163]. Gideon Polya, « La xénophobie australienne cible la Chine mais ignore l'énorme subversion israélienne de l'Australie », Countercurrents, 7 juillet 2018 : <https://countercurrents.org/2018/07/07/australian-xenophobia-targets-china-but-ignores-huge-israeli-subversion-of-australia/> .
- [164]. "Subversion de l'Australie": <https://sites.google.com/site/subversionofaustralia/> .
- [165]. Gideon Polya, « Sionisme raciste et menaces terroristes de l'État israélien contre l'Australie et l'humanité », Génocide palestinien, 2010 : <https://sites.google.com/site/palestiniangenocide/racist-zionism-and-israeli> .
- [166]. Philip Dorling, « Arbib révélé comme source secrète américaine », Sydney Morning Herald, 9 décembre 2010 : <https://www.smh.com.au/national/arbib-revealed-as-secret-us-source-20101208-18prg.html> .
- [167]. « L'agence d'espionnage israélienne Mossad falsifiait régulièrement des passeports australiens : un ancien agent du Mossad », Sydney Morning Herald, 26 février 2010 : <http://www.smh.com.au/national/israeli-spy-agency-mossad-regularly-faked-australian-passports-exagent-20100226-p8om.html> .

- [168]. « Vérification des faits : des journalistes risquent 10 ans de prison pour avoir révélé les erreurs de l'agence de sécurité », ABC, 14 octobre 2014 : <https://www.abc.net.au/news/2014-10-14/journalists-face-jail-for-exposing-security-agency-bungles/5776504> .
- [169]. Gideon Polya, « Le mensonge orwellien dans l'Australie néolibérale – et dans votre pays aussi ? », Countercurrents, 1 mars 2020 : <https://countercurrents.org/2020/03/rampant-orwellian-falsehood-in-neoliberal-australia-and-in-your-country-too/> .
- [170]. Gideon Polya, « Hystérie terroriste : les nouvelles lois antiterroristes australiennes draconiennes ciblent les journalistes, les musulmans et les droits de l'homme », Countercurrents, 8 octobre 2014 : <https://www.countercurrents.org/polya0810114.htm>
- [171]. « Loi australienne antiterroriste de 2005 », Wikipédia : http://en.wikipedia.org/wiki/Anti-Terrorism_Act_2005 .
- [172]. Emma Griffiths, « Explication : que sont les nouvelles lois antiterroristes et comment seront-elles déployées ? », ABC News, 2014 : <http://www.abc.net.au/news/2014-09-22/new-anti-terrorism-laws-explained/5761516> .
- [173]. George Williams, « Les lois antiterroristes doivent être correctement examinées », Brisbane Times, 5 octobre 2014 : <http://www.brisbanetimes.com.au/comment/antiterror-laws-need-proper-scrutiny-20141002-10p6dg.html> .
- [174] Bill Rowlings, « Je pourrais aller en prison pour ça le mois prochain », Civil Liberties Australia, 26 août 2014 : <http://www.cla.asn.au/News/i-could-go-to-jail-for-this-next-month/> .
- [175]. Bill Rowlings, « L'Asie espionnera-t-il les dirigeants mondiaux au G20 ? Bientôt, vous ne pourrez plus poser la question », The Guardian Australia, 26 août 2014 : <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/aug/26/will-asio-spy-on-world-leaders-at-the-g20-soon-you-wont-be-allowed-to-ask> .
- [176]. Gideon Polya, « 50 façons dont les services de renseignement australiens espionnent l'Australie et le monde pour le terrorisme d'État britannique, israélien et américain », Countercurrents, 11 décembre 2013 : <https://countercurrents.org/polya111213.htm> .
- [177]. Gideon Polya, « Hystérie terroriste – Les nouvelles lois antiterroristes australiennes draconiennes ciblent les journalistes, les musulmans et les droits de l'homme », Countercurrents, 8 octobre 2014 : <https://countercurrents.org/polya0810114.htm> .
- [178]. « Patriot Act », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Patriot_Act .
- [179]. Gideon Polya, « Redaction : Mainstream media censorship & self-censorship in pre-police-state Australia », Countercurrents, 24 octobre 2019 : <https://countercurrents.org/2019/10/redaction-mainstream-media-censorship-self-censorship-in-pre-police-state-australia> .
- [180]. George Williams, « Sacrifier les libertés civiles pour lutter contre le terrorisme : où cela finira-t-il ? », Conférence John Marsden 2018, Conseil des libertés civiles de Nouvelle-Galles du Sud, 22 novembre 2018 : http://www.nswccl.org.au/2018_john_marsden_lecture_sacrificing_civil_liberties_to_counter_terrorism_where_will_it_end .

- [181]. Gideon Polya, « Mensonges des médias, censure des médias et perquisitions de la police fédérale australienne dans les médias en Australie avant l'instauration d'un État policier », Countercurrents, 15 juin 2019 : <https://countercurrents.org/2019/06/media-lying-media-censorship-australian-federal-police-raids-on-media-in-pre-police-state-australia>
- [182]. Gideon Polya, « L'Australie, lâche et servile envers les États-Unis, trahit le héros australien et mondial Julian Assange et le journalisme libre », Countercurrents, 13 avril 2019 : <https://countercurrents.org/2019/04/craven-us-lackey-australia-betrays-australian-world-hero-julian-assange-free-journalism> .
- [183]. « Julian Assange », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Julian_Assange .
- [184]. Gideon Polya, « "Une dictature mondiale" : un cauchemar numérique. Examen de l'analyse de Soren Korsgaard », Global Research, 24 janvier 2020 : <https://www.globalresearch.ca/one-world-digital-dictatorship-soren-korsgaard-digital-nightmare/5701587> .
- [185]. Soren Korsgaard, « One World Digital Dictatorship », Crime & Power, 5 janvier 2020 : <https://www.crimeandpower.com/2020/01/05/one-world-digital-dictatorship/> .
- [186]. Gideon Polya, « Yassmin Abdel-Magied censurée le jour de l'Anzac – les nationalistes s'en prennent à la liberté d'expression australienne », Countercurrents, 28 avril 2017 : <https://countercurrents.org/2017/04/28/yassmin-abdel-magied-censored-on-anzac-day-jingoists-trash-australian-free-speech/> .
- [187]. Mark Pearson, « Des journalistes risquent la prison pour avoir couvert des opérations de renseignement – sans défense d'intérêt public », Journlaw, 3 octobre 2014 : <https://journlaw.com/2014/10/03/journalists-face-jail-for-reporting-intelligence-operations-with-no-public-interest-defence/> .
- [188]. « Impact du projet de loi sur le contrôle du commerce de la défense sur la liberté académique », NTEU : 10 octobre 2012 : <http://www.nteu.org.au/article/Impact-of-the-Defence-Trade-Controls-Bill-on-academic-freedom-13461> .
- [189]. Gideon Polya « Censure académique actuelle et autocensure dans les universités australiennes », Public University Journal, volume 1, supplément de conférence, « Transformer l'université australienne », Melbourne, 9-10 décembre 2001 ; Free University Education : <https://sites.google.com/site/freeuniversityeducation/academic-censorship> .
- [190]. Gideon Polya, « Crise dans nos universités », ABC Radio National « Le rasoir d'Ockham », 19 août 2001 : <http://www.abc.net.au/radionational/programs/ockhamsrazor/crisis-in-our-universities/3490214>).
- [191]. Gideon Polya, « Le Parti travailliste australien pro-apartheid israélien écarte la candidate anti-apartheid israélienne Melissa Parke », Global Research, 18 avril 2019 : <https://www.globalresearch.ca/pro-apartheid-israel-australian-labor-party-anti-apartheid-candidate-melissa-parke/5674801> .
- [192]. « ÉCHELON », Wikipédia : <https://en.wikipedia.org/wiki/ECHELON> .
- [193]. Phillip Dorling, « Les États-Unis partagent des renseignements bruts sur les Australiens avec Israël », Sydney Morning Herald, 12 septembre 2013 : <http://www.smh.com.au/national/us-shares-raw-intelligence-on-australians-with-israel-20130912-2tllm.html> .

- [194]. Gideon Polya, « L'Israël de l'apartheid enterre le criminel de guerre en série, le raciste génocidaire et le terroriste nucléaire en série Shimon Peres », Countercurrents, 1 octobre 2016 : <https://countercurrents.org/2016/10/apartheid-israel-buries-serial-war-criminal-genocidal-racist-and-nuclear-terrorist-shimon-peres/> .
- [195]. « Incident de l'USS Liberty », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/USS_Liberty_incident
- [196]. Kevin Barrett, « Buying Sharon – and “We Jews control America” », Veterans Today, 11 janvier 2014 : <http://www.veteranstoday.com/2014/01/11/burying-sharon/> .
- [197]. William Blum, « État voyou : un guide sur la seule superpuissance mondiale », Common Courage Press, 2000.
- [198]. David Vine, « Où se trouve l'armée américaine dans le monde ? », Politico, juillet/août 2015 : <https://www.politico.com/magazine/story/2015/06/us-military-bases-around-the-world-119321/> .
- [199]. Gideon Polya, « Les États-Unis ont envahi 70 nations depuis 1776 – Faites du 4 juillet la Journée de l'indépendance de l'Amérique », Countercurrents, 5 juillet 2013 : <http://www.countercurrents.org/polya050713.htm> .
- [200]. Gideon Polya, « Les Britanniques ont envahi 193 pays : faites du 26 janvier (Journée de l'Australie, Jour de l'invasion) le Jour de l'invasion britannique », Countercurrents, 23 janvier 2015 : <http://www.countercurrents.org/polya230115.htm> .
- [201]. Gideon Polya, « Le président Hollande et l'invasion française de la vie privée contre l'invasion française de 80 pays depuis 800 après J.-C. », Countercurrents, 15 janvier 2014 : <http://www.countercurrents.org/polya150114.htm> .
- [202]. NG Jog, « L'angle mort de Churchill : l'Inde », New Book Company, Bombay, 1944.
- [203]. Gideon Polya, « L'Occident ignore 11 millions de morts de guerre musulmans et 23 millions de morts américaines évitables depuis l'attentat sous faux drapeau du gouvernement américain le 11 septembre », Countercurrents, 9 septembre 2015 : <https://countercurrents.org/polya090915.htm> .
- [204]. Ronald Bailey, « À quel point devriez-vous avoir peur du terrorisme ? », Reason.com, 6 septembre 2011 : <http://reason.com/archives/2011/09/06/how-scared-of-terrorism-should> .
- [205]. Gideon Polya, « Plus de 14 millions d'Américains mourront de façon évitable sous une administration Trump de 2 mandats », Countercurrents, 22 mars 2017 : <https://countercurrents.org/2017/03/22/over-14-million-americans-will-die-preventably-under-a-2-term-trump-administration/> .
- [206]. Gideon Polya, « L'Holocauste américain, des millions de morts américaines prématurées et un coût de 40 billions de dollars pour Israël aux Américains », Countercurrents, 27 août 2013 : <https://countercurrents.org/polya270813.htm> .
- [207]. Charte des Nations Unies : <https://www.un.org/en/about-us/un-charter> .
- [208]. Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant : <https://www.unicef.org/child-rights-convention> .

- [209]. Gideon Polya, « Les médias occidentaux dominants sionistes et pervers ignorent l'horrible alliance américaine et l'abus d'enfants israélien de l'apartheid », Countercurrents, 29 avril 2014 : <https://countercurrents.org/polya290414.htm> .
- [210]. Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/statusofrefugees.aspx> .
- [211]. « Conventions de Genève », Wikipédia : https://en.wikipedia.org/wiki/Geneva_Conventions .
- [212]. Cour pénale internationale : <https://www.icc-cpi.int/about> .
- [213]. Déclaration sur les droits des peuples autochtones : <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html> .
- [214]. Pacte international relatif aux droits civils et politiques : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx> .
- [215]. Déclaration universelle des droits de l'homme : <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights> .
- [216]. Convention pour supprimer la traite des esclaves et l'esclavage : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b36fb.html> .
- [217]. Accord de Paris : <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement> .
- [218]. Gideon Polya, « Le mensonge selon lequel le gaz est plus propre », Green Left, 7 octobre 2020 : <https://www.greenleft.org.au/content/lie-gas-cleaner> .
- [219]. UN Watch : <https://unwatch.org/un-israel-key-statistics/> .
- [220]. Elena Holodny, « L'essor, le déclin et le retour de l'économie chinoise au cours des 800 dernières années », Business Insider Australia, 9 janvier 2017 : <https://www.businessinsider.com.au/history-of-chinese-economy-1200-2017-2017-1?r=US&IR=T> .
- [221]. « Contexte : Les contributions de la Chine à la Seconde Guerre mondiale en chiffres », New China, 3 septembre 2015 : http://news.xinhuanet.com/english/2015-09/03/c_134582291.htm .
- [222]. Kevin Rudd, « Kevin Rudd : L'Occident n'est pas prêt pour la montée en puissance de la Chine », New Statesman, 11 juillet 2012 : <https://www.newstatesman.com/politics/international-politics/2012/07/kevin-rudd-west-isnt-ready-rise-china> .
- [223]. Gideon Polya, « La sinophobie et le dénigrement de la Chine en Australie : de la persécution coloniale et de l'Australie blanche au shérif adjoint de l'Asie de l'Amérique de Trump », Countercurrents, 26 janvier 2018 : <https://countercurrents.org/2018/01/26/australian-sinophobia-china-bashing-colonial-persecution-white-australia-trump-americas-asia-deputy-sheriff/> .
- [224]. Gideon Polya, « Compte rendu : « Silent Invasion » de Clive Hamilton – alimentant la sinophobie australienne », Countercurrents, 6 octobre 2018 : <https://countercurrents.org/2018/10/review-silent-invasion-chinas-influence-in-australia-by-clive-hamilton-feeding-australian-sinophobia/> .

- [225]. Daniel Flitton, « Câble explosif Wiki Rudd », The Age, 6 décembre 2010 : <http://www.theage.com.au/national/explosive-wiki-rudd-cable-20101205-18lbz.html> .
- [226]. John Garnaut, « Les Chinois ont Kevin Rudd sous contrôle », The Age, 6 décembre 2010 : <http://www.theage.com.au/opinion/politics/the-chinese-have-former-pm-pegged-20101205-18lcv.html> .
- [227]. Malcolm Fraser, « La dévotion servile envers les États-Unis, une folie de politique étrangère pour l'Australie », Sydney Morning Herald, 14 décembre 2010 : <http://www.smh.com.au/federal-politics/political-opinion/slavish-devotion-to-the-us-a-foreign-policy-folly-for-australia-20101213-18vec.html> .
- [228]. Philip Dorling et Richard Baker, « Beazley promet des troupes pour aider les États-Unis dans une guerre contre la Chine », Sydney Morning Herald, 8 décembre 2010 : <http://www.smh.com.au/technology/technology-news/beazley-pledged-troops-to-help-us-in-a-war-with-china-20101207-18obt.html> .
- [229]. Gideon Polya, « La xénophobie australienne cible la Chine mais ignore l'énorme subversion israélienne de l'Australie », Countercurrents, 7 juillet 2018 : <https://countercurrents.org/2018/07/07/australian-xenophobia-targets-china-but-ignores-huge-israeli-subversion-of-australia/> .
- [230]. Ali Kazak, « Pourquoi le lobby israélien devrait-il avoir des normes différentes ? », Independent, Australie : 9 novembre 2017 : <https://independentaustralia.net/politics/politics-display/does-the-nation-have-a-new-white-australia-foreign-affairs-policy,10913> .
- [231]. Gideon Polya, « La liberté d'expression académique sous attaque sioniste à Notre Dame Australie et à la LSE, Royaume-Uni », Countercurrents , 16 décembre 2015 : <https://countercurrents.org/polya161215.htm> .
- [232]. Gideon Polya, « Dette carbone et dumping – L'Australie, criminelle climatique, subventionne massivement ses exportations de viande, de céréales et de vin vers la Chine », Countercurrents, 31 août 2020 : <https://countercurrents.org/2020/08/carbon-debt-dumping-climate-criminal-australia-hugely-subsidizes-meat-grain-wine-exports-to-china/> .
- [233]. Gideon Polya, « Crimes de guerre australiens en Afghanistan : rapport Brereton expurgé et 2 siècles de crimes de guerre australiens ignorés », Countercurrents, 28 novembre 2020 : <https://countercurrents.org/2020/11/australian-war-crimes-in-afghanistan-redacted-brereton-report-2-centuries-of-australian-war-crimes-ignored/> .
- [234]. Gideon Polya, « Le succès de la Chine en matière de santé au Tibet contre le meurtre de masse passif de femmes et d'enfants afghans par l'alliance américaine », Global Research, 7 janvier 2018 : <https://www.asia-pacificresearch.com/chinas-tibet-health-success-versus-passive-mass-murder-of-afghan-women-and-children-by-us-alliance/5625169> .
- [235]. Gideon Polya, « Dessin animé chinois et complicité de l'Australie, laquais des États-Unis, dans le massacre d'enfants afghans », Countercurrents, 5 décembre 2020 : <https://countercurrents.org/2020/12/chinese-cartoon-us-lackey-australias-complicity-in-mass-murder-of-afghan-children/> .